A.M.I.R.A

Groupe de Recherche pour l'Amélioration des Méthodes d'Investigation en milieux Informels et Ruraux d'Afrique, Asie et Amérique latine

notes de travail

LA PROBLEMATIQUE DE LA TRANSITION

ET SES DETERMINATIONS DU POINT DE VUE DES THEORIES, DES POLITIQUES ET DES PLANIFICATIONS DU DEVELOPPEMENT

Réédition, modifiée en 1981 des notes de travail

N°s 1_13_14_15

J. CHARMES

PARIS - FÉVRIER 1983

LA PROBLEMATIQUE DE LA TRANSITION

ET

SES DETERMINATIONS DU POINT DE VUE DES

THEORIES, DES POLITIQUES ET DES PLANIFICATIONS

DU DEVELOPPEMENT

JACQUES CHARMES
ECONOMISTE DE L'ORSTOM

INSEE. 150.0143.83.0

S O M M A I R E

Pages

PRESENTATION DU GROUPE AMIRA — I à XVI

AVERTISSEMENT — 1

CHAPITRE I : De l'ostentation à l'accumulation. Production et reproduction des rapports marchands dans les sociétés traditionnelles à partir de l'analyse du surplus — 3

MODALITES DE L'EMERGENCE, DE LA CAPTATION ET DE L'UTILISATION DU SURPLUS — 7

1. Le concept de surplus — 8

2. Modalités de l'émergence du surplus marchand — 9

2.1. La pénétration des rapports marchands ou l'histoire de la monétarisation du surplus — 10

2.2. Les origines de la différenciation sociale — 12

3. Modalités de la captation du surplus — 14

3.1. Les liens de dépendance institutionnelle — 15

3.2. Des liens de dépendance communautaire aux liens de dépendance personnelle : paupérisation et accumulation — 18

3.2.1. De la prestation lignagère à la redevance de métayage : constitution de la rente foncière — 19

3.2.1.1. Constitution juridique de la rente foncière — 19

3.2.1.2. Constitution naturelle de la rente foncière — 22

3.2.1.3. Emergence du capitalisme agraire : le cas de la région du Lac Alaotra — 25

.../...

Pages

3.2.2. De l'entraîde au salariat et aux travaux rémunérés à l'extérieur : apparition d'un marché du travail et monétarisation de la prestation lignagère 30

3.2.2.1. Le passage des formes d'entraîde au salariat 31

3.2.2.2. Les travaux rémunérés à l'extérieur 33

3.2.2.3. Constitution de l'idéologie lignagère en idéologie de classe 34

4. Modalités de l'utilisation du surplus 38

4.1. Divers types de dépenses ou d'utilisation du surplus 38

4.1.1. Les dépenses improductives 38

4.1.2. Les dépenses productives 43

4.2. Les trois stades de la transition 45

4.2.1. Le stade de la neutralisation 46

4.2.2. Le stade de l'absorption 47

4.2.3. Le stade de la dissolution 48

4.2.3.1. Le changement de substrat du pouvoir traditionnel 49

4.2.3.2. Ostentation et concurrence, opérateurs de la transition 50

5. Conclusion 56

CHAPITRE II : Théories, politiques et planifications du développement 59

Introduction 61

LA NON PRISE EN COMPTE DES DONNEES SOCIALES PAR LE PLANIFICATEUR 69

1. La référence implicite à "l'homo oeconomicus" 70

1.1. La relation salaire - offre de travail 74

1.2. La relation prix - production 84

.../...

Pages

1.3. La relation épargne - degré d'inégalité dans la distribution du revenu 92

2. La non perception des effets socio-culturels des politiques de développements 100

3. Les raisons de la non perception des effets socio-culturels 101

3.1. Position du problème 101

3.2. De la réussite ou de l'échec des projets de développement rural 103

ANNEXES 111

ANNEXE 1 : De quelques problèmes déontologiques posés par une recherche sur "l'amélioration des méthodes d'investigation socio-économique en milieu rural africain et malgache". 113

ANNEXE 2 : Méthodologie statistique et démarche sociologique (A propos de la thèse Ph. D. Statistics de Christopher Scott : "The Methodology of Household Budget Surveys in Africa"). 115

ANNEXE 3 : Réflexions autour d'un thème de recherche de la Banque Mondiale : "Research Proposal : Growth of Non-Farm Activities and Employment in Areas of Rising Output in Agriculture". 135

ANNEXE 4 : Analyse critique d'un article de Michael P. Todaro, paru dans la Revue Internationale du Travail : "L'exode rural en Afrique et ses rapports avec l'emploi et les revenus". 155

ANNEXE 5 : Prix, production et déstructuration : Le cas de la société Sakalava du Menabe entre 1912 et 1943, d'après les travaux d'E. Fauroux : "La formation sociale Sakalava dans les rapports marchands, ou l'histoire d'une articulation ratée". 167

ANNEXE 6 : Gunnar Myrdal : La politique des prix pratiqués en matière de produits alimentaires. Extrait de l'ouvrage "Le défi du monde pauvre. Un programme de lutte sur le plan mondial". 171

ANNEXE 7 : La place de l'Anthropologie dans la méthodologie d'investigation : Anthropologie du développement ou science de la manipulation ? 175

Octobre 1982

G R O U P E A M I R A

Amélioration des Méthodes d'Investigation en Milieux Informels et Ruraux d'Afrique, Asie et Amérique Latine

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU GROUPE

Adresse Postale : Groupe A.M.I.R.A.
I.N.S.E.E. - Bureau 425
18, bd Adolphe Pinard
75675 PARIS Cedex 14
FRANCE

Téléphone : (1) 540 - 13 - 50 ou 540 - 03 - 51

--- ---

I - OBJECTIF

Créé en 1975, AMIRA est un groupe (et plus largement un réseau) informel. Son objectif est de promouvoir recherches et débats scientifiques interdisciplinaires et interfonctionnels (praticiens, chercheurs, enseignants) pour améliorer les méthodes d'investigation en référence aux politiques de développement. Y participent des personnes de tous pays ayant une expérience professionnelle de ces problèmes.

Plus concrètement, les questions que nous nous posons peuvent être ainsi résumées :

- A quelles théories et politiques de développement se référer, quelles informations recueillir, pour quelles utilisations, quels objectifs, quels acteurs ?

- Comment recueillir l'information (auprès de qui, par qui, par quelles méthodes) ?

- Comment et avec qui la traiter, l'analyser, l'utiliser pour préparer, suivre, évaluer politiques et projets de développement (lesquels méritent cette appellation) ?

Le Groupe AMIRA ne peut réaliser une recherche vivante que si la réflexion théorique est constamment enrichie et réorientée par la pratique. Cette confrontation de la théorie et de la pratique, ce souci de l'application se manifestent de plusieurs façons, notamment :

- participation des correspondants AMIRA à des actions concrètes : enquêtes statistiques, élaboration et suivi de projets de développement, planification, etc. permettant l'expérimentation des méthodes proposées (améliorations ou innovations) ;

- utilisation des travaux AMIRA dans des actions de formation professionnelle (de statisticiens, responsables, et techniciens du développement, ...).

II - DOMAINE D'ETUDE

Au début d'AMIRA, le seul milieu rural africain. Mais la nécessité de prendre en compte les relations villes - campagne, agriculture - industrie, ... et les dimensions internationales des problèmes a toujours été clairement perçue, sinon suffisamment traitée. Depuis, plusieurs correspondants ont pratiqué et réfléchi sur les méthodes d'enquête en milieu informel urbain ; d'autres travaillent sur les problèmes d'Amérique Latine ou d'Asie.

III - PLATEFORME D'ORIENTATION

Il n'y a pas à proprement parler de doctrine AMIRA. Le Groupe est assez largement ouvert à des analyses et des propositions divergentes, voire contradictoires. Quelques orientations générales semblent cependant avoir réalisé un très large consensus. Elles correspondent aux propositions suivantes :

- L'originalité du Groupe AMIRA est de centrer sa démarche sur le rôle de l'information et des méthodes d'investigation en milieu rural et informel urbain, tout en s'efforçant d'ancrer dialectiquement une pratique opératoire dans une réflexion théorique sans cesse approfondie et menée selon une approche pluridisciplinaire.

- L'information n'est pas neutre : les méthodes de collecte, d'analyse et d'utilisation de l'information sont historiquement en interdépendance avec des analyses théoriques (politiques, socio-économiques, techniques, ...) et avec leur utilisation dans une pratique sociale.

- Les conceptions technicistes, sectorielles, productivistes, unidimensionnelles du développement doivent être rejetées. Il convient donc de montrer les limites des méthodes de traitement de l'information qui en découlent : elles ne peuvent notamment pas rendre compte de la dynamique des systèmes sociaux. Il est nécessaire de prendre en compte la diversité des acteurs et des milieux, des niveaux de décision, des classes et catégories sociales ; d'analyser la division sociale du travail, les processus de différenciation sociale, l'évolution des logiques de comportement. Il convient donc de promouvoir et d'utiliser les recherches dans ces domaines.

- Les méthodes d'investigation proposées doivent s'intégrer à la mise en oeuvre d'un développement conçu et réalisé pour et avec l'ensemble de la population, et non pour des catégories sociales privilégiées. Elles impliquent donc la promotion de rapports permettant ce type de développement, entre tous les acteurs concernés : paysans, responsables politiques, chefs de projets, planificateurs, statisticiens, chercheurs, ... La recherche méthodologique en cette matière doit être responsable, c'est-à-dire fondée sur une pratique sociale et sur l'expérimentation, et non s'adresser au seul public des chercheurs et experts.

- Il faut également s'efforcer de dépasser les cloisonnements thématiques et disciplinaires, qui interdisent une compréhension globale des problèmes : il faut donc promouvoir un dialogue et une collaboration interdisciplinaires, autant que possible internationales.

- Il s'agit donc d'un effort indispensable d'intégration, ou à tout le moins d'articulation, devant déboucher sur des méthodes d'investigation nouvelles, diversifiées, complémentaires, adaptées à divers objectifs et échelles de contraintes (locales, nationales, internationales).

Ces quelques orientations bien générales ne sont évidemment pas à prendre ou à laisser ; elles nécessitent pour le moins d'être précisées. Elles n'en constituent pas moins une plate-forme permettant à chacun de se situer par rapport à AMIRA.

IV - STRUCTURES DE FONCTIONNEMENT

AMIRA reste un groupe informel. Le Groupe a fonctionné au départ sur la base de quelques personnes (travaillant surtout à l'INSEE, à l'ORSTOM et au Ministère français de la Coopération et du Développement). Ce collectif initial s'est progressivement modifié et étendu à une cinquantaine de personnes, dont beaucoup travaillent dans d'autres organismes ou sont indépendants.

L'instance décisionnelle est le "Comité Permanent", qui comprend par principe, quand ils le souhaitent, tous les auteurs de notes de travail publiées sous numérotation et référence AMIRA. Il comprend en outre quelques personnes ayant activement participé aux activités récentes (notamment groupes de travail) et qui se sont engagées à continuer dans l'année à venir. Il se réunit environ 2 fois par trimestre.

L'instance exécutive est le "Secrétariat Exécutif", choisi par le Comité Permanent, animant la mi se en pratique des orientations définies par le CP, et lui rendant compte des décisions ponctuelles ou urgentes qu'il a été amené à prendre. Il est actuellement composé de Gérard WINTER (Président du CP), René HALLU (Secrétaire Général) et Danielle RAYSSIGUIER (Secrétaire Scientifique).

Le réseau de correspondants du Groupe AMIRA, destinataires réguliers des notes de travail et publications, comporte actuellement (octobre 1982) une trentaine de centres de documentation et environ 400 personnes, dont 150 en Afrique et une vingtaine en Amérique Latine et Asie.

V - MOYENS DE TRAVAIL

Ils ont été jusqu'à présent mis à disposition d'AMIRA par des organismes français : l'INSEE (Secrétariat, impression, diffusion, locaux, temps de recherche), l'ORSTOM (temps de recherche), et le Ministère de la Coopération et du Développement (financement d'une partie des recherches et publications).

Soulignons :

a) que les moyens actuellement disponibles restent limités et ne permettent pas une augmentation importante du niveau d'activité du Secrétariat AMIRA ;

b) que ces moyens ont été accordés jusqu'à présent sans ingérence d'aucune Institution dans les travaux ni dans l'organisation du Groupe AMIRA.

VI - LES TRAVAUX REALISES

A partir d'une réflexion sur les relations entre méthodes, politiques et théories du développement, et sur la base des résultats des recherches en sciences sociales effectuées en milieu rural africain depuis une vingtaine d'années, les thèmes suivants ont été abordés :

1- Réflexion sur l'évolution des sociétés dites "en voie de développement" : ébauche d'une théorie de la "transition" et définition et mesure d'indicateurs d'évolution des milieux ruraux (indicateurs de transition) ;

2- Evaluation des méthodes habituellement utilisées dans :

. les enquêtes statistiques,
. la planification,
. les évaluations de projets ;

3- Recherche d'éléments devant servir à la construction d'un cadre intégrateur pour les disciplines, les méthodes, les actions :

. mise au point de fichiers de villages,
. prise en compte des différents niveaux de décision (analyse "pluridimensionnelle"),
. recours à l'analyse de système dynamique,
. élaboration de classifications caractérisant les groupes sociaux et les espaces ruraux.

Une première synthèse des réflexions et des propositions du Groupe a été le sujet de 3 journées de travail organisées en septembre 1978.

Le bilan général, paru en juin 1978, présente les travaux et les propositions faits dans le cadre d'AMIRA. Ce bilan s'ordonne autour de la présentation d'un cadre cohérent et finalisé d'investigations, celles-ci étant différenciées selon les niveaux de décision concernés et selon les méthodes d'enquêtes utilisées. Les autres volumes décrivent, ou décriront, plus particulièrement certains instruments ou certaines méthodes pour lesquels il est proposé des améliorations, ou qui constituent des innovations : fichier de villages, méthodes d'évaluation des projets, enquêtes statistiques auprès des ménages, etc.

Les travaux du Groupe AMIRA ont servi de fil directeur à un colloque organisé par l'AFIRD et le Groupe AMIRA en janvier 1979 et qui a réuni près de 120 chercheurs, universitaires et experts pendant trois jours à Paris sur le thème suivant : "Les méthodes d'évaluation des transformations induites par les projets de développement dans les sociétés rurales africaines".

Un Etat des Travaux du groupe de travail sur les "Indicateurs de Transition" a servi de base à un colloque sur ce thème, réuni en septembre 1981 à Grigny. Ce document et le compte-rendu de sa discussion doivent être publiés fin 1982.

VII - GROUPES DE TRAVAIL ACTUELS

Plusieurs groupes de travail initiés ou soutenus par le Groupe AMIRA fonctionnent actuellement sur Paris. Les thèmes et animateurs principaux en sont les suivants :

- Suivi - Evaluation de projets	D. GENTIL	(IRAM)
- Enquêtes statistiques	P. VERNEUIL	(INSEE)
- Bilan méthodologique des travaux de l'ORSTOM	Ph. COUTY	(ORSTOM)
- Unités d'observation	J.M. GASTELLU	(ORSTOM)
- Commission Formation	L. DIOP	(CESD)
- Enquêtes légères	P. THENEVIN	(Indépendant)

D'autres groupes sont envisagés :

- Classifications sociales	R. DECOSTER	(Indépendant)
- Micro - Macro (Dispositif et méthodes d'investigation pour planification régionale)	A. LALAU-KERALY	(GRET)

Les correspondants souhaitant participer activement (même par correspondance) à tel ou tel groupe de travail, peuvent le signaler au Secrétariat AMIRA qui transmettra.

Mais d'autres groupes de travail sur les mêmes thèmes ou sur d'autres thèmes peuvent être organisés à l'initiative de tout correspondant AMIRA, en n'importe quelle région ou pays. S'il s'agit bien d'un thème correspondant aux objectifs du Groupe AMIRA, le Secrétariat transmettra aux correspondants disposés à animer un groupe de travail les noms et adresses de ceux qui auront signalé dans le questionnaire leur souhait de participer à un groupe de travail sur ce thème.

Par principe, chaque groupe de travail restera entièrement autonome quant à sa composition, ses méthodes de travail, son financement (s'il y a lieu) ... Le Secrétariat AMIRA comme le Comité Permanent n'auraient d'ailleurs pas les moyens (en temps, en personnel, en matériel ou en financement) d'assurer aide et suivi des groupes.

Cependant, outre la mise en relation des personnes intéressées par le même thème, le Secrétariat et le Comité Permanent feront leur possible pour aider, dans la mesure de leurs moyens ou de leur influence, à la résolution de certains problèmes des groupes de travail. Ce pourra, par exemple, être le cas pour l'organisation d'une journée de discussion scientifique ou pour la publication de certains textes préparés par le groupe de travail.

Le corollaire de l'autonomie des groupes est qu'ils ne pourront utiliser le sigle AMIRA qu'avec l'accord du Comité Permanent et dans des conditions à préciser avec le Secrétariat Exécutif.

VIII - PUBLICATIONS

Les textes AMIRA sont diffusés sous quatre formes :

- Les notes de travail avec référence et numérotation AMIRA. Il s'agit de textes provisoires, souvent courts, proposés pour diffusion à l'ensemble des correspondants AMIRA (et en principe à eux seuls) par un correspondant ou un groupe de travail. Ne sont diffusés que les textes retenus par un comité de lecture, constitué pour chaque texte à l'initiative du Secrétariat Exécutif ou du Comité Permanent. Le critère principal de référence du comité de lecture est que le texte doit présenter des expériences ou analyses comportant des innovations méthodologiques. Les autres critères sont un minimum de clarté et une forme acceptable. Ces textes n'engagent que leurs auteurs, même si la panoplie des textes présentés donne l'idée d'un ensemble relativement cohérent d'analyses et de propositions.

- Les brochures (couverture verte) visent à mettre à la disposition des professionnels intéressés les notes de travail déjà examinées par les correspondants. Ces brochures regroupent en général plusieurs notes traitant du même thème. Cette série peut aussi accueillir directement des études plus importantes réalisées par des groupes de travail.

- Les publications, textes de synthèse ou thématiques, plus élaborés et plus cohérents. Leur réalisation nécessite, en général, un financement ad hoc.

- Le Bulletin Analytique de Documentation AMIRA, en principe trimestriel, constitué de notes de lecture préparées par l'ensemble des correspondants et destinataires des textes AMIRA, annexées de mots-clés retenus à l'aide du Thésaurus AMIRA.

GROUPE AMIRA

Amélioration des Méthodes d'Investigation en milieux Informels et Ruraux d'Afrique, Asie et Amérique Latine

LISTE DES DOCUMENTS DIFFUSES

I Brochures
II Publications
III Bulletin Analytique de Documentation (B.A.D.)
IV Notes de travail (multigraphiées).

Ces documents ne sont actuellement diffusés qu'à titre gratuit et uniquement :

1- aux personnes ayant une expérience professionnelle des questions traitées par le Groupe AMIRA et acceptant, comme contribution minimale, de rédiger :

. une note de lecture par an pour le B.A.D. ;
. un commentaire, même bref, de chaque note de travail reçue lorsqu'elle traite de problèmes qu'ils connaissent.

2- à certains centres de documentation, à leur demande et contre envoi régulier de leurs propres publications au Secrétariat AMIRA. Toutefois, les centres ne reçoivent pas les notes provisoires multigraphiées.

Secrétariat A.M.I.R.A.
I.N.S.E.E. - Bureau 425
18, bd Adolphe Pinard
75675 PARIS Cedex 14

Tél. : 540 - 13 - 50 ou 540 - 03 - 51

I - BROCHURES

Chaque brochure est constituée d'une ou plusieurs notes de travail, regroupées par grands thèmes. La référence d'une brochure est la liste (soulignée) des numéros des notes incluses.

Brochure n°s 1 - 13 - 14 - 15	Fév. 83	CHARMES	La Problématique de la Transition et ses déterminations du point de vue des théories, des politiques et des planifications de développement	182 p.

(Notes écrites entre octobre 1974 et avril 1976, réédition modifiée en 1981)

Brochure n°s 2 - 4 - 8 - 18 : Planification, Investigation et Pratique du Développement

2	Avril 75	WINTER	Le point de vue d'un planificateur sur le problème de l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain.	24 p.
4	Mai 75	ANCEY	Réflexions autour d'un document : "Méthodologie de la Planification. L'expérience de la Côte d'Ivoire", par J.L. FYOT.	8 p.
8	Juil. 75	ANCEY	Réflexions autour d'un document : "L'étude régionale de Bouaké", 1962-64.	12 p.
18	Avril 78	THENEVIN	L'investigation en milieu rural et la pratique du développement. Cadre d'intégration et approche systémique.	63 p.

Brochure n°s 3 - 5 - 6 - 9 - 26 : Le choix d'une unité

3	Avril - Nov. 75	ANCEY	Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain.	30 p.
5	Juin 75	HALLU	Résumé de document : "Les unités économiques en pays Serer" (Sénégal), par J.M. GASTELLU.	14 p.
6	Juin 75	HALLU	Réflexions autour d'un document : "Les unités économiques en pays Serer", par J.M. GASTELLU.	8 p.
9	Juil. 75	ANCEY	La société Serer, ou défense et illustration d'une méthode d'analyse.	24 p.
26	Déc. 78	GASTELLU	... Mais, où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ?	22 p.

Brochure n°s 10 - 11 - 12 - 19 - 25 : Bilan critique et premières propositions

10	Août 75	VERNEUIL	Note pour un bilan critique de l'enquête expérimentale Sénégal 1974-75.	12 p.
11	Oct. 75	ANCEY	Les notions d'activités et d'actifs à l'intérieur d'une exploitation agricole.	15 p.
12	Nov. 75	ANCEY	Une nouvelle approche des budgets familiaux en Afrique. L'analyse matricielle.	20 p.
19	Janv. 78	HALLU	Bilan et limites des enquêtes statistiques à objectifs macroéconomiques réalisées en Afrique francophone entre 1955 et 1970 (Nécessité de nouveaux types d'enquêtes ménages en appui aux actions et politiques de développement en milieu rural africain).	72 p.
25	Oct. 78	SCHWARTZ J.	Le retard dans la production des résultats d'enquête statistique. Analyse d'un contre-exemple : l'enquête urbaine Kigali 1977.	9 p.

Brochure n° 20

20	Fév. 78	SURGERS VERNEUIL	La pratique des enquêtes statistiques auprès des ménages.	100 p.

Brochure n°s 21 - 24 : Système d'enquêtes

21	Avril 78	WINTER	Réflexion sur les enquêtes ménages à fins multiples dans les pays en voie de développement.	5 p.
24	Juin 78	VERNEUIL WINTER	Comment élaborer un système d'enquêtes intégrées (définition d'une méthode et d'un programme d'enquêtes interdépendantes, légères et permanentes à partir d'objectifs précis de politique économique).	97 p.

Brochure n°s 28 - 29 : De l'observation à la généralisation

28	Déc. 79	COUTY	Des éléments aux systèmes. Réflexions les procédés de généralisation dans les enquêtes de niveau de vie en Afrique.	43 p.
29	Juin 80	COUTY HALLAIRE	De la carte aux systèmes. Les études agraires de l'ORSTOM au Sud du Sahara (1960-1980).	123 p.

Brochure n° 30 :

30	Déc. 80	THENEVIN	Planification intégrée et système d'informations.	81 p.

Brochure n° 31

31	Avril 81	COUTY PONTIE ROBINEAU	Communautés rurales, groupes ethniques et dynamismes sociaux. Un thème de recherche de l'ORSTOM - Afrique 1964 - 1972.	79 p.

Brochure n° 36

36	Mai 82	COUTY LERICOLLAIS	Vers une méthode pratique d'analyse régionale. Le cas de la vallée du Sénégal (1957-80).	115 p.

Brochure n° 37

37	Sept. 82	CHARMES	L'évaluation du secteur non structuré. Méthodes - Résultats - Analyse. L'exemple de la Tunisie.	210 p.

II - PUBLICATIONS

Les publications AMIRA qui suivent ont été éditées par l'A.F.I.R.D. (Association Française des Instituts de Recherche pour le Développement) :

Février 1978	BARRES BILLAZ DUFUMIER GENTIL	Méthode d'Evaluation des Projets (Analyse du milieu rural avant, pendant et après une opération de développement).	106 p.
Septembre 1978	SURGERS WINTER	Bilan des travaux effectués par le Groupe AMIRA de sa création à la mi-78 (2e édition corrigée Décembre 1979).	80 p.
Septembre 1978	GASSE	Les fichiers de villages : problématique générale et expérience gabonaise (initialement note de travail n° 23).	96 p.
Décembre 1979	AMIRA	Appraisal on the work of the group from its creation until the end of may 1978 (english version).	86 p.
Janvier 1979	Divers auteurs	Colloque 10-12 janvier 1979. Evaluation du développement rural et méthodes d'investigation. Annexes : Les Communications reçues.	123 p.
Janvier 1983	Divers auteurs	Etat des travaux sur les Indicateurs de Transition.	

III - BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION

Juillet 1980	BICHET RAYSSIGUIER	Thésaurus du Fonds Documentaire AMIRA	43 p.
Mars 1981		B.A.D. n° 0	24 p.
Juin 1981		B.A.D. n° 1	39 p.
Décembre 1981		B.A.D. n° 2	39 p.
Octobre 1982		B.A.D. n° 3	37 p.

IV - NOTES DE TRAVAIL

Ne sont répertoriées ici que les notes de travail non encore diffusées sous forme de brochures ou de publications. Les notes multigraphiées ne sont envoyées qu'aux personnes acceptant d'apporter une contribution à leur critique.

7	Mai 75	ANCEY	Réflexions autour d'un document : "Connaissance du milieu et vulgarisation agricole. Le cas de l'opération Centre-Mossi", par J. MESNIL.	10 p.
16	Juin 76	ANCEY	L'analyse du milieu humain dans les projets d'opérations agricoles. Critique des critères d'évaluation. Réflexions à partir d'un cas.	26 p.
17	Déc. 76	GASSE	L'opération fichier de villages en République Gabonaise. Situation à la fin de l'année 1976.	18 p.
22	Avril 78	VERNEUIL	Comment orienter l'investigation en milieu rural africain à partir de la relation entre échange inégal, développement inégal et transfert de valeur.	31 p.
27	Nov. 79	VERNEUIL	Eléments pour une classification des non-salariés de la petite production en Afrique de l'Ouest et du Centre.	54 p.
32	Juin 81	COUTY	Le Temps, l'Histoire et le Planificateur.	12 p.
33	Nov. 81	VERNEUIL	Les enquêtes "Budget - Consommation" auprès des ménages.	45 p.
34	Avril 81	WAAST	Introduction à une discussion à propos du livre : "La Distinction, critique sociale du jugement", de P. BOURDIEU.	23 p.
35	Déc. 81	BARIS COUTY	Prix, Marchés et Circuits Commerciaux Africains. Quelques propositions pour l'étude de la commercialisation des produits agricoles en Afrique.	52 p.

Nous avons réuni aujourd'hui en un seul volume plusieurs notes écrites entre 1974 et 1976 dans le cadre du groupe de recherche AMIRA (1).

Malgré des contenus extrêmement différents, ces textes présentent pour moi une grande unité. Celle-ci apparaît plus clairement aujourd'hui, après une relecture à plusieurs années de distance et alors que mes préoccupations de recherche ont profondément changé, tant du point de vue des thèmes que du point de vue de la problématique.

Le premier de ces textes, intitulé "De l'ostentation à l'accumulation", est un essai de théorisation du processus de transition, à partir d'études de cas effectuées directement sur le terrain dans deux sociétés de Madagascar.

Le second de ces textes, "Théories, politiques et planifications du développement", essaie de replacer un tel processus dans un cadre plus global, celui des politiques de développement, en remontant jusqu'aux interactions de ces politiques et des théories qui leur donnent naissance ou en sont issues.

Le point de jonction de ces deux réflexions situées en apparence aux extrêmes opposés est précisément la question de la méthode d'appréhension du processus de transition, et de son adaptation à des conditions qui ont profondément changé au cours des deux dernières décennies.

En d'autres termes, la réflexion ici présentée est l'étape préliminaire de l'élaboration d'instruments, de techniques et finalement d'une méthode cohérente permettant d'appréhender les structures sociales et économiques en mutation, qui sont celles du processus de transition vers des rapports sociaux de type capitaliste.

---

(1) Il s'agit des Notes AMIRA n° 15 "De l'ostentation à l'accumulation" (octobre 1974), AMIRA n° 14 "Théories, politiques et planifications du développement" (février 1976) et AMIRA n° 1 "Sociétés de transition, ambivalence des concepts et connaissance statistique" (mars 1975), celle-ci n'ayant été reprise qu'en partie.
A l'occasion de cette réédition, quelques modifications formelles ont été introduites dans les textes ainsi rassemblés.

Mon ambition est de faire comprendre que le concept de transition ne recouvre en fait qu'un phénomène extrêmement simple, qui risque d'être occulté pour avoir été trop galvaudé.

Toute société se caractérise par des structures sociales qui lui sont propres, et par des comportements qu'elles induisent. Sous l'impact de phénomènes extérieurs -qui, sous leur diversité de formes, sont toujours des vecteurs de pénétration d'une société dominante qui tend à généraliser sa logique- ces structures et comportements vont se transformer insensiblement, graduellement, et réinterpréter dans leur logique propre les caractéristiques du phénomène extérieur. C'est ainsi par exemple que la pratique de cultures commerciales peut très bien ne pas être un signe d'intégration à l'économie marchande, alors qu'au contraire la monétarisation des circuits cérémoniels peut en être un. En effet, dans le premier cas, il se peut que cette pratique ne corresponde qu'à une contrainte physique ou monétaire, alors que, dans le second cas, cette monétarisation même peut avoir entraîné l'apparition d'un comportement d'accumulation.

C'est pourquoi toutes les structures et comportements observés au cours du processus de transition peuvent se caractériser par une ambivalence généralisée, qu'il s'agisse des structures et comportements de la société concernée, ou de ceux de la société dominante dans ses rapports avec la première. Et tout le mystère de la transition réside dans la prédominance de l'un des aspects sur l'autre.

Il en résulte que les méthodes de connaissance propres à nos sociétés industrialisées (comptabilité nationale et statistiques économiques, forgées pour décrire le modèle de développement capitaliste), ou les méthodes adaptées à la connaissance des sociétés différentes (anthropologie), sont -prises séparément- impuissantes à saisir le phénomène sous son double aspect. Le progrès dans la connaissance du phénomène de la transition ne peut donc venir que d'une intégration de ces méthodes et de ces points de vue : c'est là toute l'ambition du groupe de recherche AMIRA.

Tunis - Mai 1981

CHAPITRE I

DE L'OSTENTATION A L'ACCUMULATION
PRODUCTION ET REPRODUCTION DES RAPPORTS MARCHANDS
dans les SOCIETES TRADITIONNELLES à partir de
L'ANALYSE du SURPLUS

Octobre 1974

Dans la mesure où les économies d'autosubsistance ne sont plus que des souvenirs ou des points de référence imaginaires à l'usage des ethnologues, le problème de la reproduction des rapports sociaux dans les sociétés traditionnelles doit désormais être posé d'un double point de vue :

- celui de la reproduction des rapports sociaux traditionnels ;
- celui de la pénétration, disons de la production, des rapports marchands.

Ce double point de vue peut s'analyser encore sous l'aspect des modalités par lesquelles chacun de ces deux types de rapports sociaux essaie d'imposer sa primauté. Ceci signifie qu'il convient d'étudier :

- d'une part, la marchandise et la monnaie comme éléments de la reproduction des rapports sociaux traditionnels ;
- d'autre part, les rapports sociaux traditionnels comme vecteurs de pénétration des rapports marchands, c'est-à-dire encore comme éléments de production de ces rapports.

Cette ambivalence généralisée des phénomènes est en effet l'aspect fondamental de l'analyse que nous voudrions présenter ici.

Il ne s'agira donc pas ici de mettre bout à bout les divers éléments de la structure sociale traditionnelle pour montrer comment celle-ci se reproduit, ou plutôt se reproduisait, mais bien d'analyser des schémas de transition plutôt que de reproduction.

Dans ces schémas de transition ce sont précisément les modalités de l'émergence, de la captation et de l'utilisation du surplus, et notamment sa forme partielle, l'ostentation, en tant que moteur de l'accumulation, qui nous serviront de fils conducteurs.

Notre analyse ne sera donc soumise ni à un ordre chronologique strict, à la manière historisante, ni à un ordre structurel a-historique, à la manière structuraliste.

*

* *

La littérature anthropologique abonde en descriptions et en analyses des modes d'utilisation du surplus dans les sociétés dites primitives, c'est-à-dire non pénétrées par les rapports marchands. Le mode d'utilisation le plus connu est la destruction pure et simple, comme dans le potlach amérindien. Dans de tels cas, l'ostentation, phénomène collectif ou individuel, est un mode d'utilisation du surplus permettant d'éviter les différenciations économiques tout en affirmant une différenciation sociale entre groupes ou entre chefs fondée au départ sur l'ancienneté (1).

Plus précisément, le surplus, lorsqu'il existe, est un élément du mécanisme de reproduction des rapports sociaux traditionnels. Les biens de prestige, non directement utilisables pour la reproduction matérielle de la société, assurent aux "aînés" le contrôle des femmes. Et c'est sur ce contrôle qu'est fondé en fin de compte leur pouvoir sur les "cadets", comme l'a bien montré Claude Meillassoux (2).

En ce qui nous concerne, il s'agit en fait de savoir comment est mis en oeuvre le processus de pénétration et finalement la domination des rapports marchands dans de telles sociétés.

Dans la société traditionnelle où l'autosubsistance est dominante, les impulsions du pouvoir central (3) pour promouvoir les rapports marchands, sous la forme de cultures commerciales notamment, restent circonscrites dans d'étroites limites à l'intérieur desquelles leurs effets délétères se manifestent avec difficulté. Les champs réservés au paiement de l'impôt en sont un exemple bien connu, et de ce point de vue, la dévolution à un emploi déterminé des gains monétaires obtenus sur telle ou telle spéculation est le signe d'une rationalité sociale, sinon d'une rationalité marchande.

---

(1) Notre propos n'étant pas de développer le rôle du surplus ostentatoire dans les sociétés "primitives", nos propositions sont sur ce point suffisamment générales pour n'être pas polémiques.

(2) Cl. Meillassoux : "Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'autosubsistance". Cahiers d'Etudes Africaines, n° 4, 1960, pp. 38-67.

(3) Impôt, obligations monétaires diverses. Cf J. Charmes : "Les blocages socio-culturels au développement en tant que manifestations de rapports de domination". Mondes en développement, n° 24, 1978, pp. 877-908.

Or, comment passe-t-on de ce stade de neutralisation pure et simple où les rapports monétaires se caractérisent par la vacuité de leurs effets, à un stade ultérieur d'absorption où la marchandise et la monnaie deviennent éléments de la reproduction des rapports sociaux traditionnels (en pénétrant les circuits cérémoniels par exemple), pour aboutir à un stade ultime de transformation où les rapports sociaux traditionnels sont devenus les vecteurs de pénétration et d'affirmation des rapports marchands ?

Telles sont donc les questions auxquelles nous essaierons de répondre en utilisant le surplus comme concept opératoire. Un tel concept recouvre en effet le champ où s'affrontent les processus et stratégies d'intégration ou de domination des rapports sociaux en situation de contacts asymétrique, le champ où s'affrontent les processus et stratégies de différenciation propres à chacun des groupes sociaux en présence. Nous mènerons l'analyse à partir de deux sociétés que nous avons eu l'occasion d'étudier sur le terrain, à Madagascar :

- la société Merina des hauts plateaux centraux (1) ;
- la société Merina-Sihanaka de la région du lac Alaotra (2).

MODALITES DE L'EMERGENCE, DE LA CAPTATION ET DE L'UTILISATION DU SURPLUS

Comme nous allons le voir, ces trois types de phénomènes sont intimement liés et il est parfois difficile d'analyser l'un sans faire référence aux autres, et réciproquement. Comment rendre compte en effet des modalités de l'émergence du surplus sans montrer que ce surplus est accaparé

---

(1) J. Charmes : "Les effets d'une action de vulgarisation dans une communauté villageoise en déstructuration. L'opération productivité-riz et le projet "tanety" de mise en valeur des collines à Antanimasaka-Manjakandriana". ORSTOM - Tananarive 1973, multigr. 53 p. + 183 p. + 69 p.

: "Processus de stratification sociale et action de vulgarisation sur les hauts plateaux malgaches". Terre Malgache, n° 13, juillet 1972, pp. 69-95.

: "Théorie et pratique de la vulgarisation agricole". Cahiers ORSTOM - Série Sc. Humaines, vol. XII, n° 3, 1975, pp. 249-258.

(2) J. Charmes : "Evolution des modes de faire-valoir et transformation des structures sociales dans la région de l'Anony". Cahiers ORSTOM, Série Sc. Humaines, vol. XIII, n° 4, 1976, pp. 371-386.

: "Métayage et capitalisme agraire sur les périmètres Nord de la SOMALAC". Cahiers ORSTOM, Série Sc. Humaines, vol. XII, n° 3, 1975, pp. 259-282.

par des institutions ou des groupes sociaux déterminés, et que c'est peut-être dans la captation et dans l'utilisation de ce même surplus qu'il faut chercher les causes mêmes de son émergence ?

Dans un souci de rigueur, nous examinerons néanmoins séparément ces divers phénomènes, ou plutôt ces divers aspects d'un même phénomène qui apparaît comme étant fondamental pour la reproduction des rapports sociaux.

1- Le concept de surplus

Nous le définirons de la manière la plus simple : il s'agit de la part de la production réelle non affectée aux besoins nécessaires à la reproduction matérielle simple du groupe. Dans ces conditions, le surplus ainsi défini correspond d'une part aux investissements productifs permettant une reproduction sociale élargie, et éventuellement l'apparition d'un profit à caractère économique, d'autre part aux investissements dits "dépenses improductives" dont la fonction est d'assurer la reproduction idéologique et politique du pouvoir, au niveau local des notables villageois comme au niveau de la nation dans son ensemble.

Or, la relative stagnation, et parfois la décroissance, du niveau de vie de la paysannerie, la paysannerie malgache entre autres (1), qu'attestent les statistiques officielles du Produit agricole par tête durant la dernière décennie, donnerait à penser qu'on a assisté, parallèlement, à une diminution drastique du surplus.

Cependant, il n'en a rien été ! Et toutes les recherches de socio-économie rurale décrivent l'inflation des circuits cérémoniels traditionnels et vilipendent la généralisation et l'accroissement des dépenses de prestige, même lorsqu'elles se font à l'intérieur de la sphère productive (sous la forme de tracteurs par exemple).

---

(1) Le problème est en fait beaucoup plus général : il est même à l'ordre du jour des grandes organisations internationales puisque pour l'ensemble du Tiers Monde, la croissance démographique dépasse la croissance de la production agricole.

Une telle contradiction n'est pourtant qu'apparente : elle s'explique par le fait que le surplus a changé de fonction et de nature. Dans les sociétés traditionnelles d'aujourd'hui (1), le surplus n'a plus aucun lien sinon formel avec celui que les Indiens Kwakiutl détruisaient lors des cérémonies du potlach. Sa nature est devenue marchande. Si, globalement et en volume, il semble avoir diminué (2), il a en réalité considérablement augmenté en valeur.

En effet, son accaparement par une minorité se traduit corrélativement par un endettement important du côté de la paysannerie pauvre. Ainsi, l'augmentation globale éventuelle, de toute façon minime, du volume de surplus ne rend pas du tout compte du gonflement considérable de sa valeur. Par le système de la soudure et de l'usure, que nous analyserons ultérieurement, ses détenteurs sont en mesure d'accroître (au taux de l'intérêt usuraire) la valeur marchande. De ce fait la fonction du surplus s'est profondément transformée. Son rôle n'est plus d'affirmer la cohésion de la communauté ni d'assurer directement le contrôle social, son accaparement par une minorité a désormais pour fonction d'assurer le pouvoir économique et finalement le pouvoir politique à ses détenteurs. De symbole et représentation de l'union qu'il était, le surplus est devenu signe et réalité de l'exploitation.

Ainsi, l'analyse des modalités de l'émergence du surplus revient-elle à étudier les causes premières de la différenciation sociale et de la monétarisation du surplus (c'est-à-dire le passage du surplus-nature au surplus-marchandise).

2- Modalités de l'émergence du surplus-marchand

Nous rappellerons brièvement les conditions d'implantation des rapports marchands (3), avant de montrer par quels relais de la société traditionnelle ceux-ci ont pu se reproduire de manière de plus en plus large.

---

(1) Par cette expression antinomique, nous entendons les sociétés traditionnelles que nous avons étudiées, où les rapports marchands sont devenus (ou sont sur le point de devenir) dominants.

(2) En réalité, la commercialisation de soudure en dehors des circuits officiels ne permet pas de décider s'il y a eu ou non diminution du volume de surplus.

(3) Cf J. Charmes (1978) : "Les blocages socio-culturels ...", art. cit. et "Les effets d'une action de vulgarisation ...", op. cit., tome III, pp. 40-49.

2.1. La pénétration des rapports marchands, ou l'histoire de la monétarisation du surplus

Cette histoire c'est aussi celle de la création de besoins monétaires ex-nihilo dans des sociétés sinon d'autosubsistance, du moins où l'échange est étroitement limité et prend la forme du troc plutôt que la forme marchande (1).

La création des besoins monétaires répond à deux nécessités : d'une part l'ouverture de nouveaux débouchés à l'industrie manufacturière, d'autre part la mobilisation d'une main-d'oeuvre que l'abolition de la corvée avait rendue à ses activités d'autosubsistance. Ces deux préoccupations sont constantes dans la doctrine politico-économique du colonisateur, et Galliéni s'en explique devant l'Union Coloniale (2) :

> "Il est avéré que partout dans la grande Ile la production a progressé au fur et à mesure de l'assujettissement plus complet de nos sujets malgaches aux charges fiscales. C'est que pour les populations encore primitives de la plus grande partie de la colonie, les besoins essentiels une fois satisfaits, la production est fonction de l'impôt".

Mais en tant que facteur d'ordre politique, l'impôt présente l'inconvénient de susciter la résistance. Nécessaire dans un premier temps, il doit donc être susceptible d'être remplacé ultérieurement par des facteurs d'ordre idéologique (3).

Actuellement les divers cultes religieux jouent un rôle qui est loin d'être négligeable dans la pression des besoins monétaires sur les paysans : nous avons pu montrer par ailleurs (4) que la ponction opérée par eux

---

(1) Cela signifie que la valeur d'usage y domine la valeur d'échange.

(2) Galliéni. Rapport du 15 décembre 1904 à l'Union Coloniale.

(3) L'impôt de capitation n'a été supprimé à Madagascar qu'en 1972, année de l'arrivée au pouvoir du nouveau régime militaire. Ce fut l'une des premières mesures prises par le nouveau régime pour signifier la "seconde indépendance". Jusqu'à cette date l'impôt était resté le symbole de l'oppression coloniale.

(4) J. Charmes : "Les effets d'une action de vulgarisation ...", op. cit. tome III, p. 42.

était à peu près équivalente à l'impôt de capitation (1). Censé être accepté idéologiquement, ce mode de captation du surplus acquiert une efficacité bien plus grande.

Car, en réalité, l'impôt et les redevances culturelles ne sont que des modes de captation à l'origine de l'émergence du surplus (2). Il est évident que le rôle principal de ces institutions est de provoquer l'apparition d'un surplus, non de l'accaparer : l'impôt de capitation ne représente, au niveau national, qu'une part insignifiante des recettes budgétaires. Par contre, il représente une part relativement importante du volume de la production paysannale, car il contraint à vendre cette production au moment de la récolte et cette vente se fait alors à très bas prix (de l'ordre de la moitié du prix annuel moyen).

Ainsi, par rapport au surplus perçu en nature nécessitant des structures coercitives relativement importantes pour une productivité généralement faible (travail forcé), le surplus marchand ou monétaire se caractérise par une accélération du processus de paupérisation et de différenciation sociale. Si l'impôt monétaire représente une faible part des recettes budgétaires, il permet par contre un gonflement des revenus usuraires en accentuant la soudure pour les petits paysans.

Face à ces dépenses obligatoires ou acceptées, à quelles solutions vont faire appel les paysans ? S'il suffisait à chaque contribuable de vendre une part (relativement faible) de sa récolte pour s'acquitter de l'impôt, les marchés urbains seraient alors suffisamment approvisionnés en produits vivriers, mais on ne pourrait parler de création d'un surplus. En réalité, les créations artificielles de besoins monétaires que nous venons d'examiner ne tirent leur force que de leur convergence avec deux autres facteurs déterminants : la pression démographique et le rôle du pouvoir politique traditionnel.

---

(1) Soit approximativement 4 000 FMG par chef de famille (1 FMG = 0,02 FF).

(2) Il n'en va pas de même lorsque ces redevances sont en nature. C'était autrefois le cas de l'impôt perçu sous la forme du travail forcé. C'est encore le cas du denier du culte perçu sous forme de travail ou de paddy et destiné à l'entretien des catéchistes - instituteurs.

2.2. Les origines de la différenciation sociale

Les besoins monétaires, de par leur nature et leur origine, sont inflationnistes : ils constituent les modalités par lesquelles "l'appétit dévorant" de surtravail va pouvoir prendre son essor. Aussi les solutions apportées par la paysannerie à la satisfaction de ces besoins ne pourront jamais être que provisoires et insuffisantes. La recherche de ces solutions est néanmoins tout-à-fait nécessaires puisqu'on ne peut se soustraire à certains de ces besoins : impôts, endettements sont justiciables de la force politique et la migration "spontanée" n'est pas permise aux imposables et aux débiteurs.

Du fait de la création de ces besoins, la pression démographique sur les subsistances va donc revêtir un caractère partiellement (parfois totalement) artificiel. Son caractère "naturel" (lié à l'écart éventuellement croissant entre taux de natalité et taux de mortalité (1)) n'est donc pas déterminant la plupart du temps. Le rôle de la croissance démographique reste secondaire. Il dépend du niveau des forces productives et, pour un niveau donné de celles-ci, de l'importance de la ponction du surplus qui peut s'opérer au détriment des subsistances. C'est donc ce phénomène -non purement démographique- que nous qualifierons de "surpression démographique", qui va entraîner la vente d'une fraction de plus en plus grande de la récolte, tant en valeur absolue que relativement au niveau des besoins d'autoconsommation.

Le mécanisme d'évolution endogène de la société lignagère est expansionniste lorsque la terre n'est pas rare : le pouvoir y étant fonction du nombre des dépendants, donc des descendants, la mise en valeur de la terre tendra à être optimale, compte tenu du niveau atteint par les forces productives. Par contre, lorsque la terre devient rare et surtout lorsque toute terre cultivable est occupée, le mécanisme endogène devient régressif car il voit se développer en son sein une contradiction fondamentale : alors que travaux agricoles et besoins monétaires exigent une force de travail importante, donc une descendance-dépendance nombreuse, l'accroissement de la descendance s'oppose au maintien d'un patrimoine foncier suffisant pour subvenir aux besoins de l'autosubsistance. Dès lors que cette limite est atteinte, la croissance démographique et surtout les déterminismes de la

---

(1) Sur les hauts plateaux centraux de Madagascar particulièrement en Imerina centrale, le taux de croissance démographique avoisinerait 2,8 - 3 % par an.

structure sociale vont jouer dans le sens d'une paupérisation puis d'une prolétarisation d'une fraction de plus en plus grande de la paysannerie, corrélativement à une concentration de la propriété foncière et à une accumulation de la richesse.

Mais avant d'analyser la manière dont opèrent ces déterminismes, il convient de voir comment vont se mettre en place les conditions permissives d'une telle opération, c'est-à-dire par quels cheminements l'accroissement régulier de la surpression démographique, au sens complexe que nous avons donné à ce terme, va entraîner une modification des rapports de production. Car c'est bien ainsi que doit être posé le problème, et non pas en termes de systèmes de production (au sens d'ensemble de techniques culturales et instrumentales), comme le fait E. Boserup (1).

Ainsi, lorsque l'équilibre population-ressources (= subsistance) a été atteint, c'est-à-dire lorsque toute la terre disponible au niveau de la communauté a été mise en valeur et a permis de subvenir aux besoins d'autoconsommation et aux besoins monétaires créés artificiellement, il est arrivé un moment où cette terre auparavant répartie à peu près égalitairement (2) s'est trouvée insuffisante et a été répartie inégalitairement à la génération suivante. Cette inégalité avait deux causes : d'une part la variation du nombre d'enfants selon les familles restreintes, d'autre part la conservation par les parents (c'est-à-dire la non dévolution successorale de leur vivant) d'une parcelle suffisante pour leur autoconsommation. Ce dernier phénomène est attesté par le fait que, généralement, et selon les études que nous avons faites sur les Hauts Plateaux malgaches en Imérina,

---

(1) E. Boserup : "Evolution agraire et pression démographique". Flammarion, 1970. Cet auteur envisage en effet les relations et les interactions entre facteurs humains et facteurs techniques, sans examiner les conséquences de ces interrelations sur les rapports sociaux qui s'établissent entre les hommes du fait de leur inégal accès aux moyens de production, aux hommes d'abord, en tant que producteurs, à la terre et au capital ensuite.

(2) En réalité, il s'agit d'une répartition égalitaire pondérée puisque jusqu'alors l'accès à la terre était libre, dans le cadre du lignage : chaque famille restreinte disposait alors de la superficie qui lui était nécessaire compte tenu du nombre de bouches à nourrir.

les familles de moins de 3 personnes (en fait les Anciens) disposent d'une superficie de rizières d'environ 30 ares, soit la superficie modale du terroir qui correspond à l'équilibre production-consommation (1). Ainsi apparaissaient les conditions nécessaires à la mise en place d'un système de captation du surplus par les Anciens, mise en place accélérée et consolidée par la généralisation de la soudure et de l'usure. Dès lors que l'équilibre production-consommation n'est plus atteint, tout gain monétaire ou tout recouvrement de prêt peut être investi en paddy et multiplié par le phénomène de la soudure. Cette accumulation n'existe et n'a de sens que parce qu'elle a pour corrolaire la prolétarisation, et donc le développement de besoins en produits de subsistance.

Le cycle de la soudure et de l'usure est en effet le rouleau compresseur sous lequel vont passer tous les candidats potentiels à la migration et au salariat. Obligés (2) de vendre une proportion de plus en plus grande d'une récolte de plus en plus faible (en raison de la parcellisation des terres), les petits paysans n'ont plus assez de réserves pour satisfaire leurs besoins de consommation jusqu'à la récolte suivante. Après avoir vendu leur récolte au prix faible, ils seront obligés de la racheter au prix fort, d'autant plus fort que l'absence momentanée de ressources monétaires les obligera à accepter des taux usuraires parfois supérieurs à 100 %.

C'est là un des modes de captation du surplus que nous allons maintenant étudier.

3- Modalités de la captation du surplus

L'analyse des modes de captation du surplus revient en fait à l'analyse des modes de dépendance. C'est en effet par l'établissement de liens de dépendance à leur bénéfice que certains individus ou groupes d'individus sont en mesure de drainer vers les positions qu'ils occupent au sein de la structure sociale tout ou partie du surplus produit par la société. Ces liens de dépendance sont de deux ordres. Il existe :

---

(1) Un tel mode prouve que la répartition ne s'est pas faite au hasard. Cette concordance entre taille modale et équilibre population-ressources n'est évidemment pas fortuite.
Cf J. Charmes : "Processus de stratification sociale ...", art. cit. pp. 73 s. et infra.

(2) Du fait des dépenses monétaires obligatoires, qui toutes interviennent au moment de la récolte, en raison de la solvabilité des paysans à cette époque.

- des liens de dépendance institutionnelle, eux-mêmes d'ordre politique, idéologique ou économique ;

- des liens de dépendance communautaire ou/et personnelle, d'ordre économique et idéologique.

L'étude de ces divers liens de dépendance va nous permettre de comprendre les modes de reproduction de sociétés en contact asymétrique avec l'extérieur.

3.1. Les liens de dépendance institutionnelle

Nous qualifierons ainsi les liens auxquels est soumise la société traditionnelle, et qui la transcendent (1) en étant admis ou subis par elle, parce qu'ils sont l'émanation et la représentation d'une domination extérieure (le pouvoir central, le colonisateur, voire même l'étranger blanc).

Nous avons déjà souligné, à propos de l'impôt (ce lien de dépendance politique), que son rôle était plus de faire naître un surplus que de l'accaparer. Au fur et à mesure que ce rôle s'amenuisait corrélativement à la croissance des besoins monétaires, son paiement devenait signe de reconnaissance de la légitimité du pouvoir.

De même les redevances culturelles, si elles permettent l'entretien d'institutions qui rendent des services (tel l'enseignement) mais qui dépensent aussi somptuairement, sont devenues signes de reconnaissance de la vérité révélée.

Mais l'un et l'autre de ces liens de dépendance ne tirent leur nécessité, donc leur existence, que de la soumission à un lien de dépendance institutionnelle d'ordre économique. Nous avons appelé ce lien le quasi-salariat (2).

---

(1) Au sens étymologique de : "qui est au dessus, hors du domaine sensible".

(2) Cf J. Charmes : "Les effets d'une action de vulgarisation ...", op. cit. tome III, pp. 44 à 49.

Le quasi-salariat est le lien de dépendance institutionnelle de caractère économique, autrement dit le rapport de production que le capitalisme tend à généraliser dans les sociétés rurales du Tiers Monde. Ce rapport de production réunit en effet sous une forme unique et transparente les deux sources de la réalisation de la plus-value coloniale et impérialiste, tout en sublimant la terre en tant que rapport de propriété désuet. Le quasi-salariat caractérise en effet un système de petite production marchande où le paysan petit producteur voit son revenu fixé et stabilisé par un double phénomène. D'une part l'achat de sa production à un prix fixe, ou à évolution très lente, par des organismes étatiques de stabilisation des cours (1). D'autre part l'utilisation forcée, ou du moins orientée, d'une partie de ce revenu fixe en achats de biens d'équipement (de la bêche jusqu'au tracteur), de produits intermédiaires (engrais, insecticides, ...), de semences et même de services de vulgarisation, biens et services dont les prix ont tendance à augmenter au rythme de l'inflation des pays capitalistes. Un tel système de petite production marchande favorise donc la production des produits primaires, tout en fournissant des débouchés aux services et produits manufacturés.

Finalement l'idéologie du développement, qui n'hésite pas à jouer sur le réflexe nationaliste ou régionaliste (ethnique), a pour but principal l'entretien d'un tel circuit d'échange impérialiste. On pourra se faire une idée du poids d'un tel circuit sur la paysannerie à propos d'une opération que nous avons eu l'occasion d'étudier : la SOMALAC (Société d'Aménagement du Lac Alaotra). Au début des années soixante, cette opération d'économie mixte a entrepris la mise en oeuvre d'une réforme agraire dans la riche zone de riziculture du Lac Alaotra, qualifiée de "grenier à riz de Madagascar". Sur cette zone déclarée Aire de Mise en Valeur Rurale (AMVR), toute transaction foncière fut interdite, seule la SOMALAC ayant le droit de racheter l'ensemble des terres de la zone. Sans entrer dans les détails de l'opération, il convient de noter que le prix d'achat à l'hectare était fonction

---

(1) La détérioration des termes de l'échange est un phénomène bien connu, contre lequel Caisses de Commercialisation et de Stabilisation des cours ont essayé de lutter, en oubliant parfois que l'amélioration de la rémunération du producteur pouvait être un stimulant à la production. Ainsi à Madagascar, où le riz est une culture d'exportation, mais aussi et surtout une culture vivrière, le BCSR (Bureau de Commercialisation et de Stabilisation du Riz), après avoir fait des bénéfices considérables en pratiquant des prix d'achat extrêmement bas, s'est vu contraint par le nouveau régime d'augmenter quelque peu ses prix en 1973.

de la qualité des terres et des rendements obtenus. Ceci a eu pour résultat une faible indemnisation de la petite paysannerie (de 5 à 10 000 FMG/ha), et une forte indemnisation des concessionnaires européens. Outre son effet déplorable sur les paysans, un tel prix allait leur rendre insupportable le prix de revente qu'ils allaient devoir payer sur 15 ans. Après aménagement (aplanissage, établissement d'un réseau hydraulique terminal, etc.), la SOMALAC redistribuait en effet les terres par lots de 4 ha approximativement, moyennant une redevance annuelle de 740 kg de paddy par hectare (1). Sur 15 ans, à raison de 15 000 FMG la tonne, cela fait 10,6 tonnes x 15 000 FMG = 160 000 FMG/ha. Ce prix est censé couvrir d'une part les frais d'aménagement, estimés par la SOMALAC à 40 000 FMG/ha, d'autre part les frais financiers (2) et les frais d'encadrement. La charge annuelle de ces deux derniers postes s'élève donc pour chaque paysan attributaire de la SOMALAC à $\frac{160\ 000 - 40\ 000}{15}$ = 8 000 FMG/ha, soit 32 000 FMG pour un lot de 4 ha : 8 fois l'impôt de capitation (3). Il est vrai que 4 ha de rizières sont censés rapporter un revenu important. Nous verrons plus loin qu'en fait, un tel système a empêché les petits propriétaires -anciens paysans sans terre ayant bénéficié de la redistribution- de rentabiliser leurs exploitations et les a précipités entre les mains de leurs anciens maîtres, ou de nouveaux maîtres.

De telles opérations sont lourdes et ne s'appliquent donc que sur des zones restreintes. Mais rares sont les régions où l'on ne recense pas quelqu'action de développement rural. C'est dire qu'on ne saurait sous-estimer l'importance et le développement de ces nouveaux rapports de production marchands. Leur mise en évidence permet de comprendre bien des situations concrètes dans les sociétés rurales du Tiers Monde, notamment l'accélération du processus d'enrichissement et d'accumulation de la couche des paysans aisés corrélatif du processus de paupérisation et de prolétarisation de la couche des paysans pauvres.

---

(1) En fait, 500 kg la première année, 650 kg la seconde année, 740 kg de la troisième à la quatorzième année, 570 kg la quinzième année, soit 10 600 kg au total.

(2) Il s'agit des intérêts des emprunts passés par la SOMALAC auprès du système bancaire pour mener à bien ses activités.

(3) Il ne faut pas perdre de vue à ce sujet que le revenu rural moyen annuel est de 7 300 FMG par tête à Madagascar soit 36 500 FMG pour une famille moyenne de 5 personnes. Nettement plus élevé au Lac Alaotra, il est néanmoins insuffisant par rapport à la redevance qui implique souvent une ponction sur l'autoconsommation (Population rurale en 1970: 5 982 000. Revenu de l'Agriculture : 30 milliards de FMG. Source : Annuaire Statistique des Nations-Unies 1973). Encore convient-il de noter qu'une éventuelle augmentation des prix du paddy payé au producteur ne pouvait alléger la redevance fixée en nature, ce qui ne manqua pas de soulever des problèmes en 1973.

3.2. Des liens de dépendance communautaire aux liens de dépendance personnelle : paupérisation et accumulation

Nous avons déjà vu comment, lorsque l'équilibre population - ressources vient à se rompre, les Anciens conservent un avantage de caractère économique, avantage que leur position dans la structure sociale va leur permettre de renforcer et de consolider. Bien entendu, affirmer que les Anciens constituent une couche aisée et la jeune génération une couche pauvre, cela ne veut rien dire, car c'est renvoyer le problème sur la génération suivante. En fait, il existe une différenciation entre les Anciens dès le départ de la lutte pour l'accumulation, et cela en raison de la croissance démographique et des positions respectives au sein de la structure sociale. C'est au niveau des Anciens que va apparaître l'enjeu des luttes concurrentielles pour le pouvoir -économique notamment- luttes qui vont impliquer toute la structure sociale dans une série d'activités et de stratégies où l'ostentation va occuper, en apparence, une place déterminante, mais où, en réalité, l'accumulation va prendre son essor. Ce grain ne demandait qu'à lever sur l'humus constitué par les cendres ostentatoires.

Car à partir du moment où la rareté fait son apparition -rareté de la terre et donc rareté des subsistances- il y a peu de chances pour que se maintienne une répartition relativement égalitaire des ressources dans la société. Le déficit vivrier des uns, synonyme d'excédent de main-d'oeuvre, va correspondre à un surplus chez les autres, surplus qui, monnayé contre la main-d'oeuvre, va se développer sous l'effet de divers multiplicateurs. Pour donner naissance à une véritable accumulation pouvant se perpétuer et se développer d'une génération à l'autre, ces effets multiplicateurs doivent être supérieurs à l'effet de la croissance démographique, c'est-à-dire être toujours plus nombreux et plus puissants. L'enjeu de la lutte sera donc de conquérir la source de ces effets multiplicateurs, à savoir les attributs liés à certaines positions dans la structure sociale. Cette conquête ne peut évidemment se faire qu'au détriment des anciens détenteurs de ces attributs, amenés à rejoindre le lot de ceux qui sont en voie de prolétarisation. Ici comme ailleurs, la concurrence engendre le monopole, ou du moins l'oligopole. Ces mécanismes, qui jouent lors de l'utilisation du surplus, seront étudiés ultérieurement. Pour l'instant, il s'agit de savoir quels sont ces effets multiplicateurs, comment ils jouent, de quelles positions au sein de la structure sociale ils dépendent. A cette fin nous analyserons trois types de processus : la constitution d'une rente foncière et l'extension de son corollaire, le métayage ; le développement du salariat ; et enfin l'éclatement des lignages qui consacre et entraîne à la fois la paupérisation et l'accumulation.

3.2.1. De la prestation lignagère à la redevance de métayage : constitution de la rente foncière

3.2.1.1. Constitution juridique de la rente foncière

Dans la société lignagère les anciens bénéficient de prestations de la part des subordonnés. Notamment ce sont les anciens qui contrôlent les produits vivriers et en assurent la redistribution, directement ou par l'intermédiaire des hommes mariés.

De nos jours, le système a très sensiblement évolué. Nous avons déjà vu comment était organisée la dévolution foncière. De son vivant, l'ancien -disons le père- distribue à ceux de ses fils qui ont pris leur indépendance (par le mariage) et constituent donc des familles restreintes, des superficies à peu près égales (1). Le reliquat doit permettre une répartition similaire à l'égard des enfants non encore indépendants (2), et laisse entre les mains du père une superficie supérieure à celle de chacun de ses enfants.

Or, tel est bien le système de prestations à l'égard des anciens. Ce sont les enfants qui vont travailler la terre du père, outre la leur propre. Ils vont donc assurer les travaux agricoles sur les terres de l'ensemble du segment du lignage, et une partie de la production obtenue (celle qui correspond aux terres qui ne leur sont pas dévolues personnellement) reviendra au père. C'est donc par la répartition des terres que le père, et plus généralement l'aîné, contrôle l'ensemble de la production vivrière sur sa descendance. Ne lui revient sous forme de prestation que la production de

---

(1) En pays Merina, l'aîné de la première femme recevait traditionnellement une plus grande part. Venaient ensuite l'aîné de la seconde femme, le cadet de la première, etc. Cette règle ne joue plus guère aujourd'hui, mais son observance sur plusieurs générations a en définitive assuré un avantage relatif décisif aux aînés de la branche aînée dès lors que l'équilibre population - ressources a été atteint.

(2) Actuellement, les filles sont également parties prenantes dans le patrimoine foncier.

la terre non encore distribuée. Il faut bien voir que ce système de prestation lignager, tel qu'il est observable actuellement dans les deux régions auxquelles nous nous référons, est en réalité un système de métayage qui apparaîtra sous sa forme véritable lorsque les aînés (ou les anciens en pays Mérina) (1) (2) vont procéder à l'immatriculation des terres au registre des domaines (3).

En effet, l'unité de la propriété est alors juridiquement conservée par l'aîné (ou l'ancien) jusqu'à sa mort. Ce sont ses dépendants (ou ses descendants) qui travaillent la terre et lui versent non plus une prestation mais une redevance. Le cas le plus significatif et le plus flagrant d'une telle évolution nous est donné par l'histoire de l'immatriculation foncière à l'Ouest du Lac Alaotra, en pays Sihanaka. Dans les années 1910-1920 y ont été délimités des périmètres de colonisation réservés aux concessionnaires européens et des réserves indigènes assurant l'autosubsistance des Sihanaka qui y vivaient. La riziculture alors pratiquée était très extensive et peu productive et les Sihanaka ont pu craindre d'avoir atteint les limites de l'équilibre population - ressources. L'arrivée des colons européens consécutive à l'ouverture de la ligne de chemin de fer Moramanga - Lac Alaotra qui désenclavait la région exacerba cette crainte. Un certain nombre de chefs de lignage firent immatriculer en leur nom propre les terres de leur lignage. A supposer d'ailleurs que de diligents fonctionnaires du Service des Domaines aient fait une enquête, tout membre du lignage ne pouvait que répondre : "Cette terre est la terre du chef de lignage", la notion de propriété n'ayant guère de sens dans un tel contexte (4). Ainsi en transformant les chefs de lignage - chefs de terre en propriétaires fonciers, l'enregistrement du Service des Domaines figeait en une structure latifundiaire un système foncier lignager qui était loin d'avoir

---

(1) Nous faisons une distinction entre anciens et aînés. Les "anciens" sont les membres de la classe d'âge supérieure : ceux qu'on appelle traditionnellement à Madagascar les "ray-amandreny". Le concept d'ancien regroupe donc à la fois aînés et cadets de cette classe d'âge supérieure; alors que le concept d'aîné, plus restrictif, ne regroupe que ceux des membres de cette classe d'âge qui ont droit à ce qualitatif du fait de leur primogéniture (jusqu'au chef de lignage).

(2) La suite du texte éclairera la distinction géographique introduite entre pays Mérina et pays Sihanaka.

(3) Ce processus est en train de se généraliser en pays Mérina. Dans la cuvette du Lac Alaotra, il en est à son point terminal. L'installation des concessions européennes puis la réforme agraire opérée par la SOMALAC l'avait rendu indispensable.

(4) Il convient de signaler que les préparatifs de l'opération SOMALAC ont eu pour conséquence de susciter une vague semblable d'immatriculations, vers les années 60.

ce caractère. La prestation allait pouvoir y devenir véritablement une redevance de métayage et la rigidité du système s'accentuait jusqu'à atteindre une situation conflictuelle latente vers les années 60. Elle allait susciter ou justifier une tentative de réforme agraire (1).

C'est un processus tout différent que l'on peut observer en pays Mérina sur les Hauts Plateaux centraux : la colonisation européenne a suscité au Lac Alaotra l'évolution que nous savons, alors que les lignages, le pouvoir lignager et son idéologie étaient encore fortement structurés. En l'absence de colonisation agricole européenne, la tendance à l'immatriculation n'est intervenue que beaucoup plus tard sur les Hauts Plateaux de l'Imerina, où elle n'a d'ailleurs pas encore atteint son point terminal. Surprenant les structures lignagères en état de décomposition avancée (sous l'influence notamment de la surpression démographique induite), elle n'a suscité qu'une structure minifundiaire, clairsemée de latifundia. Ceux-ci furent constitués par certains chefs de lignage nobles (Andriana), proches de l'Administration coloniale ou post-coloniale, qui ont, parfois de longue date, immatriculé des superficies considérables. La transition à la rente foncière a alors été immédiate et manifeste du fait de l'absentéisme de ces propriétaires nobles qui occupaient bien souvent des emplois urbains dans l'Administration ou les professions libérales. Ce cas est néanmoins relativement rare et, en tout état de cause, n'atteint pas l'amplitude du phénomène que nous avons décrit pour le Lac Alaotra. Pourtant en pays Mérina aussi, la tendance à la constitution d'une rente foncière existe bel et bien mais le processus y est de nature différente.

---

(1) Dans des conditions à peu près similaires, le figement de la structure foncière dans la plaine de Marovoay (Majunga) a donné naissance non seulement à un système de métayage, mais aussi à un système de sous-métayage généralisé. Les chefs de lignage distribuent le domaine à leurs dépendants directs (les cadets de leur propre génération) et ces derniers les redistribuent à leurs propres dépendants. Ce n'est là qu'un aspect d'une réalité foncière que nous étudierons ultérieurement (en même temps que l'opération du Lac Alaotra). Une telle évolution ne semble pas avoir existé au Lac Alaotra où P. Ottino ne note le sous-métayage que pour mémoire en 1960. (P. Ottino : "Notables et paysans sans terre de l'Anony (Lac Alaotra)". Cahiers de l'ISEA, n° 160, V 8, Avril 1965).

3.2.1.2. Constitution naturelle de la rente foncière

Le morcellement extrême de la toute petite propriété foncière, que ce soit au sein d'une structure elle-même minifundiaire (région des Hauts Plateaux centraux), ou autour d'une structure latifundiaire (Alaotra) (1), va évidemment entraîner une concentration de la terre au profit des plus gros propriétaires. Il s'agit donc de savoir comment la grande propriété va pouvoir intégrer la petite propriété parcellaire, alors que l'idéologie lignagère interdit toute vente de terre.

Lorsque la terre reçue en héritage ne suffit pas à subvenir aux besoins de première nécessité, le chef de famille va faire appel aux services du commerçant - usurier (2).

Selon l'importance du déficit vivrier, qui peut intervenir plusieurs mois avant la prochaine récolte, on demandera au commerçant une certaine quantité de riz, remboursable à la récolte suivante par une quantité qui bien souvent devra être le double de celle empruntée (3). La logique du marché jouant toujours dans le même sens, un tel intérêt usuraire se traduit par une aggravation constante du déficit vivrier et un allongement continuel de la période de soudure. Bien entendu, on n'attendra pas la dernière extrémité pour tenter de trouver une solution. Mais il est évidemment impossible de faire croître les revenus monétaires, tirés du salariat et des migrations saisonnières ou même temporaires, au rythme d'une progression géométrique (4). Le taux d'endettement va donc s'accroître à un rythme très rapide, la

---

(1) Toutes les terres lignagères n'ont pas été immatriculées selon le processus que nous avons décrit, et autour des grands domaines subsistait une petite propriété comparable à celle que nous examinons maintenant.

(2) Généralement de nationalité chinoise ou pakistanaise. Dans les régions de colonisation européenne (Alaotra - Marovoay), ceux-ci sont eux-mêmes de grands propriétaires fonciers.

(3) 1 kg de paddy se transforme ainsi en 2 kg, soit un intérêt de 100 % sur les quantités. En valeur, sur un marché légalement ou illégalement libre, le prix peut doubler entre la période de récolte et la période de soudure : le remboursement de la valeur empruntée se fait donc à l'identique, mais en monnaie (le paddy) dépréciée de 50 %.

(4) Progression géométrique de raison 2, au minimum.

terre constituant le gage ultime (1). Bien entendu, dans la mesure du possible, le débiteur s'efforcera de ne pas faire jouer ce gage au profit de son créancier. Avant que celui-ci ne réclame la réalisation du gage et pour éviter que la "terre de ses Ancêtres" ne tombe entre les mains d'un étranger à la communauté lignagère, le débiteur s'efforcera de trouver un acquéreur au sein de son lignage, ou au moins dans la communauté de lignages alliés (2) (3), acquéreur susceptible de la garder comme métayer. Or, ce sont les aînés (et non plus seulement les anciens) qui occupent la position stratégique d'acheteurs potentiels. Même si lorsqu'apparaît la rareté de la terre, leur domaine n'est guère plus étendu que celui de leurs dépendants (4), le pouvoir idéologique dont ils disposent leur permet de mobiliser une main-d'oeuvre importante. Cette mobilisation n'est plus directe sous forme d'un travail d'entraîde que contestent les dépendants (5), mais indirecte sous forme du prélèvement de la prestation qui leur est due (6) et qui s'est monétarisée. Les dépendants ont alors recours au salariat, ou aux travaux temporaires ou saisonniers rémunérés. Le nombre et la valeur de ces prestations seront d'autant plus forts que le lignage sera plus étendu et que le processus de prolétarisation sera plus avancé. Ainsi, en fin de compte, le mécanisme d'évolution régressif de la société lignagère s'inverse au profit des aînés, qui se constituent en classe de petits et moyens propriétaires fonciers. Une classe dont la conscience va se traduire par la transformation de l'idéologie lignagère à son profit.

---

(1) En droit foncier coutumier malgache, le créancier met en valeur la terre et en perçoit les fruits jusqu'à complet remboursement de sa créance.

(2) Les lignages alliés sont ceux entre lesquels s'effectuaient traditionnellement l'échange des femmes.

(3) Lorsque la terre est de faible rendement, la règle lignagère est rejetée par les acheteurs potentiels (pour lesquels c'est un devoir d'acheter afin de conserver le patrimoine des Ancêtres). C'est dans de telles conditions -fort médiocres- que les anciens esclaves (Andevo) devenus métayers, peuvent accéder à la propriété. Il faut toutefois tempérer cette remarque : en effet, les terres marginales ont pu être défrichées à des dates relativement récentes, et ne pas être considérées comme des terres lignagères au même titre que les autres. Toujours est-il que l'idéologie lignagère n'entre jamais en contradiction avec l'intérêt des aînés.

(4) Nous avons déjà dit cependant (Cf supra § 3.2.1.1., en note) que l'avantage relatif dont ils peuvent bénéficier, est parfois décisif.

(5) Cf § 3.2.2.

(6) Idéologiquement, mais aussi en tant qu'obligation morale, en échange du service que constitue le rachat de la terre et l'octroi éventuel de la charge de métayer.

Parallèlement, se crée une classe de paysans sans terre : ces métayers exercent souvent et complémentairement des emplois de salariés agricoles et de petits marchands à la sauvette, quand ils ne finissent pas par aller grossir le flot des chômeurs urbains. Car, si à l'origine le métayage est purement familial, ou au moins lignager, il tend peu à peu à déborder les frontières de la parenté et à faire éclater les liens de solidarité inhérente à l'idéologie de la parenté. Ce débordement se fait par l'intermédiaire de la fraternité de sang, parenté fictive que doit souscrire le postulant-métayer étranger au lignage (1). Antérieurement même, un tel débordement avait résulté de l'abolition de l'esclavage. Cette mesure prise en 1896 avait eu finalement un résultat qui devait devenir par la suite complémentaire de celui obtenu par la transformation du chef de la terre en propriétaire foncier : en transformant les esclaves en hommes libres, elle les faisait métayers de leurs anciens maîtres (2).

Le processus de concentration de la terre que nous venons d'analyser diffère -tout en étant complémentaire- du mécanisme de constitution juridique de la rente foncière : la rente foncière y joue évidemment sur une échelle beaucoup plus réduite que dans la structure latifundiaire. Dans nombre de cas, les progrès enregistrés au cours d'une génération, s'ils n'ont pas été suffisants, seront complètement annihilés au cours de la génération suivante. Pour devenir cumulatifs, ces progrès dans l'extension de la rente

---

(1) Le paternalisme qui préside souvent aux relations entre propriétaires et métayers prend donc tout son sens dans son origine même.

(2) Même lorsque la terre est libre, par exemple en Antsihanaka, les méthodes de culture sont si extensives qu'elles demandent un cheptel important. C'est grâce à ce cheptel que les maîtres vont récupérer la force de travail de leurs anciens esclaves. Cf Longuefosse : "L'Antsihanaka, région du Lac Alaotra à Madagascar", in Bulletin Economique de Madagascar, 3e et 4e trimestre 1922, p. 242 : "Les esclaves qui avaient d'abord tous quitté leurs maîtres, réduisant ceux-ci à la ruine (certains en possédaient 200), se rendirent rapidement compte que sans boeufs, sans argent pour en acheter, ils ne pourraient que mourir librement de faim. Ils revinrent peu à peu auprès de leurs anciens propriétaires et l'esclavage reprit sous une forme à peine déguisée". C'est-à-dire sous la forme du métayage. De la même façon, les effets de la réforme agraire entreprise à partir de 1960 ont été très mitigés : ce n'est plus le cheptel, mais le tracteur qui permet désormais aux maîtres de reconstituer leurs clientèles d'obligés (Cf infra § 3.2.1.3.).
Cf J. Charmes : "Constitution de la rente foncière au Lac Alaotra à Madagascar - I. Première vague consécutive à l'abolition de l'esclavage". Cahiers ORSTOM, Série Sc. Humaines, vol. XIV, n° 1, pp. 59-69, 1977.

foncière doivent dépasser un certain seuil et celui-ci ne pourra être atteint que dans la prolétarisation toujours plus étendue au bénéfice de la constitution de clientèle d'obligés dont la seule ressource sera de vendre leur force de travail. En fin de compte, la rente foncière va se concentrer entre les mains des aînés et des chefs de lignage. Très lent aux débuts, et sans cesse remis en cause, puis de plus en plus rapide à partir d'un certain seuil, un tel processus "naturel", poussé jusqu'à son aboutissement logique, aura finalement un résultat identique à celui de la constitution juridique de la rente foncière. La seule différence étant que, dans ce dernier cas, l'histoire aura fait l'économie d'une étape et aura considérablement accéléré le processus d'évolution sociale. Car la structure socio-économique actuelle de la région du Lac Alaotra nous montre que la rente foncière y est déjà mise en concurrence avec un capitalisme agraire naissant.

3.2.1.3. Emergence du capitalisme agraire : le cas de la région du Lac Alaotra (1)

Il convient de préciser ici que les tendances d'évolution que nous allons décrire ne sont pas "naturelles". On peut penser qu'elles ont été largement induites par la tentative de réforme agraire que représente la SOMALAC. Mais dans la mesure où cette réforme agraire a elle-même été provoquée par la structure sociale fortement asymétrique qui prévalait dans la région et par les conflits sociaux latents qui en résultaient, la singularité de l'entreprise ne doit pas cacher la généralité de l'évolution dans laquelle elle s'insère.

La structure socio-économique, selon les données du Comité d'Aménagement et de Mise en Valeur du Lac Alaotra (CAMVAL), était, en 1962-63, la suivante (2) :

---

(1) Cf J. Charmes : "Evolution des modes de faire-valoir ...", art. cit.
: "Métayage et capitalisme agraire ...", art. cit.

(2) Cf SCET-Coopération, 1963. "Lac Alaotra - Etude des périmètres Anony - Sahamaloto", p. 74 et s. Echantillon portant sur 19 villages, soit 2 932 familles et 8 961 ha, du Nord-Ouest du Lac.

54,4 % des familles n'avaient pas de terre ;

3,8 % étaient propriétaires de 0 à 5 ha (0,7 % de la superficie) ;

24,4 % étaient propriétaires de 1 à 5 ha (20,8 % de la superficie) ;

9,6 % étaient propriétaires de 5 à 10 ha (21,7 % de la superficie) ;

7,8 % étaient propriétaires de 10 ha et plus (56,8 % de la superficie).

La redevance de métayage due aux propriétaires fonciers variait de 1/3 à 1/2 et même 2/3 de la récolte, selon les termes stipulés dans les baux.

Bien qu'intervenant dans une économie se disant et se voulant libérale, la réforme agraire, appliquée à partir de 1960 et surtout de 1963, a brutalement stoppé le processus d'absorption de la petite propriété (catégories de 0 à 1 et de 1 à 5 ha) par la grande propriété foncière (catégories de 5 à 10 ha, et de 10 ha et plus). On a assisté depuis lors à un gonflement des effectifs pour les exploitations de 0 à 5 ha (1), mais aussi de 5 à 10 ha, au détriment des exploitations de plus de 10 ha. Simultanément, le nombre des paysans sans terre diminuait sensiblement : sur l'ensemble des périmètres aménagés, 30 % des lots redistribués l'ont été à d'anciens paysans sans terre (2). Incontestablement, la rente foncière a été mise en échec et son expansion bloquée. Nous avons pu en apporter la preuve, non pas par une statistique des superficies mises en métayage, qui restent très importantes (3), mais par la comparaison de 3 indices :

1- le taux de métayage "m" ;

2- le taux de la rente foncière (rapport du taux de métayage à la part relative du propriétaire dans les frais de production :

$$1 + r = \frac{m}{a/a + b}$$

---

(1) Le lot redistribué par la SOMALAC en location-vente étant en moyenne de 4 ha.

(2) Notons toutefois que ce dernier chiffre est nettement plus faible sur les périmètres Nord-Ouest où prédominait la grande propriété foncière, et où prend naissance actuellement le capitalisme agraire.

(3) Le métayage reste le phénomène dominant dans la région.

(cet indice mesure l'écart qui existe entre la règle du partage de la récolte = taux de métayage, et la règle de partage des frais de production) ;

3- le prix de la location de la terre, somme fictive qu'il faut ajouter à l'apport effectif du propriétaire pour que les frais de production soient partagés dans la même proportion que la récolte :

$$x \text{ tel que } r = 0 \text{ dans } 1 + r = \frac{m}{a + x/a + b + x}.$$

On constate que les changements intervenus dans les conditions de métayage (évaluées à prix constants) ont été tels que (1) :

- Antérieurement à 1960-63, taux de métayage et prix de location de la terre évoluaient en sens inverse du taux de la rente. Cela signifie que pour s'appliquer sur une base plus large (les 2/3 de la production au lieu du tiers), le taux de la rente doit diminuer. L'augmentation du prix de location de la terre prouve simplement que le supplément d'apport réel du propriétaire n'est pas proportionnel à l'augmentation du taux de métayage. C'est le prix de location de la terre (apport fictif) qui est chargé de combler ce vide.

- De nos jours, au contraire, pour un taux de métayage devenu constant (1/2), prix de location de la terre et taux de la rente évoluent dans le même sens. Cela signifie que plus l'apport réel du propriétaire s'accroît en valeur absolue et en valeur relative, plus le taux de la rente décroît. Or, le sens de cette proposition n'est pas indifférent : si en effet, à taux de métayage constant, on observe une diversité des taux de rente, on peut dire que cette diversité est un indice de la baisse tendancielle du taux de la rente. Car la simultanéité de la baisse du prix de location de la terre et du taux de la rente prouve une concurrence entre rentiers fonciers et un rapport de forces favorable aux métayers, et cela d'autant plus que l'apport réel du propriétaire augmente tandis que baisse le prix de location de la terre. Dès lors, les cas de taux de rente élevés ne sont plus que des survivances qui n'ont pu se maintenir qu'à travers un paternalisme suranné.

---

(1) Pour plus de précisions, on consultera : J. Charmes : "Evolution des modes de faire-valoir ...", art. cit.

Mais si la rente foncière est effectivement en régression du fait de l'intervention de la SOMALAC, comment expliquer que le métayage n'ait pas significativement diminué ? C'est qu'en fait est apparue, à côté du métayage traditionnel que nous venons d'analyser, une nouvelle forme de métayage, semblable à l'ancienne en apparence, mais en réalité différente quant à sa nature : le capitalisme agraire qui concurrence la rente foncière sur son terrain même, mais avec des armes différentes. Par une de ces répétitions dont l'histoire a le secret, mais dont la clé se trouve en réalité dans la conscience que les groupes dominants ont de leurs intérêts, la réforme agraire a en effet eu des résultats comparables à ceux de l'abolition de l'esclavage en 1896. De même que, "sans boeufs, et sans argent pour en acheter", les esclaves devenus hommes libres n'avaient eu d'autre recours que de se faire métayers de leurs anciens maîtres, de même une soixantaine d'années plus tard, les métayers-paysans sans terre (1), devenus sans charrue et évidemment sans tracteurs, se trouvent dans l'incapacité de mettre en valeur le lot de 4 ha qui leur est imparti. Ils sont obligés de se soumettre aux conditions que leur imposent les propriétaires du capital d'exploitation.

Que s'est-il passé à cet effet ? La possession d'un capital d'exploitation adéquat était effectivement un des critères d'attribution parmi d'autres (notamment l'ancienneté de l'établissement dans la région), mais il est bien évident qu'il ne pouvait s'agir là d'un empêchement dirimant, faute de quoi la réforme agraire n'eut été qu'un simulacre. On avait pensé que les travaux à façon consentis par la SOMALAC à des prix raisonnables, mais surtout l'organisation de pré-coopératives qui pourraient acquérir du matériel en commun, permettraient de dépasser un tel obstacle. Mais tandis que les notables s'emparaient des postes-clés dans les pré-coopératives et y bloquaient toute action contraire à leurs intérêts, l'endettement cumulatif issu des pratiques usuraires liées à la soudure n'avait pas disparu. Rien, en effet, n'avait été prévu pour le faire disparaître. Les crédits de faisance-valoir ou d'achat de matériel consentis par le système bancaire (relayé par la SOMALAC), s'ils permettent de démarrer sainement la première campagne agricole, ne peuvent en aucun cas éponger l'endettement antérieur (2). Par un renversement de situation qui traduit en fait un renforcement

---

(1) Le parallèle que nous établissons ici ne signifie pas que les métayers de 1960 sont tous des descendants des esclaves de 1896.

(2) C'est là une condition préalable à toute action en profondeur : le cas de l'opération "Frères du Monde", en Equateur, où les dettes des paysans pauvres sont rachetées aux propriétaires fonciers-usuriers, le montre bien (Cf "Le Monde" des 1, 2, 3 et 4 septembre 1974).

de la situation asymétrique antérieure, les nouveaux petits propriétaires-anciens métayers se virent contraints, en grand nombre, de faire appel à des métayers. Mais des métayers d'une autre nature, des métayers possédant troupeaux et tracteurs, des métayers qui peuvent dicter les conditions du contrat !

Ainsi s'explique la contradiction relevée plus haut entre la régression de la rente foncière et l'extension constante d'un métayage aux conditions plus favorables pour le métayer.

Sous l'influence d'une législation de réforme agraire, la terre a cédé le pas au capital d'exploitation en tant que vecteur de domination et de constitution de clientèles d'obligés. La rente foncière a pu ainsi apparaître comme régressive : la position de métayer, lorsqu'elle est occupée par un entrepreneur de travaux, est devenue une position dominante. Il convient de signaler pourtant que les capitalistes agraires ne sont pas en général les plus importants des anciens rentiers fonciers. Il est d'ailleurs symptômatique que le capitalisme agraire soit en plein essor sur le périmètre de Sahamaloto qui connaît la mécanisation la plus intense (80 tracteurs), alors qu'il est encore peu développé sur l'Anony (42 tracteurs). Cette différence de comportements entre les gros propriétaires de l'Anony et ceux de la Sahamaloto a vraisemblablement des raisons historiques, touchant notamment à la formation de la propriété foncière (1). Et il est frappant de constater que cette dissymétrie régionale nous offre une image à la fois historique et instantanée de la société rurale de cette partie du Lac. D'un côté (Anony), une rente foncière régressive et réactionnaire tentant désespérément de récupérer ses anciens privilèges : un certain nombre de gros propriétaires de l'Anony ont en effet piqueté et labouré leurs anciennes propriétés, à la fin de 1972, profitant d'une situation politique confuse, liée au changement de régime. De l'autre côté (Sahamaloto), un capitalisme agraire dynamique et entreprenant, qui serait capable de reconstituer la grande propriété foncière sur une base beaucoup plus large si la législation n'interdisait les transactions foncières. Car c'est finalement dans cette indéniable aptitude du capitalisme agraire à reconstituer une situation de domination économique que réside le problème : le développement du

---

(1) En particulier, nous pressentons -mais sans pouvoir en apporter la preuve- qu'il y a, de la part des capitalistes agraires, une sorte de revanche historique sur ceux qui firent tourner à leur profit le processus de constitution juridique de la rente foncière (Cf § 3.2.1.1.).

capitalisme agraire laisse entrevoir un processus corrélatif de désinvestissement et d'endettement chez les petits attributaires qui se trouvent ainsi jetés dans les bras de leurs patrons-métayers-tractoristes.

Ainsi, en moins d'un demi-siècle, les rapports de production lignagers, fondés sur la parenté, cédaient la place, au Lac Alaotra tout au moins, à des rapports de production réellement capitalistes. Certes, une telle évolution n'a pas été spontanée : la colonisation agricole européenne d'abord, la réforme agraire ensuite ont largement accéléré dans cette région un processus d'évolution naturellement plus lent, comme nous pouvons l'observer sur les plateaux de l'Imerina où une rente foncière se constitue, difficilement mais irréversiblement, dans l'éclatement des structures lignagères et le développement du salariat.

3.2.2. De l'entraîde au salariat et aux travaux rémunérés à l'extérieur : apparition d'un marché du travail et monétarisation de la prestation lignagère (1)

L'éclatement de la petite propriété foncière, en faisant apparaître un sous-emploi rural, libère une force de travail considérable : d'un côté, en effet, la terre familiale devient trop restreinte pour assurer le plein emploi de la totalité de la force de travail familiale ; d'un autre côté ce rétrécissement empêche l'unité familiale de subvenir à ses besoins, ce qui pousse la force de travail sous-employée à s'offrir sur le marché du travail. Très restreint au début, ce marché du travail est pour l'essentiel extérieur à l'agriculture, du moins à l'agriculture de la région. Car, dans un premier temps, la concentration de la propriété de la terre corrélative à la paupérisation des petits propriétaires se traduit par une concentration de l'exploitation agricole puisque tous les petits propriétaires prolétarisés ne sont pas repris comme métayers. Mais, dans un second temps, la prolétarisation frappe un nombre toujours plus grand de petits exploitants et un marché du travail tend à apparaître localement dans des conditions que nous allons examiner maintenant.

---

(1) Nous étudierons cette phase du processus, principalement à partir de la société rurale de l'Imerina où l'éclatement des structures lignagères, plus lent et plus progressif, est sans doute plus facile à observer.

3.2.2.1. Le passage des formes d'entraîde au salariat

Dans le mode de faire-valoir lignager, comme dans le mode de faire-valoir par métayage, le système de prestation en travail est tel qu'il peut ne pas suffire à la mise en valeur de la terre, notamment lors des pointes du calendrier cultural (repiquage et moisson du paddy). Dans nombre de contrats de métayage la charge de ces deux opérations culturales revient au propriétaire (1).

Dans le système lignager, ce sont les moments privilégiés de l'appel à l'entraîde-findramana, entraîde-don de travail. Or, à cet appel, les répondants seront d'autant plus nombreux que celui qui le lance sera haut placé dans la hiérarchie lignagère (2). Et, de même que la transformation de la prestation lignagère en redevance de métayage traduit le passage de formes de dépendance communautaire à des formes de dépendance personnelle, de même l'entraîde-don de travail va évoluer vers le salariat, traduisant là encore un éclatement des lignages en unités individualisées. Car, si la pression lignagère -sous la forme de redevance de métayage- apparaît comme un prix de location de la terre, par contre le travail de l'entraîde apparaît, lui, comme étant sans contrepartie (hormis le repas qu'offre l'Ancien à ses invités). Il en résulte un désintérêt des travailleurs à l'égard de cette institution. Or, simultanément les marchés des produits vivriers (et surtout le marché usuraire de la soudure) fait naître chez les Anciens un "appétit dévorant" de travail. L'appel au salariat permet d'accroître considérablement l'offre de travail, et surtout il apparaît que la rémunération monétaire du salarié revient moins cher que le coût réel du travailleur de l'entraîde (3). En effet, les prestations en travail dans le cadre du findramana font l'objet d'une stricte comptabilité de la part des Anciens : si un Ancien dispose par l'un de ses pairs d'une main-d'oeuvre de 5 dépendants, il doit être en mesure de rendre cette force de travail dès que son pair y fera appel, et même au-delà s'il est l'obligé de plus

---

(1) Parfois la moisson est partagée entre propriétaire et métayer.

(2) Le plus haut placé est l'aîné de la branche aînée.

(3) On peut calculer que la rémunération en nature (repas) des travailleurs du findramana revient en apparence 3 fois moins cher que la rémunération monétaire des travailleurs salariés (Cf J. Charmes : "Les effets d'une action de vulgarisation ...", op. cit., tome II, p. 73 et tome III, p. 27). Mais le coût réel de l'entraîde est supérieur à celui du salariat.

haut que lui dans la hiérarchie lignagère. En réalité donc, le coût du travailleur de l'entraîde est égal, non pas seulement au prix de sa nourriture, mais à son coût d'opportunité dont le niveau se situe entre le prix de sa nourriture (soit la rémunération d'une journée de travail d'entraîde) et tout ou partie (selon l'intensité de la captation par l'Ancien) du salaire agricole journalier. Comme le passage au salariat est lui-même revendiqué par les dépendants (notamment en raison du fait que le salaire journalier est plus élevé que le prix de la nourriture fournie) il n'y a donc plus aucun obstacle, même idéologique (1), à ce qu'il se généralise.

Les mêmes raisons qui ont présidé au passage de l'entraîde-don de travail au salariat justifient la transformation similaire de l'entraîde-échange de travail. Dans cette forme d'entraîde, appelée valin-tanana, l'échange de travail se fait directement entre subordonnés afin de mettre en valeur la terre dont le produit leur est effectivement dévolu, alors que dans le findramana, c'étaient les Anciens qui s'échangeaient la force de travail de leurs surbordonnés. Or, le valin-tanana ne tend à subsister que lorsque l'argent est rare. C'est en effet dans les couches les plus prolétarisées de la paysannerie que cette forme d'entraîde se maintient avec le plus de vigueur (2). Et elle subsiste sans même changer de nature lorsque sa forme se monétarise sous l'effet de la redistribution opérée par l'intermédiaire du findramana. Il faut noter que, même dans ce cas, l'opportunité de travaux à l'extérieur mieux rémunérés entraîne une relative désaffection à l'égard du valin-tanana. Ainsi pour pouvoir effectuer la migration saisonnière qui les conduira au Lac Alaotra à la moisson, certaines familles des hauts plateaux centraux auront tendance à utiliser le salariat sur leurs propres terres, se libérant ainsi des contraintes de l'échange de travail. En d'autres termes, par la monétarisation de l'échange de travail (dans le findramana tout comme dans le valin-tanana), l'obligation de rendre le travail reçu s'atténue et disparaît même si se présente une opportunité de travail mieux rémunéré : les bénéficiaires de telles opportunités font tourner à leur avantage des termes de l'échange plus favorables aux travaux à l'extérieur qu'au salariat local. Car, en fin de

---

(1) Mais l'idéologie ne tient pas lorsqu'elle entre en contradiction avec l'intérêt général des Anciens et des "cadets" tout à la fois. Cf "Les blocages socio-culturels en tant que manifestations de rapports de domination", art. cit.

(2) Cf J. Charmes : "Processus de stratification sociale ...", art. cit., pp. 78-79 et infra.

compte et sous l'influence de la surpression démographique, c'est essentiellement en-dehors de l'agriculture (de l'agriculture locale du moins) qu'ont été cherchées les solutions au problème de la soudure, ou plus généralement au problème des besoins monétaires. Mais dans quels secteurs, et pour quels emplois ?

3.2.2.2. Les travaux rémunérés à l'extérieur

Ne pouvant trouver au sein de son propre système agricole la possibilité de satisfaire ses besoins monétaires, artificiels puis naturels, c'est dans les migrations saisonnières ou temporaires que la paysannerie des hauts plateaux centraux a essayé de trouver les ressources monétaires qui lui faisaient défaut. En dernier ressort, c'est là que se trouve l'origine de la désagrégation des structures de l'entraîde.

Dès les débuts de la colonisation agricole européenne au Lac Alaotra, les colons nouvellement installés et qui s'étaient vu concéder des superficies parfois considérables procédèrent à des recrutements de main-d'oeuvre en Imerina (1) pour les opérations de repiquage et de récolte. Rapidement, l'ampleur de ces migrations organisées s'accrut, et l'on recrute aujourd'hui des travailleurs jusqu'en pays Betsiléo. Le voyage aller-retour, en train ou en taxi-brousse, et le logement sont assurés par l'employeur. Le salaire perçu par ces travailleurs est alors couramment le double de celui pratiqué sur les hauts plateaux. Comme ces travaux n'interfèrent pas avec ceux du terroir d'origine en raison du décalage des calendriers culturaux, ils sont très prisés par la petite paysannerie pauvre (2). Il faut remarquer d'ailleurs que ce sont ces migrations saisonnières qui sont à l'origine de migrations définitives de paysans des Plateaux autour du Lac Alaotra (3). D'abord métayers des colons européens qui mettaient ainsi en valeur leurs concessions par le biais de ce mode de faire-valoir indirect, beaucoup défrichèrent eux-mêmes des terres dans les "réserves indigènes", ou, établissant des "fraternités de sang" avec des propriétaires Sihanaka, devinrent les métayers de ces derniers.

---

(1) A l'origine dans la région de Manjakandriana, région des Plateaux la plus proche du Lac Alaotra auquel elle est reliée par le chemin de fer.

(2) Il apparaît que nombre de ces migrants saisonniers sont des paysans sans terre, ou propriétaires de parcelles minuscules.

(3) Le travail d'une saison permet largement d'atteindre cette somme.

En-dehors des possibilités d'emplois qu'offre l'agriculture, et plus généralement le secteur primaire (emplois de scieurs), c'est en ville et surtout dans le secteur tertiaire que la quête de l'argent se porte. La région de Manjakandriana fournit en particulier d'importants contingents de marchands ambulants qui sillonnent toute l'Ile durant la saison sèche et dont certains ont pu parfois devenir propriétaires de magasins dans l'une des grandes villes de la Côte. Ces petits métiers, qui bien souvent sont considérés comme du "chômage déguisé", alimentent en réalité en argent frais des circuits ruraux traditionnels. Malgré sa rareté, l'argent y joue désormais un rôle important, notamment en contribuant à constituer l'idéologie lignagère en idéologie de classe.

3.2.2.3. Constitution de l'idéologie lignagère en idéologie de classe

L'importance des migrations temporaires, qui ont tendance à devenir pluri-annuelles et parfois même définitives, est due à l'inadéquation croissante entre la superficie du terroir et la population qui y vit, inadéquation largement induite, comme nous l'avons vu, par les politiques de déstructuration. Or, il est bien évident que ces migrations constituent l'un des nombreux aspects (1) de l'éclatement des lignages. On pourrait en citer bien d'autres, notamment le développement du mariage uxorilocal, dû à la parcellisation foncière extrême qui pousse le couple à se fixer au lieu du patrimoine foncier le plus important. Citons également la multiplication des unités cérémonielles et des tombeaux (2).

Mais les migrations, en inoculant au sein de la communauté lignagère un flux monétaire dont les effets ne peuvent plus être considérés comme délétères, vont avoir une conséquence remarquable sur le processus de stratification sociale en cours. L'accaparement, au moins partiel, par les Anciens des revenus monétaires va en effet accélérer la différenciation. Nous avons déjà vu comment la prestation aux aînés avait pu se transformer en redevance de métayage. Or, tous les dépendants qui partent ainsi peuvent en général disposer d'une fraction de la production (3) qui leur est

---

(1) Et à un certain niveau d'analyse, l'une des nombreuses causes.

(2) Cf § 4 de ce chapitre.

(3) Inférieure à leurs besoins dans la plupart des cas.

octroyée par les Anciens : disposition qui n'est finalement que la contrepartie de la prestation due aux Anciens et que les migrants prennent sur leurs gains monétaires.

Ainsi, lorsqu'elle n'a pas été transformée en redevance de métayage, la prestation aux aînés s'est monétarisée. Les anciennes positions dominantes dans les rapports lignagers sont désormais devenues les pôles d'attraction du surplus agricole et du surplus monétaire (1). Dans le processus de constitution naturelle de la rente foncière, le pouvoir d'achat des aînés s'en trouve accru. Simultanément, le remplacement progressif des relations de parenté par des relations de voisinage au sein de la communauté villageoise facilite la généralisation de l'usure et développe considérablement la valeur du surplus agricole accaparé.

La transformation de la prestation lignagère en redevance de métayage et sa monétarisation font que les Anciens, et particulièrement les Aînés, sont économiquement les acheteurs potentiels de la terre, alors que idéologiquement ils en sont les acheteurs privilégiés. Ils sont donc les artisans du regroupement foncier dont ils sont aussi, en fin de compte, les bénéficiaires presqu'exclusifs.

Non seulement l'idéologie et les structures lignagères favorisent objectivement cette concentration de la terre, accélérant ainsi le processus de différenciation sociale, mais encore leur réinterprétation prouve que leur mutation en idéologie et structure de classe est organisée -consciemment ou inconsciemment- par les aînés. La stratégie du "lova tsy mifindra", mariage préférentiel "qui ne disperse pas (l'héritage)" en est un exemple flagrant (2).

Traditionnellement, le "lova tsy mifindra" désigne un mariage par échange de soeurs au sein d'un même lignage. Il a pour but de sauvegarder l'intégrité du patrimoine foncier lignager ou d'en assurer l'extension. Il

---

(1) Ceci explique que, même sous une très forte pression démographique, l'optimum de natalité demeure un maximum : le pouvoir y est toujours fonction de l'importance de la descendance - dépendance.

(2) Cf J. Charmes : "Processus de stratification sociale ...", art. cit., pp. 88 à 91 et infra.

n'intervient donc que lorsqu'il y a rareté relative de la terre, et dans des lignages suffisamment étendus pour que leur dynamisme démographique ne soit pas remis en cause. Ce type de mariage apparaît donc comme un palliatif des conséquences du déséquilibre population-ressources, à savoir la désagrégation du patrimoine foncier et la déstructuration des lignages (1). En tant que simple palliatif, le développement du "lova tsy mifindra" est resté très limité dans le cadre lignager. Mais à l'heure actuelle, on constate qu'il se développe hors de ce cadre restrictif, entre familles de niveau économique et social élevé. On ne peut pas dire alors qu'il y a, à proprement parler, regroupement des terres, ou non dispersion de l'héritage : ces termes étaient admissibles du point de vue du lignage ; ils le demeurent si l'on se place d'un point de vue de classe ; mais ils ne le sont en aucun cas d'un point de vue individuel. Pourtant, c'est l'individualisation (au niveau de la famille restreinte) d'un tel point de vue qui sert de médiation entre le lignage et la classe. En réalité, l'union par le mariage de deux familles riches favorise l'accumulation. Pour la génération 1, la taille d'une terre peut être suffisante, compte tenu du nombre de bouches à nourrir, pour donner naissance à un surplus aux effets cumulatifs (2). Le mariage préférentiel a pour effet (et pour but) de ne pas faire tomber au-dessous de ce niveau-limite la superficie de terre dévolue à chaque héritier : dès sa prise d'indépendance le couple se trouve ainsi en situation de pouvoir accumuler.

Ce qu'il y a de remarquable dans la stratégie du "lova tsy mifindra", c'est qu'elle donne lieu à des conflits inter-familiaux qui structurent une véritable conscience d'intérêts de classe (3). S'il y a en effet

---

(1) Il semble que c'est un type de processus semblable qu'a observé J.P. Dozon en Côte d'Ivoire. Cf J.P. Dozon : "Autochtones et allochtones face au développement de la riziculture irriguée dans la région de Gagnoa". ORSTOM, Côte d'Ivoire, 1974, p. 77.

(2) Grâce à l'usure ou à la clientèle d'obligés dont il permet la constitution.

(3) Les conflits qui impliquent les familles pauvres sont au contraire des conflits qui déstructurent et qui freinent l'émergence d'une conscience de classe (Cf J. Charmes : "Processus de stratification sociale ...", art. cit., pp. 91-92 et infra).

de nombreux postulants pour un mariage préférentiel, il n'y a par contre qu'une seule famille élue. Le mariage n'éteindra pas la rivalité qui naît de cette concurrence et qui se porte dès le départ sur le plan de la richesse économique et du pouvoir social. Ces deux critères, que les familles rivales vont chercher à extérioriser sous forme ostentatoire, sont ceux qui permettront d'emporter la décision (1). Nous voici donc reportés dans la sphère de l'utilisation du surplus. Dès lors, nous concevons que l'ostentation est un phénomène beaucoup plus important et beaucoup moins gratuit que des analyses trop rapides voudraient nous le faire croire.

*

* *

L'importance des changements en cours que nous venons d'examiner est grande. Il est remarquable de constater que ce sont les dépositaires de la Tradition, les Anciens, qui, tout en occupant les positions dominantes dans la structure sociale traditionnelle, se font les vecteurs de pénétration des rapports marchands et de déstructuration de la société lignagère. Serait-on en présence d'une prise de conscience partielle des menaces futures de glissement de pouvoir, et d'un essai de récupération par le haut, avant qu'il ne soit trop tard (2) ? En tout état de cause, les relations de parenté ayant progressivement cédé la place aux relations de voisinage, il apparaît bien que les Anciens tendent à devenir des notables et cherchent à occuper toutes les positions dominantes, quelles qu'elles soient, se constituant des clientèles d'obligés, et structurant plus ou moins inconsciemment une idéologie de classe où la concurrence, moteur de l'ostentation et en fin de compte de l'accumulation, se présente comme un phénomène déterminant.

---

(1) S'il advient que le choix se porte sur une famille tout à fait étrangère, c'est-à-dire ne présentant même pas le caractère de voisinage, alors toute la communauté de voisinage tire argument de l'idéologie traditionnelle pour ramener le défaillant à ses devoirs. La transformation de la conscience lignagère en conscience de classe est donc limitée dans l'espace par l'ensemble de la communauté villageoise elle-même (Cf ibid. p. 91).

(2) Comme peut-être chez les Agrariens du temps des Physiocrates ou les Junkers du temps de Bismarck.

4- Modalités de l'utilisation du surplus

L'évolution que nous venons de retracer, et dont les transformations de l'idéologie lignagère en idéologie de classe et des relations de parenté en relations de clientèles sont des symptômes significatifs, traduit en fait un processus de transition à des rapports de production nouveaux : les Anciens et plus particulièrement les aînés sont en mesure de devenir des notables, à l'égard desquels les parents deviennent des obligés, et les prestations des redevances.

Or, la production de ces nouveaux rapports sociaux de type marchand va de pair avec l'apparition d'un surplus monétaire et avec une transformation de l'ancienne superstructure idéologique (dans son essence sinon dans son apparence). Le problème de l'antériorité et de la causalité respectives de chacun de ces éléments doit donc être posé si l'on veut comprendre les modalités, les tendances et en dernier ressort la finalité de ces modes de production de transition : l'analyse des modes d'utilisation du surplus permet de poser plus clairement, sinon de manière décisive, un tel problème. C'est pourquoi nous tenterons en prèmier lieu d'opérer une classification des dépenses, afin de présenter ensuite un schéma d'explication de la transition.

4.1. Divers types de dépenses ou d'utilisations du surplus

Pour construire une telle typologie, il est nécessaire de choisir un critère de classification. Si nous nous référons à la théorie classique des blocages dits "socio-culturels", nous choisirons la distinction productif/improductif. Mais, étant donné le type de société auquel on applique un tel critère, il est également indispensable de prendre comme critère secondaire la distinction : collectif (ou communautaire)/individuel. Or, nous verrons que ce critère secondaire rend inadéquate l'utilisation du critère principal. Si donc nous utilisons ce schéma d'exposition -bien que notre propos soit de montrer que le critère de productivité n'est pas pertinent- c'est afin de mieux montrer les contradictions inhérentes aux schémas d'explication classiques présentés par les "théoriciens du sous-développement".

4.1.1. Les dépenses improductives

Au niveau collectif, ce sont principalement les circuits cérémoniels qui sont ici concernés. Les fêtes qui sont les occasions privilégiées d'actualisation de ces circuits sont de deux sortes. Il en est qui réunissent à certaines périodes déterminées du calendrier lunaire un nombre

considérable de personnes partageant une même croyance, donc sur une base autre que celle de la parenté ou du voisinage. C'est le cas des cérémonies du "fanompoan'tsampy" (1) en pays Merina, et du "fetraomby" au Lac Alaotra, qui se caractérisent par des sacrifices d'animaux et des dons rituels (2). Une autre catégorie de cérémonie, sur laquelle nous insisterons ici, est le "famadihana" ou "cérémonie de retournement des morts", qui se fait principalement sur la base de la parenté et du voisinage.

Autrefois chaque lignage avait un tombeau unique. De nos jours, les unités cérémonielles, c'est-à-dire les tombeaux, ont eu tendance à se multiplier. Il en résulte que les "famadihana" qui ont lieu à intervalles réguliers (3) deviennent de plus en plus nombreux et de plus en plus onéreux. Prises globalement, les dépenses auxquelles donne lieu une telle cérémonie sont en effet considérables. Nous citerons le cas de l'une de celles auxquelles nous avons eu l'occasion d'assister (4). Organisée par 3 segments de lignage, elle réunissait près de 2 000 personnes pour lesquelles on avait abattu 4 boeufs et 2 porcs, soit une dépense de 150 000 FMG, à laquelle il faudrait ajouter près de 1 tonne de paddy et le paiement d'une troupe de "hira qasy" (5), soit en tout près de 200 000 FMG. Les 3 familles organisatrices inauguraient ainsi un nouveau tombeau qui avait coûté près de 500 000 FMG.

Bien entendu, de telles sommes ne sont pas dépensées par des familles restreintes, des ménages dirions-nous. Elles sont réparties par les trois aînés entre les diverses familles restreintes qui composent leurs segments de lignage. Or, le nombre de ces familles restreintes ne saurait dépasser la trentaine dans le cas présent. Il en résulte une dépense minimale de 16 600 FMG par unité familiale pour la construction du tombeau, et de 6 600 FMG pour la cérémonie proprement dite. Compte tenu du revenu rural moyen que nous avons estimé à 36 500 FMG par famille (6), cela représente

---

(1) Le "fanompoan'tsampy", que l'on traduit par "culte des idoles", prend place aux jours et mois "alakaosy" et "alahamady" (signes du Zodiaque).

(2) Cf R. Cabanes : "Cultes de possession dans la plaine de Tananarive". Cahiers du Centre d'Etudes des Coutumes, Université de Madagascar. Tananarive, n° IX, 1972 (pp. 33 à 66).

(3) Tous les 7 ans dans la région où nous avons mené notre enquête. Mais l'intervalle est beaucoup plus court en certains lieux.

(4) Cf J. Charmes : "Processus de stratification sociale ...", art. cit., p. 93.

(5) Chanteurs-danseurs traditionnels.

(6) Cf note 3, § 3.1.

une immobilisation très importante, qu'atténue difficilement la participation des invités à la cérémonie (100 à 200 FMG). Or, c'est justement ces participations, et leur périodicité relativement courte dans certaines régions (2 ou 3 ans), qui a pu faire écrire que le "famadihana" était devenu une "affaire commerciale" dont les organisateurs tiraient profit (1).

Bien que cette affirmation ne nous semble pas soutenable, il est nécessaire de souligner la contradiction qui consiste à affirmer d'une part que de telles dépenses cérémonielles sont improductives, d'autre part que ces mêmes cérémonies rapportent un profit, ce qui laisserait supposer qu'elles représentent des activités commerciales (de restauration, ou de spectacle !) rentables. Toute l'ambiguité du raisonnement vient de l'acception dans laquelle on prend le terme "productivité". Dans les théories ordinaires sur le "sous-développement", seraient productives les dépenses qui s'effectueraient dans les secteurs prioritaires de l'économie et principalement l'agriculture. Pourtant cette même théorie qui débouche sur la spécialisation internationale est également fondée sur la recherche individuelle du profit que la "main invisible" d'Adam Smith est censée faire coïncider avec le progrès social. La difficulté provient en fait de ce que les critères du progrès et de la productivité ne sont pas universels. De plus, les détours productifs que l'on observe ne se traduisent pas par des résultats immédiats et tangibles et donc ne prennent pas leur rationalité dans la sphère économique, mais bien dans la sphère politico-idéologique.

Dès lors, il est hasardeux de dénoncer l'improductivité de telles dépenses. D'ailleurs, si effectivement elles se traduisent par un profit, il est nécessaire de se pencher sur l'utilisation qui en est faite. Et l'on peut douter que la mobilisation du surplus ainsi obtenu au sein des lignages à l'occasion des fêtes du "famadihana" se ferait tout aussi bien si n'existait pas une telle institution traditionnelle.

Tandis que l'idéologie du développement vilipende les dépenses improductives des "famadihana", on ignore délibérément la construction coûteuse des églises ou des temples, et le poids du denier du culte, tout aussi lourd que celui des circuits cérémoniels traditionnels puisque l'un est annuel alors que les autres sont pluri-annuels. Lors de notre enquête sur les hauts plateaux malgaches, voici les chiffres que nous avions relevés pour un "fiangonana" (paroisse) de 500 baptisés, soit approximativement 120 familles :

---

(1) Rajaoson : "Contribution à l'étude du famadihana sur les Hauts Plateaux de Madagascar". Thèse de 3e cycle. EPHE, Paris, 1969.

- denier du culte : 250 000 FMG ;

- oeuvres du diocèse : 5 000 FMG ;

- oeuvres du séminaire : 5 000 FMG ;

- l'écolage des enfants, jusqu'alors compris dans le denier du culte, devient payant pour les classes de 7ème et 8ème : 200 FMG par mois et par enfant (la plupart des élèves doublent ou triplent ces classes) ;

- participation à l'achat d'une automobile pour que Monsieur le Curé puisse venir plus souvent ;

- quêtes diverses et petits travaux fournis gratuitement ;

- d'autre part, pour nourrir les trois instituteurs catéchistes, la paroisse doit fournir 80 "zinga" de paddy, soit près de 260 kg par mois, et cultiver sous forme d'entraîde 2 terrains de cultures sèches sur 1/2 ha à peu près.

En réalité, on ne voit l'ostentation et l'improductivité que dans la religion traditionnelle, non dans la religion importée. Or cette remarque n'est pas purement formelle. La violence des attaques contre les coutumes et la tradition, qui se cache derrière le voile de l'idéologie du développement, a un sens plus fondamental que celui qu'elle laisse apparaître puisqu'elle tolère des comportements à propos desquels elle fustige les structures traditionnelles. Il y a donc une signification cachée à une telle attitude. Mais avant de tenter d'y accéder, bornons-nous ici à souligner qu'on a ainsi justifié les politiques les plus dévastatrices, tout en affirmant parallèlement la nécessité de conserver les identités nationales ou ethniques. Cette contradiction a bien été relevée par A. Meister mais, pour cet auteur, c'est là un processus inéluctable, le "développement" étant synonyme de "destruction du passé" (1) :

> "... s'agissant du développement, c'est-à-dire de nouveaux modes d'utilisation des ressources humaines et matérielles, on ne peut se dissimuler que la construction d'une économie et d'une société modernes passe dans une très large mesure dans la destruction des cadres de vie, des loyautés et des valeurs traditionnelles.

---

(1) A. Meister :"Participation, animation et développement à partir d'une étude rurale en Argentine", Anthropos, 1969, p. XIV.

En d'autres termes, les richesses humaines, les charmes, les particularismes, les coutumes, la bonhomie, tout cet ensemble de choses qui peuvent attacher au passé et dont nous constatons la disparition graduelle sous les coups du modernisme, tout cet ensemble de choses et de "bonnes choses" sont le prix à payer pour la modernisation, la rançon d'une plus grande aisance matérielle. Ce prix du "progrès" est impliqué par la notion même de développement et cela quand bien même certains espèrent faire ce développement dans la fidélité à leur passé. Nouveauté et fidélité ne semblent pouvoir être conciliables, et même la simple consommation de la nouveauté -qui passe bien souvent pour du développement- est déjà infidélité et donc menace et même destruction du passé".

Voilà donc décrits sous forme sentimentale les épi-phénomènes accompagnant le processus de transition des sociétés péri-capitalistes à la société capitaliste. Si ce tableau ne nous avance guère dans l'analyse du processus de transition, il n'en constitue pas moins une perception particulièrement réaliste de certains phénomènes dont il s'agit de percer l'essence.

Cette "consommation de la nouveauté" qui est "menace et même destruction du passé" (1), on peut l'observer quotidiennement chez des individus membres de ces sociétés en voie de déstructuration, que ce soit au niveau alimentaire ou vestimentaire, au niveau de l'habitat, ou dans tout autre domaine. La littérature traitant du Tiers Monde ne manque pas de descriptions de ces objets dispendieux et inutiles, parce qu'inutilisables (2). Mais n'envisageant les dépenses que sous leur angle économique, elle ne peut en comprendre la rationalité cachée.

---

(1) Remarquons que c'est là la thèse que nous voulons soutenir : l'argent et plus généralement la marchandise, en devenant éléments de reproduction des structures traditionnelles, transforment ces mêmes structures en éléments de reproduction du mode de production capitaliste.

(2) Une famille d'un village où nous avons enquêté avait acheté un harmonium grâce à l'indemnité touchée par l'un de ses membres victime d'un accident de la circulation.

Et même lorsque cette perception économique débouche sur un constat de rentabilité, c'est pour aussitôt déplorer l'orientation socialement néfaste de ces dépenses.

4.1.2. Les dépenses productives

Elles existent en effet si l'on se place d'un point de vue individuel. C'est dans le secteur tertiaire (commerce, services) qu'on en relève les exemples les plus fréquents et les plus significatifs. Si les investissements dans l'immobilier sont surtout le fait de citadins (1), il apparaît qu'une petite bourgeoisie rurale parvient à placer son épargne dans le secteur des transports (achats de taxi-brousse) ou du commerce. Or, dans le cadre d'une politique nationale de "malgachisation", ce dernier secteur est d'un intérêt stratégique primordial, puisqu'il est traditionnellement, sur les Hauts Plateaux malgaches, le monopole des chinois (2). Encore convient-il d'être prudent dans ces affirmations : la petite épicerie malgache apparaît et survit en l'absence de toute concurrence chinoise. Elle s'insère donc là où manquent des mailles du réseau chinois, mais elle reste dominée par celui-ci. De même certains petits marchands ambulants de la région de Manjakandriana ont pu, par leurs activités saisonnières répétées sur un grand nombre d'années, acquérir des magasins de tissus dans certaines villes côtières (Tamatave, Diégo Suarez, etc., et bien sûr, Tananarive), s'implantant ainsi dans un réseau commercial monopolisé par les pakistanais. Certes, il ne s'agit là que d'une tendance encore peu marquée, mais c'est sans doute dans ce secteur tertiaire que se placera de plus en plus l'épargne nationale. Car, même avec des placements relativement faibles, on obtient une rentabilité élevée. Transports et immobiliers sont les secteurs privilégiés où se place l'épargne de la bourgeoisie urbaine et bureaucratique. Bien entendu, ce phénomène n'est pas propre à Madagascar (3).

---

(1) La construction de maisons "luxueuses" à la campagne ne présentant pas le même caractère de rentabilité économique immédiate.

(2) Sur la côte ouest, ce monopole est entre les mains de pakistanais. Mais ce n'est guère que sur les plateaux que l'on peut percevoir certains signes d'évolution dans le sens d'une reprise en mains par des nationaux de ce type d'activités.

(3) Le même phénomène a été souligné par Samir Amin en Côte d'Ivoire. Cf Samir Amin : "Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire". Editions de Minuit, 1967.

Or, ces investissements dans le tertiaire ne reçoivent pas l'agrément des planificateurs et théoriciens du développement : n'ayant guère d'effets d'entraînement en amont et en aval, ils se traduisent par une faible croissance du produit national. A vrai dire, si l'on pouvait draîner cette petite épargne vers le secteur industriel, on ne pourrait lui offrir qu'une rémunération moindre que celle retirée du secteur tertiaire. Et surtout, on ne favoriserait pas le développement de l'"entreprenariat". Le secteur industriel reste en effet un monopole étranger. Il faut admettre que le secteur tertiaire offre des opportunités qui favorisent le développement de l'esprit d'entreprise tout en permettant une accélération de l'accumulation individuelle.

Lorsque exceptionnellement (c'est-à-dire lorsque les conditions locales sont exceptionnellement favorables, comme pour la riziculture du Lac Alaotra), on se trouve en présence d'investissements privés dans l'agriculture, on nie leur rentabilité économique. Il est vrai que près d'un tiers des tracteurs achetés à crédit dans cette riche région rizicole ont été récupérés par les vendeurs en raison du non paiement des traites.

Mais si l'on faisait une étude de rentabilité sérieuse, on serait sans doute étonné des résultats. Nous avons déjà montré par ailleurs (1) que cette rentabilité ne pouvait être estimée à partir d'une rémunération monétaire fictive et du nombre d'heures de travail effectuées par le tracteur. Il faut partir de la reconstitution des clientèles d'obligés qui se trouvent dans l'obligation de rémunérer en nature l'heure de travail au tracteur à un taux que le cycle soudure-usure accélère rapidement. Les critères habituels de rentabilité ne permettent pas de tenir compte de ces phénomènes occultes (2) et amènent à la conclusion qu'il s'agit de dépenses ostentatoires.

---

(1) Cf supra § 3.2.1.3.

(2) Selon ces critères, il faut 5 000 heures de travail correspondant à peu près au travail de 850 ha pour amortir un tracteur, compte tenu de conditions particulièrement défavorables (Cf Kwankai Léon : "Le potentiel économique de la région du Lac Alaotra". Mémoire de l'IUT - Gestion Tananarive). Avec le cinquième de ces normes, les tracteurs du Lac Alaotra sont rentabilisés.

Rappelons enfin, pour mémoire, que ces dépenses productives collectives que constitue l'épargne collectée par divers systèmes coopératifs ou pré-coopératifs sont bien souvent stérilisées en raison du danger qu'elles représentent pour certains intérêts en place. Ainsi les rentiers fonciers et les propriétaires de tracteurs ont-ils rendu complètement improductive l'épargne collective drainée par les Associations d'Intérêt Rural (AIR) du Lac Alaotra (1).

*

* *

Cet inventaire des modes d'utilisation du surplus va nous permettre de mieux comprendre les modalités de la transition aux rapports marchands.

4.2. Les trois stades de la transition

Le processus de transformation sociale à travers lequel la valeur d'échange en vient à dominer la valeur d'usage, à travers lequel donc se généralise la marchandise, passe par trois stades principaux :

- le stade de la neutralisation ;
- le stade de l'absorption ;
- le stade de la dissolution.

C'est surtout sur ce dernier stade que nous insisterons ici car il caractérise, selon nous, les sociétés que nous avons étudiées. D'autre part, c'est à ce stade que la marchandise pénètre réellement toutes les sphères de la vie sociale et que s'achève donc la transition à l'économie marchande. Il s'agit alors de formations sociales où dominent les rapports marchands, tandis que dans les deux premiers stades ces mêmes rapports sont dominés par les modes de production traditionnels.

---

(1) La SOMALAC elle-même semble avoir bénéficié de cette "stérilisation", puisqu'elle pouvait utiliser les fonds ainsi collectés sans avoir à les rémunérer : ce fut d'ailleurs l'un des reproches les plus durs adressés par les paysans à la SOMALAC en 1972.

4.2.1. Le stade de la neutralisation

Historiquement, ce stade ne se constate guère que lorsque le mode de production capitaliste impose sa domination par la force, c'est-à-dire sous la forme coloniale. Il peut néanmoins en rester des vestiges çà et là : sociétés provisoirement épargnées par la marchandise (et qui jouent actuellement le rôle de réserves), parce que situées à l'écart des courants d'échange, ou mal "dotées en facteurs", ou encore ayant fait preuve de récalcitrance. A l'origine, le surplus de la colonie est prélevé sous la forme du travail forcé qui sert à construire les infrastructures de communication nécessaires à l'établissement d'une colonisation agricole européenne prospère. Une fois ce premier niveau atteint, le travail forcé procure aux colons titulaires de concessions la main-d'oeuvre nécessitée par l'économie de plantation.

Lorsqu'enfin la colonisation entre dans sa phase "civilisée", le travail forcé disparaît. Seul demeure l'impôt qui joue le rôle de fournisseur de main-d'oeuvre pour les plantations et de fournisseur de produits vivriers pour les villes. Mais, à ce stade, les effets délétères de la préemption du surplus sont étroitement circonscrits et neutralisés. Le surplus fourni par la paysannerie sous forme de travail ou de produit vivrier ne dépasse en aucun cas le montant nécessaire au paiement de l'impôt. Certes, la sous-évaluation systématique de la force de travail ou des produits vivriers permet à l'administration coloniale de réaliser un surplus non négligeable. Mais, la circonscription de ce surplus est socialement respectée, et parfois même spatialement visible lorsqu'elle prend la forme d'un champ réservé au paiement de l'impôt. A ce stade donc, il y a réellement neutralisation parce qu'il n'est pas possible à des individus de créer et d'utiliser un surplus à des fins personnelles, en-dehors du surplus créé par la collectivité et utilisé par elle ou par ses représentants à des fins socialement réglementées, par exemple l'accumulation de biens de prestige destinés au contrôle des femmes par les aînés.

Or, c'est cette faculté même d'accumulation individuelle qui va apparaître comme possible au stade suivant et qui, au stade ultime, assurera la dissolution définitive des structures traditionnelles, sous l'effet de la généralisation de la marchandise.

4.2.2. Le stade de l'absorption

Ce stade se caractérise par une intensification de la circulation monétaire mais sans modification de la structure sociale ni des modalités d'attribution du pouvoir. Sous les effets conjugués de l'alourdissement de la charge fiscale et de la surcharge démographique, la quête de l'argent ne peut rester cantonnée à son niveau antérieur. La multiplication des besoins monétaires et vivriers (amplifiés par la soudure) se traduit par un accroissement plus que proportionnel de la vente de la force de travail disponible en raison des caractéristiques de l'emploi salarié offert à cette force de travail. L'éloignement des lieux où s'offrent des opportunités de travail et le temps minimum d'embauche font que les gains en viennent petit à petit à dépasser les besoins. Ainsi les migrants Antandroy originaires du Sud de Madagascar, qui vont travailler comme salariés à la SOSUMAV (1), y restent-ils plusieurs années. D'autre part, le nombre des migrants potentiels (c'est-à-dire les paysans en voie de prolétarisation) étant de plus en plus grand, les opportunités de travail doivent être recherchées de plus en plus loin.

Il y a donc désormais possibilité d'accumulation individuelle, même si cette accumulation n'est pas recherchée pour elle-même, ni encore pour soi-même. Certes, le surplus ainsi dégagé est, dans la plupart des cas, investi dans l'achat de biens de prestige, notamment de boeufs chez les Antandroy. Mais la prégnance de l'idéologie traditionnelle et surtout du pouvoir politique traditionnel est telle qu'il ne saurait être question pour les migrants d'user de ces biens de prestige pour mettre en cause un pouvoir fondé justement sur le monopole de ces mêmes biens. D'ailleurs, en-dehors de tous ses autres signes distinctifs, ce pouvoir reste un attribut de l'ancienneté, et la force de travail intégrée dans les biens de prestige issus de la migration vient alimenter les circuits cérémoniels des chefferies qui peuvent ainsi se faire concurrence sur une échelle beaucoup plus large. A cette étape donc, c'est l'appartenance à un groupe et le désir de voir ce groupe supplanter les autres en prestige et en pouvoir -au moins sur le plan de la lutte ostentatoire que se livrent les chefs traditionnels entre eux- qui demeurent le moteur principal de l'accumulation. Toute velléité

---

(1) Société Sucrière de la Mahavavy (Nord-Ouest de Madagascar).

d'ambition personnelle se trouve canalisée dans des circuits collectifs où se reconnaît chaque dépendant dans la personne du chef. L'accumulation collective au niveau du groupe, somme d'accumulations individuelles, loin de jouer un rôle déstructurant, alimente au contraire les circuits de reproduction sociale du groupe, confortant le pouvoir des chefs sur leurs communautés, se traduisant simplement par des variations de prééminence entre groupes. Mais l'inflation des circuits cérémoniels ainsi provoquée et surtout la production directe par les dépendants des biens de prestige, instruments de la reproduction sociale du pouvoir, introduisent dans ces mécanismes de reproduction des germes de contestation et finalement des possibilités qui deviendront nécessités de transformation.

Cette étape qualitative est décisive : elle introduit des germes de dissolution dans la société traditionnelle. Il ne reste plus à ces germes de dissolution qu'à se développer. C'est cette dernière étape que nous pouvons observer actuellement dans les deux sociétés que nous avons étudiées.

4.2.3. Le stade de la dissolution

Il s'agit maintenant de savoir pourquoi le surplus accumulé selon des voies individuelles mais utilisé jusqu'à présent à des fins collectives (c'est-à-dire au renforcement du pouvoir traditionnel) voit progressivement s'individualiser son utilisation. Si dans la phase précédente l'ostentation joue déjà comme moteur de l'accumulation, ce moteur ne pourra donner toute sa puissance qu'avec le développement de l'intérêt personnel et de l'utilisation privée du surplus, caractéristiques du stade de la dissolution que nous étudions maintenant. Autrement dit, l'individu participe désormais à l'accumulation pour lui-même, mais l'accumulation n'est pas encore devenue un but en soi. C'est l'ostentation qui en demeure le but ultime puisque, l'idéologie traditionnelle étant encore dominante (bien que sur son déclin), le pouvoir ne se mesure qu'à l'aune de l'ancienneté.

Or, au fur et à mesure que le pouvoir traditionnel se vide de tout contenu réel, tout en s'affirmant extérieurement de manière de plus en plus ostentatoire, les prétendants à ce pouvoir se multiplient. Ces trois phénomènes -vacuité du pouvoir traditionnel, ostentation et concurrence- sont en fait intimement liés.

4.2.3.1. Le changement de substrat du pouvoir traditionnel

L'affirmation de la vacuité du pouvoir traditionnel est en apparente contradiction avec l'exposé que nous avons fait précédemment. En réalité, sans être indispensables, les attributs du pouvoir traditionnel constituent un avantage certain dans le processus d'accumulation, particulièrement dans le processus de constitution de la propriété foncière. Et au cours de ce processus de reconversion, ce sont ses fondements mêmes que le pouvoir traditionnel modifie. Ce faisant, il crée sa propre contestation et se crée de nouveaux assujettis. En effet, la quête de l'argent n'étant plus seulement une obligation fiscale et somme toute marginale, mais s'étant transmuée en une nécessité de la reproduction physique, les descendants-dépendants qui s'en vont chercher fortune à l'extérieur de la communauté n'acceptent plus spontanément de fournir à leurs aînés les moyens de l'accumulation (qui sont aussi ceux de leur propre prolétarisation). Leur conditionnement idéologique, peu compatible désormais avec la pratique du pouvoir par les aînés, ne joue plus dans le sens de la reproduction sociale mais dans celui de la désintégration. Inversement, la concentration de la propriété foncière et la prolétarisation qui s'en suit livrent entre les mains d'un pouvoir reconverti des clientèles de paysans sans terre, entièrement assujettis, économiquement et idéologiquement, à leurs propriétaires. Ce double conditionnement est en adéquation avec la nouvelle pratique du pouvoir et joue dans le sens de l'instauration d'une idéologie lignagère et communautaire, c'est-à-dire en fin de compte dans le sens de la consolidation des nouveaux rapports sociaux de production.

En réalité donc, le pouvoir traditionnel ne se maintient que dans sa forme extérieure. Son substrat s'est complètement modifié. Même sa forme extérieure -idéologique- a changé de nature. L'idéologie paternaliste qui préside aux rapports de métayage est en fait la reproduction fidèle de l'idéologie lignagère ou communautaire mais s'appliquant, non plus à des relations de parenté, mais à des relations de clientèle. Le dépendant qui a quitté son lignage et la terre de ses ancêtres pour aller chercher fortune ailleurs, et qui refuse au bout d'un certain temps de reproduire sa dépendance à l'égard de son aîné, peut très bien entrer dans de nouvelles dépendances à l'extérieur (1). Dépendances qu'il acceptera et assimilera par et dans l'idéologie lignagère transmuée en idéologie paternaliste.

(1) C'est le cas des Merina qui se font métayers en Alaotra par exemple.

4.2.3.2. Ostentation et concurrence, opérateurs de la transition

L'ostentation est un phénomène qui a été observé dans de multiples sociétés traditionnelles. En ce sens, le terme d'"économie d'oblation" est peut-être plus adéquat dans la mesure où il permet de mieux qualifier un phénomène qui s'est profondément transformé et qui est très différent de celui auquel nous nous référons dans ce texte, ou encore de celui qu'a étudié Veblen (1) pour la bourgeoisie industrielle américaine de la fin du XIXe siècle. Car s'il y a une filiation certaine entre des phénomènes désormais aussi différents, cette transformation s'est opérée selon une ligne d'individualisation croissante.

Des cérémonies qui, autrefois, constituaient des occasions privilégiées d'affirmation de la cohésion communautaire ou lignagère, dont les effets étaient donc restructurants à l'égard du groupe de référence, ont eu tendance depuis quelques années (2) à se multiplier par scissiparité (3), donc à exercer des effets déstructurants à l'égard de l'ancien groupe de référence. Une telle évolution s'explique de manière contradictoire :

- d'une part, il y a dévalorisation du pouvoir traditionnel du fait d'une circulation monétaire plus intense qui permet à un plus grand nombre d'en acquérir les attributs, du fait également que ce même pouvoir n'est plus ressenti comme facteur de cohésion, mais comme facteur de dissolution ;

- d'autre part, ce même pouvoir traditionnel, dévalorisé dans son essence, est revalorisé dans son apparence, c'est-à-dire idéologiquement, puisque chacun -du moins tout ceux qui sont en mesure de rivaliser pour lui- essaye de s'en annexer les attributs sinon les prérogatives (ces dernières s'étant dissoutes dans le processus de transition). Le maintien et l'importance de ces survivances sont en effet absolument nécessaires pour mener jusqu'à son terme le processus de transition.

---

(1) Cf n° spécial de la revue Tiers Monde, IX, 33, janv.-mars 1968, consacré à l'économie ostentatoire.
Th. Veblen : "Théorie de la classe de loisir". NRF, Gallimard, 1970.

(2) C'est-à-dire, selon nous, depuis l'entrée dans la phase de dissolution.

(3) Cf par ex. E. Fauroux : "Les transformations d'une communauté villageoise malgache : Ambohidranandriana - Vakinankaratra", ORSTOM, Tananarive, 1970, multigr., tome II, p. 244 et s.

Il y a donc à la fois contestation du pouvoir des aînés (des chefs de lignage), et tentative de reproduction de ce même pouvoir par les contestataires, mais cette fois-ci à leur bénéfice.

Si peut s'expliquer ainsi le rôle que continue à jouer l'ostentation, comme phénomène superficiel, il reste à savoir qui sont les nouveaux prétendants qui entrent en concurrence avec les dépositaires du pouvoir traditionnel.

Nous avons vu que, à partir de la phase de la dissolution, les "cadets" -tout au moins ceux qui quittent le groupe et ne sont plus dans la dépendance économique directe de leurs aînés- ont tendance à s'émanciper et à refuser l'octroi d'un travail non payé réclamé par leurs aînés. Mais ces cadets ne sauraient prétendre reproduire à leur profit un pouvoir qui reste lié à l'ancienneté. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est entrer dans des réseaux de clientèles où leur pouvoir ne sera pas seulement lié à l'âge (1), mais sera aussi lié à la richesse accumulée par eux. Au niveau des jeunes générations, c'est donc l'ostentation individuelle qui demeure primordiale (maisons luxueuses notamment, mais aussi bétail, lequel est objet de consommation collective).

Qui sont donc ces chefs de réseaux de clientèles ? Il y a d'abord évidemment les anciens chefs de lignage reconvertis qui ont perdu une partie de leurs descendants contestataires, mais ont gagné par contre d'autres dépendants prolétarisés, devenus clients par l'octroi de terres en métayage. Mais il y a également les Anciens, non aînés, qui ont pu entraîner dans leur mouvance une partie au moins de leur descendance, et qui cherchent à se créer une clientèle complémentaire par la conquête des pouvoirs autres que traditionnels. Ces pouvoirs, parfois recherchés avec beaucoup d'acharnement, sont principalement d'ordre politico-administratif et religieux (2).

---

(1) Même s'il demeure lié de ce fait.

(2) Les pouvoirs d'ordre technique (vétérinaires, vulgarisateurs), ou culturel (instituteurs), en raison de la qualification qu'ils demandent, ne peuvent être recherchés par les Anciens.

Par pouvoirs politico-administratifs, nous entendons notamment les fonctions électives de maires et conseillers des communes rurales (1) et d'autre part la fonction de secrétaire du parti (2). Ces postes-clés sont donc essentiellement politiques. Mais parce que les notables qui les occupent sont en fait à la charnière des relations entre la masse et l'administration lointaine et omnipotente (3), ces postes constituent des fonctions-clés qui permettent souvent la constitution de clientèles d'obligés (citoyens qui font appel à la médiation du maire pour régler un problème administratif). Ce phénomène joue à plein et de manière caricaturale dans la région du Lac Alaotra. Les dispositifs mis en oeuvre pour l'application de la réforme agraire y prévoyaient en effet que l'avis des maires des communes rurales devait être pris en compte pour décider de l'attribution des lots à de nouveaux attributaires -anciens paysans sans terre. Le fondement de cette idée venait de ce que les maires ruraux étaient censés, de par la connaissance qu'ils avaient de leurs concitoyens-administrés, pouvoir distinguer les nécessiteux véritables et, parmi eux, ceux qui seraient capables d'exploiter de manière viable leur lot de 4 ha. Mais entre une telle image idéale et la réalité, il y a un pas qui ne peut pas ne pas avoir été pris en compte. D'une manière générale, on peut dire que ces fonctions permettent à leurs détenteurs de se constituer en rentiers fonciers. Même si cette affirmation apparaît contradictoire, nous dirons qu'à plus forte raison dans le cadre d'une législation de réforme agraire, ce risque était évident puisque c'est toujours avec des "hommes de paille" que les réformes agraires sont vidées de leur contenu. Que s'est-il passé en effet ? Du fait de leur participation aux réunions préalables à la redistribution des terres, les maires ruraux ont pu faire passer comme prioritaires certains de leurs obligés, ou du moins des personnes qui deviendraient ainsi leurs obligés ("obligation" se traduisant par le don d'une partie de la récolte) (4). Les paysans sans terre étaient en effet classés selon un ordre

---

(1) En 1973, les communes rurales ont été remplacées par les "fokonolona", structures communautaires traditionnelles. Il semble que dans nombre de cas, les notables communaux se soient reconvertis assez facilement au sein de ces nouvelles structures.

(2) Le parti social démocrate (PSD) avant 1972, qui sans être un parti unique, en avait tout au moins la plupart des caractéristiques.

(3) Du moins est-ce ainsi qu'elle est perçue, bien souvent à juste titre.

(4) La reconnaissance de dettes est la forme que prend généralement ce genre d'obligations.

de priorité fonction de critères objectifs (l'ancienneté d'établissement dans la région, l'importance du matériel d'exploitation à disposition, etc.) et de critères subjectifs, notamment l'avis des maires de communes rurales. On comprend bien que dans l'optique démocratique (idéologique) de l'intervention, les critères subjectifs étaient supposés devoir contrebalancer les critères objectifs, ces derniers défavorisant nettement la couche la plus prolétarisée des paysans sans terre (1). Le résultat de l'opération a été un endettement accéléré de certains attributaires qui devaient s'acquitter d'une double redevance : celle due à la SOMALAC et celle due à leur "protecteur". Par ce système, les relations de dépendance se sont maintenues, mais au profit d'une nouvelle couche de notables.

C'est sur un mode bien différent que joue le pouvoir que nous avons qualifié de religieux.

Dans ce domaine, tout comme dans la sphère politico-administrative, il existe des fonctions recherchées par les candidats au pouvoir. Mais alors que dans la sphère politico-administrative ces fonctions sont des foyers d'accumulation et d'enrichissement, dans la sphère religieuse elles ne sont que des occasions de prestige. Etre secrétaire de la paroisse ne permet pas au titulaire de créer des relations de dépendance particulières. Cela lui permet seulement de conforter le cas échéant ses pouvoirs dans les autres sphères : si l'élu local est aussi secrétaire de la paroisse, il y a là une confirmation de son caractère prestigieux et quasiment inné de chef. Mais, plus que par les fonctions qu'elles offrent, c'est par les occasions qu'elles créent d'extérioriser le pouvoir et le prestige des notabilités que les manifestations culturelles sont prisées (2). Les cérémonies dominicales, à l'Eglise ou au Temple, se caractérisent dans la plupart des cas par une mise aux enchères publiques du prestige de chacun : qu'il s'agisse de véritables ventes aux enchères ou de simples quêtes, les résultats en sont proclamés officiellement et toute la communauté des croyants sait combien a donné chacun des notables : la hiérarchie notabiliaire est ainsi affirmée, confirmée, confortée ou au contraire contestée par l'importance relative des dons et la ferveur des acclamations (3).

---

(1) Il ressort de tout ceci qu'une réforme agraire doit prendre en compte tous les aspects de la réalité socio-économique, faute de quoi elle est vouée à l'échec.

(2) Incidemment, nous remarquerons ici que certains phénomènes que nous allons décrire étaient encore observables jusqu'il y a quelques années dans certaines paroisses du Massif Central.

(3) Cf J. Charmes : "Les effets d'une action de vulgarisation ...", op. cit., tome II, p. 160 et s.

La multiplication des champs de luttes concurrentielles pour l'accession au pouvoir est ainsi devenue un facteur de désintégration de la société traditionnelle et d'intégration des pouvoirs et idéologies dits "modernes". Dans la mesure où le pouvoir traditionnel se présente désormais comme un phénomène essentiellement superficiel, les nouveaux champs de pouvoir peuvent donner accès à cette superficialité. Pour les notables reconvertis, il est donc important d'y être présents, ne serait-ce que pour éviter que certains "arrivistes" n'en fassent des plates-formes de contestation du pouvoir des aînés, comme cela arrive inévitablement bien que sous une forme moins brutale et plus subtile. Un tel processus est inévitable puisque, pour se créer des obligés, il faut bien débaucher parmi les clientèles des autres notables.

D'autre part l'occupation de ces champs de pouvoir nouveaux est également recherchée en vue de la neutralisation : ce n'est sans doute pas un pur hasard s'il se trouve des secrétaires de paroisses qui sont aussi des devins, c'est-à-dire les dépositaires ultimes des croyances religieuses ancestrales.

Or souvent, pour n'avoir pas voulu occuper ces places très tôt, les notables traditionnels se les ont laissées ravir à bon compte par leurs contestataires. Et ceux-ci, de marginaux qu'ils étaient, sont devenus de véritables concurrents. Il n'y a pas lieu, dans ces conditions, de s'étonner des transformations subies par les systèmes démocratiques occidentaux transposés dans de telles sociétés : ils ne peuvent déboucher que sur le népotisme et le clientélisme.

De l'intégration de ces nouvelles sphères de pouvoir, résulte un double phénomène ostentatoire :

- d'une part une ostentation individuelle : s'agissant d'un pouvoir moderne, son postulant doit se distinguer de ses semblables et assimiler des habitudes perçues comme fondements de ce pouvoir (habitudes relevant du mode de vie superficiel et concernant l'habitation, les usages vestimentaires et culinaires, etc.) ;

- d'autre part une ostentation communautaire, nécessaire à la création de clientèles soumises économiquement, mais aussi idéologiquement, par des liens de type paternaliste : d'où la multiplication des tombeaux et unités cérémonielles.

L'importance des dépenses ainsi engagées débouche sur une accumulation croissante, issue de la ponction du surtravail sur les clientèles d'obligés. Cette ponction résulte de la nécessité de l'ostentation, mais l'ostentation même en arrive à avoir pour but l'élargissement des clientèles, c'est-à-dire la ponction du surtravail. Le processus de dissolution est ainsi à l'oeuvre, et le moment n'est plus très éloigné où l'accumulation va supplanter l'ostentation comme moteur de l'activité de cette bourgeoisie rurale.

Si en définitive la concentration de la terre et de la richesse est un signe moderne de la notabilité, le signe traditionnel auquel chacun se réfèrera en fait est plutôt le tombeau ou encore la magnificence des cérémonies : en d'autres termes, il s'agit de la présence plus ou moins grande du notable dans la sphère de l'ostentation, qui dépend finalement du stade d'accumulation auquel le notable sera lui-même parvenu.

*

* *

Tout au long de ce texte, nous avons essayé de montrer la genèse de ces deux processus, contradictoires et inséparables à la fois (1), que sont l'accumulation et l'ostentation. Les germes de déliquescence introduits par le biais de la marchandise dans les sociétés étudiées ont abouti à deux résultats :

- d'une part le caractère inéluctable de l'éclatement des structures lignagères, corrélatif d'une individualisation croissante, celle-ci étant elle-même condition de concurrence puis d'une concentration de la richesse ayant pour contrepartie une prolétarisation de larges masses : la multiplication des unités cérémonielles consacre cet éclatement tout en accélérant le processus de concentration et de prolétarisation (2) ;

---

(1) Car ils représentent les deux aspects d'une réalité ambivalente.

(2) Il est courant de remarquer que le développement des circuits cérémoniels se traduit par une multiplication des transactions foncières.

- d'autre part le renforcement de l'idéologie de la parenté qui s'explique par le fait que la magnificence ostentatoire -signe et condition du pouvoir- est proportionnelle à l'importance de la dépendance. Dépendance qui est à l'origine une descendance : le renforcement idéologique constaté tend en définitive à préserver la structure lignagère de l'éclatement. Mais en raison des processus de déstructuration à l'oeuvre dans ces sociétés, cette préservation des structures lignagères ne sera obtenue qu'au prix de la prolétarisation des lignages au profit de leurs chefs ou, du moins, de ceux qui auront conquis une telle position dominante.

Le critère du pouvoir reste toujours l'importance de la dépendance. Celle-ci se mesure à la réussite des dominants dans leurs efforts à transformer leur descendance - dépendance en clientèle d'obligés.

5- Conclusion

C'est précisément dans l'histoire de ce passage des relations de parenté aux relations de clientèle que réside le mystère de la transition à l'économie marchande et en dernière analyse aux rapports de production capitalistes, le mystère également des phénomènes contradictoires et ambivalents qui sont liés à cette transition.

Et c'est sur cette ambivalence généralisée (1) que nous voudrions revenir en guise de conclusion.

Au terme de cette étude, il est remarquable de constater que les quelques conclusions que nous avons pu formuler au cours de ce texte rejoignent une remarque faite par Christian Palloix dans un ouvrage qui traite de problèmes étroitement liés à ceux que nous avons abordés, mais dans une démarche qui est à l'antipode de la nôtre puisqu'elle se base sur l'étude des rapports de production internationaux (2) :

---

(1) Dont il s'avère indispensable de tenir compte dans l'élaboration des concepts d'analyse de la transition.

(2) Cf Ch. Palloix : "L'économie mondiale capitaliste", tome I : le stade concurrentiel. Maspero, 1971, citation pp. 78-79 (souligné par nous).

"... nous sommes à même de différencier radicalement l'action des rapports de production capitalistes dominants dans la combinaison des modes de production au sein de la formation sociale avancée et la formation sociale capitaliste dominée et exploitée : alors que, dans la première, les rapports de production capitalistes dominants aboutissent à l'abolition-dissolution des anciens rapports, dans la seconde, ils ont un effet tout autre, qui est celui de la consolidation-dissolution. En effet, dans ce dernier type de formation sociale, le rapport de production capitaliste est le plus souvent formel -d'où l'importance de l'activité spéculative fondée sur le capital-argent et non le capital fixe- visant à l'appropriation du surtravail à partir de la sphère de circulation -tout comme le capitalisme marchand à son origine- sur la base de l'ancien mode de production : effet de consolidation. Sur la base de l'ancien mode de production se superpose un mode d'appropriation, qui ne touche en rien la base première, et qui peut prendre l'apparence de rapports féodaux. Néanmoins, ce mode d'appropriation a des effets secondaires de dissolution, au niveau de la prolétarisation lente des agents du mode de production dominé".

C'est précisément le flou maintenu autour du passage de la consolidation à la dissolution qui explique toutes les mésinterprétations de phénomènes ambivalents tels que l'ostentation. Et nous allons tenter de l'éclairer en présentant une formulation systématique, autrement dit une formalisation de nos conclusions, qui pourrait servir d'hypothèse d'interprétation (ou de lecture) de ce chapitre.

Le moyen par lequel les structures traditionnelles (et notamment l'entraîde, la prestation lignagère, la propriété communautaire de la terre ..., en d'autres termes les rapports de production lignagers) deviennent vecteurs de pénétration et de consolidation des rapports de production marchands est de nature superstructurelle, et principalement idéologique. Il n'y a rien là que de très normal : l'idée que les individus se font de leurs relations au sein du mode de production (1) est plus importante pour eux

---

(1) C'est-à-dire l'idée que la classe dominante leur donne de ces relations.

que la réalité même de ces rapports. C'est pourquoi, en définitive, toute transition d'un mode de production à un autre ne peut se faire que par et dans la conformité idéologique. Conformité idéologique purement superficielle puisqu'elle ne correspond plus aux rapports de production qui lui donnaient tout son sens, mais néanmoins fondamentale puisqu'elle continue à fonder la logique des actes des individus qui s'y soumettent. La nécessité de ces survivances idéologiques pose néanmoins problèmes :

- une contradiction logique que nous venons d'expliciter : comment une idéologie qui prend sa racine et donc n'existe que pour le développement d'un mode de production donné pousse ce développement jusqu'au bout, c'est-à-dire assure sa déstructuration et son passage ultérieur à un nouveau mode de production ?

- une contradiction politique : si la transition implique obligatoirement la survivance idéologique (au moins jusqu'à un certain point) du mode de production antérieur, pourquoi la politique coloniale, puis la politique du développement, se sont-elles attaquées avec tant d'acharnement aux structures traditionnelles, à la tradition d'une manière générale (sous la forme théorique des "blocages socio-culturels")? La raison en est peut-être (1) que le placement de la contradiction (entre les deux modes de production en contact asymétrique) à ce niveau a permis une consolidation de la superstructure idéologique nécessaire pour pousser jusqu'au bout la phase d'absorption (2), c'est-à-dire pour développer au maximum les forces productives capables d'être intégrées par le mode de production antérieur. C'est alors que les fondements idéologiques sont devenues germes de dissolution. Et au centre de ce processus de dissolution se trouve l'ostentation qui n'est autre qu'une accumulation de prestige légitimante : l'investissement social qu'elle représente se traduit, dans la phase finale, par un développement des forces productives et une transformation des rapports de production. Modifications de la base économique qui se traduiront à leur tour par une évolution dans la sphère idéologique, notamment dans la finalité et la forme de l'ostentation, et peuvent finalement déboucher sur une accumulation productive.

---

(1) Mais nous ne prétendons pas apporter une réponse définitive à cette question. C'est en tout cas un rôle objectif auquel ont abouti ces politiques. Sur la fonction jouée par la méconnaissance systématique des sociétés rurales dominées, cf le chapitre : "Théories, politiques et planifications du développement", § 1 infra.

(2) On ne peut pas ici ne pas faire référence à la "traditionnalisation" des cultes chrétiens qui, pour se développer, ont dû intégrer des éléments de paganisme et s'imbriquer dans le système traditionnel.

CHAPITRE II

THEORIES, POLITIQUES
et PLANIFICATIONS du DEVELOPPEMENT

Février 1976

La gestation d'une recherche sur les méthodes d'investigation socio-économique en milieu rural africain débouche nécessairement sur une confrontation avec les politiques et théories du développement rural, et même du développement dans son ensemble. Au plan épistémologique, indissociable d'une telle gestation, la recherche passe par un approfondissement des interrelations et des déterminations réciproques entre théories, politiques et méthodes.

Une fois effectuée cette confrontation, et précisées ces déterminations, c'est sur ce fondement que peut être menée à maturité la recherche ainsi entreprise.

Trois raisons principales viennent étayer ce point de vue :

a) D'une part, en effet, les paysanneries africaines -objet des théories et politiques de développement- se sont profondément transformées depuis une cinquantaine d'années et plus particulièrement les quinze dernières. Transformation qui se traduit par l'apparition et le développement d'un processus de différenciation sociale, c'est-à-dire la création d'une petite bourgeoisie rurale, corrélativement à la prolétarisation de larges couches de la paysannerie (1). Cette profonde mutation, dont rend compte dans une certaine mesure le renversement -inéluctable sinon entamé- de la théorie et de la politique de développement rural et que nous analyserons ultérieurement, est à la base de notre projet de renouvellement des méthodes d'investigation. Ce n'est pas un hasard si une institution telle que la Banque Mondiale appelle de ses voeux une recherche théorique sur la transition aux rapports marchands, plus prosaïquement appelée "dynamique des sociétés rurales traditionnelles, au moment où elles commencent à s'insérer dans le secteur moderne" (2). C'est donc bien dans les théories et politiques qu'il faut chercher les raisons profondes du renouvellement méthodologique dans lequel s'inscrit la présente recherche. C'est bien à ces deux niveaux également qu'il convient d'élucider les orientations déterministes qui pèseront sur le sens et le contenu de ce renouvellement.

---

(1) Cf Supra Chapitre I : "De l'ostentation à l'accumulation ..."

(2) Banque Mondiale (1975) : "Développement rural - Politique sectorielle" 103 p.

b) D'autre part, et précisément en raison des mutations suscitées dans la structure interne de la paysannerie, on doit considérer que fait partie intégrante de l'objet (que constitue la paysannerie pour la théorie, la politique, les projets et leurs méthodes) le projet même de sa transformation. Car c'est à travers le miroir déformant que constitue le projet de transformation que l'on peut saisir la réalité de l'objet. Or, non seulement l'image, idéologique parce que spéculative (1), transmise par ce miroir est une déformation de l'objet mais, de plus, ce miroir a la propriété particulière de déformer (transformer) l'objet lui-même dans sa réalité, et ceci sans qu'il y ait un lien immédiat et direct entre la déformation réelle et la déformation idéologique. En d'autres termes, les projets de développement -éléments constitutifs de politiques- ont pour objectif une certaine transformation de leur objet, objectif qui nécessite généralement une présentation idéologique et spéculative de l'objet, du projet de sa transformation et des effets qui en résultent.

C'est ainsi que, jusqu'à une période récente, la paysannerie était présentée par les techniciens du développement comme un bloc monolithique égalitaire et égalitariste dont il s'agissait d'élever le revenu moyen sans avoir à se préoccuper de sa répartition, en raison même de l'égalitarisme ambiant. L'Anthropologie n'a d'ailleurs pas peu contribué à accréditer cette idée du "communisme primitif". On sait que parallèlement à ce véritable voilage de face, les théories économiques du développement alors en vigueur accordaient une réelle importance à la distribution inégalitaire du revenu, censée favoriser la constitution d'une épargne productive. Ces liens étroits, ambivalents et apparemment contradictoires -qui constitueront l'essentiel de notre propos- ne sont pas fortuits et incohérents. Ils ont en réalité donné naissance à deux types de pratiques complémentaires : la vulgarisation de masse et l'action en faveur des "leaders" dont les résultats, sinon les objectifs, furent parfaitement semblables. Constitution d'une bourgeoisie rurale et prolétarisation de la masse des paysans pauvres représentent les deux aspects du processus d'aggravation des inégalités sociales et économiques jusqu'au point de rupture actuel qui voit ces objectifs d'une politique de déstructuration transformés en contraintes à lever en priorité.

---

(1) Au double sens de : "coupé de la réalité, de la pratique"
et de : "poursuivant un but intéressé".

Le renouvellement méthodologique s'inscrit donc dans ce contexte : les mutations sociales à l'oeuvre déterminent une adaptation corrélative du projet de transformation, afin d'assurer et de parfaire l'intégration des sociétés concernées dans le système marchand.

c) Enfin, tout projet de transformation a besoin d'un outil : la planification en est un, et les méthodes d'investigation socio-économique et d'agrégation du micro au macro-économique servent à édifier cet outil. Comprendre les modalités et la finalité de ces méthodes instrumentales, la forme et l'objet de cet outil, nécessite une élucidation des objectifs et du contenu des politiques.

Cette dernière tâche ne va pas sans difficultés. Les politiques nationales de coopération dans le domaine du développement rural ne sont pas, la plupart du temps, explicites, ne serait-ce qu'en raison de la simple discrétion diplomatique nécessitée par les relations d'Etat à Etat. Aussi la philosophie d'une aide telle que celle dispensée par le Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) pour la France, ou le Fonds Européen de Développement (FED) pour la Communauté Européenne, n'est-elle jamais très explicite. On peut en trouver des éléments dans les rapports tels que ceux de MM. Jeanneney en 1963, Gorse (non publié) en 1971 et Abelin en 1975 (1) sur la politique française de coopération, mais c'est plus probablement à travers les multiples projets de développement rural que financent ces Fonds d'Aide que l'on arrivera le plus sûrement à démêler l'écheveau du modèle politique de développement rural implicitement poursuivi.

Pour les organismes internationaux tels que la Banque Mondiale, la tâche est théoriquement plus facile puisque la multilatéralité des aides ainsi dispensées laisse supposer leur neutralité et permet donc la présentation d'un modèle plus explicite censé être le reflet des doléances ou des souhaits internationaux. Modèle plus explicite, certes, mais non dégagé pour autant de toute idéologie.

---

(1) La politique de Coopération avec les pays en voie de développement (1964) Documentation française - 191 p.

La nouvelle politique française de Coopération présentée par M. Abelin, Ministre de la Coopération (1975). Documentation française. Ce dernier rapport est étrangement silencieux sur les moyens du développement rural.

D'où la nécessité, pour les deux cas de figure, d'un retour à la théorie. Celle-ci est en effet une formalisation a posteriori du modèle politique empirique. En développant formellement (théorie pure) ou sur la base d'observations empiriques (recherche de terrain) les ultimes implications logiques ou/et observées, la ou les théories en vigueur permettent de rendre plus explicites les options et pratiques précédemment analysées. L'exercice formel que constitue la théorie débouche sur un produit idéologique, mais son déroulement et la dichotomie qui apparaît entre son aboutissement et le discours politique permettent sans aucun doute d'approfondir la connaissance des domaines objets de notre recherche.

Cependant, lorsque le modèle politique empirique débouche sur des crises et sur des situations d'instabilité caractérisée, il peut se faire que la théorie soit appelée à la rescousse. D'abord en faisant appel non plus à l'idéologie conformiste, mais à une idéologie critique préparant les esprits au renversement, ou du moins au renouvellement, des politiques (1). Ensuite, et surtout, en fournissant les instruments pratiques nécessaires au redressement économique de la situation.

La présente recherche s'inscrit dans ce cadre : il n'est que de constater que la théorie de la transition devient un thème de recherche pour la Banque Mondiale et est chargée de proposer les instruments rendus nécessaires par les crises actuelles.

Ceci ne va évidemment pas sans poser de problèmes déontologiques que nous essaierons de traiter en annexe 1.

*

* *

---

(1) A propos des commissions spéciales fréquemment désignées en vue d'étudier certaines réformes radicales, et dont les rapports sont rapidement oubliés, Gunnar Myrdal écrit que : "Jawaharlal Nehru a parfois fait allusion à cette nécessité de proposer certains idéaux, même s'ils ne sont pas réellement appliqués (...), il ne s'agissait pas, à ses yeux, d'une prudente échappatoire, mais bien de préparer le terrain pour une nécessaire évolution". (in Gunnar Myrdal, 1971 : Le défi du monde pauvre. Un programme de lutte sur le plan mondial. Gallimard. 466 p. (p. 404). A vrai dire, la ligne de démarcation est très floue entre les deux pôles.

Toute méthode d'investigation est donc datée et prend signification et réalité dans un contexte politico-historique précis. Dans leur transition au capitalisme, les sociétés passent par divers stades que nous avons appelés neutralisation, absorption et dissolution (1). Au stade de la neutralisation, la marchandise est étroitement limitée et dominée par la société, et la politique de transformation est coercitive (travail forcé et réquisition de la période coloniale). Au stade de l'absorption, la marchandise devient élément de reproduction des rapports sociaux traditionnels et la politique de transformation est alors de déstructuration systématique par création de différences (différenciation sociale). Au stade de la dissolution enfin, les rapports sociaux traditionnels monétarisés deviennent éléments de production et de reproduction des rapports marchands ; à ce stade actuel doit correspondre une nouvelle définition de la politique du développement. Ce renouvellement est aujourd'hui amorcé = les bilans de la Révolution Verte (2) poussent -indirectement au moins- à mettre au rencart la théorie de l'inégalité productive (car productrice d'épargne). L'accent est mis dorénavant sur les objectifs d'emploi et de distribution du revenu. Ainsi le Programme Mondial de l'Emploi souligne-t-il la liaison entre répartition du revenu et emploi (3), et, dans la même ligne, les projets intégrés de la Banque Mondiale se fixent-ils comme "groupes-cibles" les couches les plus défavorisées de la paysannerie, dans le but explicite d'élargir les débouchés (4).

---

(1) Cf chapitre I : "De l'ostentation à l'accumulation ..."

(2) Cf sur ce sujet : "Quelques réflexions sur la "Révolution Verte" et l'Afrique Noire". Etudes et Documents n° 12, septembre 1973. Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères - Direction de l'Aide au Développement. Ce document comprend une bibliographie sur la question.

(3) A ce sujet, voir :

- BIT (1972) : "Employment, Incomes and Equality. A Strategy for Increasing Productive Employment in Kenya". Genève.

- H. SINGER et R. JOLLY : "Le chômage dans un cadre africain. Les leçons d'une mission pour la stratégie de l'emploi au Kenya". Revue Internationale du Travail, vol. 107, n° 2, février 1973 (pp. 109-123).

- R. JOLLY, E. de KADT, H. SINGER and F. WILSON eds. (1973) : "Third World Employment - Problems and Strategy" (Penguin Modern Economic Readings).

"Nous sommes persuadés, écrivent ces derniers auteurs à la p. 10 de l'introduction, qu'une analyse adéquate du problème de l'emploi doit clairement garder en vue les liens avec les revenus et la distribution du revenu, à chaque étape de l'analyse".

(4) Voir par exemple : Yusuf J. AHMAD : "Les programmes intégrés de développement rural. Note sur une méthode d'administration". Revue Internationale du Travail, vol. 111, n° 2, février 1975 (pp. 131-156).

Les divers secteurs de la connaissance scientifique des sociétés ont largement évolué dans le même sens, déterminés en dernière analyse par l'évolution nécessaire des projets de transformation. Nous n'insisterons pas ici sur cette détermination univoque, nous aurons l'occasion d'y revenir. Soulignons simplement que les problèmes fondamentaux que les sciences humaines se sont posés à propos du développement sont fonction du stade de la transition, lequel est lui-même déterminé par le projet de transformation. Croyant faire une critique radicale du projet, les sciences humaines ne font en réalité qu'en préparer l'étape ultérieure. Le présent projet de recherche n'échappe évidemment pas à cette règle.

C'est ainsi qu'à une anthropologie du changement social, insistant paradoxalement sur les difficultés du changement et les blocages socio-culturels au développement, succède aujourd'hui une anthropologie de l'articulation des modes de production et de la transition à l'économie marchande. D'abord justificatrice de politiques de déstructuration systématique par la constitution du mythe de l'irrationalité de l'homme primitif, l'anthropologie organise sa mutation en montrant que cette soi-disant irrationalité n'est qu'une rationalité différente, et se veut en fin de compte objective et critique en s'attachant à étudier le mode de pénétration et de reproduction des rapports marchands et capitalistes dans les sociétés traditionnelles.

Parallèlement, dans le domaine de la statistique, à la suite des enquêtes agricoles et "budget consommation" de type classique, se dessine un nouveau type d'enquête visant à appréhender les phénomènes de stratification sociale (1). Bien que se heurtant à des difficultés d'ordre politique aussi bien que d'ordre méthodologique, de telles enquêtes ont le mérite de poser les jalons d'un renouvellement conceptuel de la Comptabilité Nationale.

Seules la Comptabilité Nationale et la Planification ne semblent pas avoir entamé leur mutation. Dans le domaine de la planification, certaines critiques de "milieux autorisés" se sont déjà fait entendre (2), mais

---

(1) C'est le cas, par exemple, de l'enquête expérimentale menée par le Service statistique sénégalais, avec la collaboration du Service de la Coopération de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), sur financement du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) canadien.

(2) C'est le cas, par exemple, de A. WATERSTON, dans un article intitulé : "Le dilemne de la planification". Economie et Humanisme, n° 205, juin 1972, pp. 36-44.

la Comptabilité Nationale reste bien prisonnière du carcan de l'harmonisation. En réalité, l'harmonisation, qui se justifie par la nécessité des comparaisons internationales, a surtout justifié l'élévation systématique d'obstacles à l'encontre du renouvellement conceptuel. Nous en voulons pour preuves :

- les discussions relatives à l'adaptation du Système de Statistique Démographiques et Sociales (SSDS) aux pays en voie de développement = chaque fois qu'est soulignée la nécessité d'un effort théorique et conceptuel dans le domaine des statistiques sociales, il est aussitôt précisé qu'il convient de ne pas remettre en cause le principe de l'harmonisation, ce qui a pour effet immédiat de ramener la proposition précédente au niveau d'une simple pétition de principe (1) ;

- le cantonnement dans des "comptes-satellites" des problèmes fondamentaux qui font irruption dans la conscience des hommes parce qu'ils constituent des facteurs de dégradation de la qualité de leur vie ;

- enfin, et d'une manière générale, l'affirmation toujours renouvelée que l'activité économique peut facilement être dissociée des activités sociales, et qu'elle doit donc l'être dans la Comptabilité Nationale. Ainsi donc, tant que l'activité sociale n'entre pas dans les schémas du modèle marchand qui se veut universel, il n'en est tenu aucun compte (au sens propre, comme au sens figuré), et c'est dans ce seul cas que l'on admet la non-dissociation des deux sphères économique et sociale. La décision de dissociation consacre donc le passage du "monde traditionnel" de l'autosubsistance au "monde moderne" de la marchandise. Et l'argument de l'harmonisation réapparaît alors comme moule obligé de la production des statistiques sociales. Or, il apparaît -et c'est ce que nous nous efforcerons de montrer- que ce type de statistiques harmonisées ne peut absolument pas rendre compte des processus de reproduction des rapports marchands, processus qui varient en fonction des stades de la transition, et dont la connaissance est indispensable à la solution des problèmes fondamentaux que le développement capitaliste contribue à faire naître dans ces sociétés. Il apparaît ainsi clairement que le développement actuellement constaté des statistiques sociales dans les pays en voie de développement n'a pour objet que la seule connaissance des effets, non celle des causes, des phénomènes observés.

---

(1) Cf R. STONE (1975) : "Towards a System of Social and Demographic Statistics". ONU. 187 p.
La discussion sur l'adaptation est menée par l'économiste indien S. CHAKRAVARTY (documents non publiés).

On est donc loin d'une démarche réellement scientifique dans ces domaines, et l'inertie de la planification et de la comptabilité nationale s'explique bien en effet par la position-charnière qu'elles occupent entre la politique et le scientifique.

Cette absence de plasticité fait néanmoins problème. Nous essaierons d'y apporter un élément de réponse en présentant une analyse de ce qu'a pu être le rôle (ou un rôle ?) de la planification dans la période qui s'achève. Question d'autant plus cruciale que la planification -même si seulement indicative- est censée, en concentrant toutes les données disponibles à l'analyse d'une situation, orienter les décisions politiques. Si les politiques de développement -dans le secteur rural tout au moins- sont en voie de renouvellement, le vecteur de leur application, c'est-à-dire la planification (et la comptabilité nationale par voie de conséquence), doit s'adapter également.

Le problème se pose ainsi dans les termes suivants : le Plan, champ de concentration des données, n'a-t-il pas -par volonté consciente ou inconsciente- laissé de côté un certain type de données qui auraient rendu plus ardue son élaboration, mais qui seraient surtout entrées en contradiction avec le projet de déstructuration systématique, l'occultation statistique de ces données provenant de leur nécessaire occultation politique. Ainsi en est-il des données sociales, qui font l'objet de tant de sollicitude aujourd'hui, et qui ne furent (ne sont toujours) délibérément prises en compte qu'au seul niveau des projets particuliers, et encore fût-ce le plus souvent sous un aspect purement formel.

Enfin, on peut se demander si le plan a réellement, et si oui seulement, servi à orienter les décisions de politique de développement. En fin de compte, le Plan n'a-t-il pas servi de propagateur privilégié d'une certaine conception ou d'une certaine théorie du développement.

Toutes ces questions sont, bien entendu, intimement liées, et nous les examinerons ici plus particulièrement en étudiant pourquoi le planificateur ne prend pas en compte les données sociales.

LA NON PRISE EN COMPTE DES DONNEES SOCIALES PAR LE PLANIFICATEUR

Cette lacune -dont on ne peut dire qu'elle n'est qu'une simple omission- consiste à faire abstraction des caractéristiques d'une culture et d'une société pour leur appliquer des instruments d'analyse et de transformation sans aucun souci d'adaptation. Bien plus, nous pressentons que cette lacune est fonctionelle, en ce sens qu'elle a joué un rôle non négligeable dans les politiques de développement entreprises jusqu'à ce jour.

Une telle absence de prise en compte se fait sentir à trois niveaux. Et ce sont ces trois niveaux qui donnent un contenu au terme "données sociales" que nous avons adopté :

- d'une part, au niveau des techniques de planification où une remise en cause fondamentale de la référence implicite à l'"homo oeconomicus" n'a pas pu se frayer un chemin jusqu'à présent ;

- d'autre part, au niveau de la prévision et de l'appréhension des effets socio-culturels occasionnés par la poursuite des objectifs du Plan ;

- enfin, découlant du point précédent et introduisant à l'aspect normatif du Plan, au niveau de la définition des objectifs.

Ainsi, nous entendons par "données sociales" :

a) Une connaissance spécifique de la ou des sociétés permettant de passer de l'"homo oeconomicus occidentalis" à l'"homo oeconomicus traditus" (c'est-à-dire traditionnel) ou "transitus" (c'est-à-dire en transition). Il s'agit alors d'une analyse des comportements.

b) Une connaissance permettant d'analyser et éventuellement de prévoir les effets d'une politique globale et de projets particuliers sur des structures sociales déterminées, dans le but de prévenir et non pas seulement de corriger. Il s'agit ici d'une analyse des structures qui débouche sur :

c) Une axiomatique posant les objectifs sociaux comme prioritaires.

1- La référence implicite à l'"homo oeconomicus"

En ces temps de belle assurance et d'adoration du veau d'or (le mythe du développement) que sont les débuts des années 60, la confiance dans les instruments dont dispose le planificateur est très grande, et il ne peut être question d'atténuer la "pertinence" et l'efficacité de ces instruments en définissant des contraintes à leur utilisation. Du moins est-ce là l'attitude des usagers de la planification. L'optimisme du planificateur est, quant à lui, tempéré par la crainte d'une inadaptation de son outil à la saisie d'une société pour laquelle il n'a pas été conçu, particulièrement dans le secteur rural, ou encore dans le secteur "informel". Mais dans le climat de confiance régnant, il eut été malvenu de douter, d'autant plus que :

a) développement est alors -sauf exception- synonyme d'industrialisation, et dans ce domaine l'outil est censé être adapté ;

b) le secteur rural ne représente que 20 à 40 % des activités productives en comptabilité marchande, même s'il concerne 70 à 90 % de la population (1). Dans un tel système où les régles de comptabilisation sont fixées a priori, l'outil doit refléter les conditions du secteur principal, ou plutôt du secteur auquel on accorde un rôle déterminant et dominant : le secteur capitaliste marchand. En d'autres termes, la comptabilité marchande, appliquée sans transition aux formations sociales sous-développées, va dans le sens de la primauté du secteur capitaliste affirmée dans la théorie et dans la pratique du développement dualiste. Elle accorde en effet à ce secteur un poids plus grand que celui qui revient au secteur rural ou informel, lequel serait plus important sous d'autres points de vue (emploi, population par exemple).

Ce point vient donc conforter la problématique de l'industrialisation (Cf point a).

---

(1) A Madagascar, par exemple, l'agriculture représente 85 % des emplois, 81 % des exportations, mais seulement 40 % du PIB (chiffres cités par J. Latremolière : "Les contradictions de l'agriculture malgache" - Afrique Contemporaine, n° 79, mai-juin 1975, pp. 1 à 6).
Au Sénégal, ces chiffres sont de : 70 % pour les emplois, 70 % pour les exportations, et 35 % pour le PIB (d'après des données de la Banque Mondiale).

c) la théorie ambiante de la "modernisation" est alors celle des blocages : la société traditionnelle, objet de la transformation, n'est saisie a posteriori que sous forme de blocages ou d'obstacles socio-culturels. Mais des obstacles qui ne représentent pas des contraintes pour les stratèges du développement, puisque théorie, politique et projets se rejoignent pour proposer leur renversement ou leur contournement plutôt que leur prise en compte (c'est-à-dire leur "comptabilisation") en vue d'une redéfinition des orientations et des moyens mis en oeuvre.

Il est vrai que l'intégration des données sociales dans la stratégie et la planification du développement reviendrait à mettre en cause la rationalité de l'"homo oeconomicus" qui demeure, en dernière analyse, la poutre maîtresse de tout l'édifice. Ici encore, il nous semble qu'il s'agit d'une inadaptation fonctionnelle, le schéma de la rationalité marchande jouant le rôle d'une norme dont la rigidité a pu être déterminante (1).

Qu'est donc l'"homo oeconomicus" ?

---

(1) Il faut d'ailleurs remarquer que la soi-disant irrationalité des comportements n'est pas propre, semble-t-il, aux sociétés dont nous nous préoccupons ici. Ainsi par exemple la "fuite devant la monnaie" était, pensait-on, une constante du comportement du consommateur, en situation d'inflation. La situation française de 1975, qualifiée il est vrai de "stagflation", se caractérise à l'inverse par un gonflement de l'épargne. Et ce phénomène -l'épargne de précaution- peut s'expliquer tout aussi logiquement que la fuite devant la monnaie, nouvelle preuve que les rationalités sont déterminées par des structures, mais aussi par des conjonctures (au sens de conjonction d'évolutions structurelles), et qu'il est, dans bien des cas, aberrant de fonder des instruments de prévision et de décision sur des comportements admis, objectivités et universalisés abusivement.

Voir à ce propos l'article d'André Babeau : "Les mutations sociales et le comportement de l'épargnant". Revue Eurépargne. Juillet-Août 1975, reproduit dans Problèmes Economiques, n° 1435 du 13 août 1975, pp. 19-22.

Etre "désincarné", "hédoniste et calculateur", il concentre les comportements théoriques et les comportements observés statistiquement des deux personnages-clés de l'économie de marché : l'entrepreneur -ou plus généralement le producteur- et le consommateur, qui ne sont en réalité que des "personnalisations collectives de fonctions abstraites" selon l'excellente expression d'E. Levy (1).

- Comportements théoriques = ainsi en est-il de la théorie du consommateur en termes de courbes d'indifférence, ou du producteur cherchant à maximiser ses revenus.

- Comportements statistiques = élasticités-revenus, élasticités-prix de l'offre et de la demande, propension à consommer et à épargner, et, d'une manière générale, toute relation entre agrégats macro-économiques.

Que l'hédonisme, en tant que doctrine faisant de la recherche du plaisir le but de la vie, soit considéré comme une motivation universelle ne prête guère à conséquence dans la mesure où le plaisir est socialement relatif. Le bât ne se met à blesser que lorsque l'introduction de cette doctrine-concept en Economie Politique implique sa mesure. La chaîne simplificatrice qui en découle est alors la suivante : Plaisir = Besoins ; Besoins = Demande solvable ; Demande solvable = Revenus. Ainsi a-t-on "informalisé" et "irrationalisé" tout un secteur de l'activité économique dans lequel l'autosubsistance conserve une certaine importance et où, en conséquence, les deux derniers glissements conceptuels précédemment signalés (Besoins = Revenus) contribuent à tronquer la réalité et à empêcher la compréhension des mécanismes qui y sont à l'oeuvre. Dans de telles sociétés, que peut-on savoir en effet des comportements socio-économiques lorsque la comptabilité nationale ignore le phénomène d'autosubsistance ? Certes, le comptable national comprend bien qu'il y a là un problème et fait des estimations de l'autoconsommation, mais celle-ci apparaît la plupart du temps comme solde, c'est-à-dire comme différence entre valeur estimée de la production estimée et valeur commercialisée. En réalité, l'autosubsistance masque des phénomènes d'accumulation et d'endettement qui peuvent prendre -et prennent même très souvent- des formes non marchandes, échappant de ce fait à la comptabilisation classique.

---

(1) E. Levy : "Signification et perspectives de l'économie sociale". Revue Economique, vol. XXV, n° 4, Juillet 1974 (pp. 547-577). (N° spécial - Mélanges Jean Lhomme - Economie sociale).

Non seulement les comportements sont en partie masqués pour les raisons que nous venons d'énumérer rapidement, mais de plus la partie "visible" n'en est connue qu'à travers des enquêtes budget-consommation dont on sait :

- qu'elles présentent des marges d'erreur de 20 à 50 % (1) attribuables pour une part importante à l'inadéquation des concepts utilisés ;
- qu'elles ne donnent pas naissance à des séries statistiques suffisamment longues pour que l'on puisse en déduire des comportements ou des coefficients relativement stables et fiables entre agrégats macro-économiques.

Dans les pages qui suivent, nous allons examiner un certain nombre de ces irrationalités qui découlent de cette simplification abusive et qui ont rendu inopérants certains modèles de décision utilisés. Elles concernent :

- la relation salaire - offre de travail ;
- la relation prix - production agricole ;
- la relation épargne - degré d'inégalité dans la distribution du revenu.

Ces trois relations tournent autour des trois grands thèmes des politiques de développement : la production, l'emploi et la formation de capital. Il peut sembler que les pays francophones n'ont guère utilisé les manipulations de prix comme instrument des politiques de développement rural (en dehors, bien sûr, du "libre jeu du marché" durant la période coloniale). Cependant, il convient d'admettre qu'avec la constitution des caisses de stabilisation des cours des produits de base, la fixation des prix à un niveau déterminé a bel et bien constitué une politique des prix. Mais il reste vrai que ce sont les pays de la sphère d'influence anglo-saxonne qui ont le plus souvent usé de ce genre de manipulation. De même, la Banque Mondiale assortit ses prêts pour le développement rural de "recommandations" concernant les prix des facteurs et les prix des produits.

---

(1) Cf la thèse de Ph. D. Statistics de Christopher Scott (1970) : "The Methodology of Household Budget Surveys in Africa". University of Ghana Legon, dactylo ; et notre commentaire en Annexe 2 : "Méthodologie statistique et démarche sociologique".

L'importance des politiques de prix, de salaires et de redistribution des revenus ne peut donc être niée, même lorsque le Plan n'est qu'une réunion de projets comme c'est souvent le cas en Afrique francophone.

Actuellement, l'importance des remaniements apportés aux termes de l'échange entre produits à l'intérieur du secteur rural, et entre secteurs rural et urbain, dans le cadre des projets Banque Mondiale notamment, amène à poser la question de la maîtrise de ces trois relations que nous avons privilégiées.

Or, en ces matières, il semble que l'on soit passé de la thèse de l'irrationalité selon laquelle les réactions sont de caractère a-typique, à la thèse de la rationalité généralisée = les réactions aux variations de prix et de salaires sont censées être positives. En contrepoint cependant, le volume de l'épargne dont dépend le taux de croissance du PNB n'est plus lié au degré d'inégalité des revenus. Est-ce à dire que les "mentalités" ont changé sous la pression de l'évolution sociale, ou bien que la connaissance scientifique que l'on en a s'est améliorée ? En réalité, ces deux explications sont le produit des politiques de développement et il s'agira pour nous de montrer la cohérence de ces changements d'optique.

Notre propos consistera à montrer que les instruments d'analyse et de planification ne peuvent en aucun cas être globaux ni résulter d'une théorie générale, mais doivent au contraire tenir étroitement compte des situations historiques, sociales et régionales. Nous essaierons ainsi de montrer qu'il est nécessaire de désagréger les instruments d'analyse du comportement du producteur-consommateur, en fonction du stade de transition atteint par la société sous revue (1).

1.1. La relation salaire - offre de travail

En théorie économique classique l'offre de travail varie dans le même sens que le taux de salaire. Cette théorie sert de fondement aux politiques salariales visant au plein emploi. Or, un certain nombre d'études (2) ont montré que le salariat industriel africain se caractérise

---

(1) Les stades de la transition ont été exposés au chapitre I : "De l'ostentation à l'accumulation ...".

(2) Notamment des études concernant l'Afrique du Sud où le processus d'industrialisation est déjà ancien. P.C.W. Gutkind y fait allusion dans son article : "Les Africains et l'emploi salarié urbain". Revue Internationale du Travail, vol. 97, n° 2, Février 1968 (pp. 145-182).

souvent par des réactions inverses : l'offre diminue lorsque le salaire s'accroît. De telles observations ont évidemment tendu à accréditer le mythe de l'irrationalité du travailleur africain bien que, tout aussi évidemment, l'explication sociologique en soit simple et permette à J. Austruy (1) de parler de la "rationalité des effets pervers". Les besoins, dont la satisfaction ne peut passer par la médiation de la monnaie, sont créés par la pénétration du capitalisme mais restent limités et étroitement circonscrits dans une sphère particulière de la vie sociale. Au niveau macro-économique (ou macro-social), l'offre de travail est donc déterminée par la société (ou par les unités différenciées qui la constituent, dans une phase ultérieure de l'évolution) en fonction des besoins perçus comme nécessaires d'une part, des possibilités de gain d'autre part. Une fois ces besoins satisfaits, le travail salarié devient alors une activité purement "gratuite". Il n'a donc plus de raison de subsister, du moins tant que les besoins monétaires n'ont pas pris leur essor de manière autonome.

Ainsi le caractère "a-typique" de la courbe d'offre de travail se trouve lié à une instabilité permanente de la main-d'oeuvre. Les Anglo-saxons ont d'ailleurs un qualificatif particulier pour définir ce genre de salariat temporaire : ils parlent de "target workers", c'est-à-dire de travailleurs qui cherchent et gardent un emploi pour atteindre un certain objectif (social ou individuel), et qui abandonnent cet emploi lorsque leur objectif est atteint (2).

Or, les solutions apportées à ces problèmes de salaires et d'emploi restent totalement incompréhensibles si l'on ne prend pas en compte les phases de la transition au capitalisme des sociétés rurales du Tiers Monde. L'évolution contradictoire des politiques de main-d'oeuvre, puis de

---

(1) J. Austruy (1965) : "Le scandale du développement". Ed. Rivière. 535 p. biblio. (Cf notamment pp. 153-161).

(2) Voir à ce propos : Walter Elkan : "Migration circulaire et développement des villes en Afrique orientale". Revue Internationale du Travail, vol. 96, n° 6, Décembre 1967, pp. 643-652.
Cet article est reproduit dans un excellent recueil d'articles : Richard Jolly, Emmanuel de Kadt, Hans Singer and Fiona Wilson, editors (1973) : "Third World Employment - Problems and Strategy". Penguin Economic Readings. 448 p. (Cf pp. 106-114).

salaire et d'emploi, est l'une des faces (1) du procès de libération de la force de travail, caractéristique du développement du capitalisme. Cette évolution contradictoire est bien résumée par Hans Singer et Richard Jolly, dans des remarques synthétiques sur le Programme Mondial de l'Emploi :

> "Une des raisons pour lesquelles le problème de l'emploi est devenu beaucoup plus aigu ces dernières années (ou en a donné l'impression) est que les liens traditionnellement solides entre la campagne et la population urbaine commencent à s'affaiblir. Au début, le système d'emploi se caractérisait par l'existence d'une rotation de la main-d'oeuvre généralement forte dans les occupations urbaines, du fait que les travailleurs d'un âge moyen, et même les plus jeunes, retournaient dans leur village après avoir travaillé pendant un certain temps en ville, ce qui créait de nombreux postes vacants pour les nouveaux venus sur le marché de l'emploi. Afin d'inciter les travailleurs à rester dans les villes avec un emploi régulier, on prit l'habitude d'y payer des salaires élevés par rapport aux revenus ruraux. Les circonstances s'étant modifiées par la suite, cette politique des hauts salaires urbains a abouti à une distorsion des prix des facteurs et introduit un dualisme et des inégalités dans la structure de l'économie. En fait, les rémunérations élevées allouées dans les villes n'ont que trop bien réussi à réduire le va-et-vient de la main-d'oeuvre en l'absence d'une élévation correspondante des revenus ruraux ; elles ont attiré beaucoup plus de jeunes demandeurs d'emploi que ne le justifiait le nombre limité des postes vacants ; ajoutons qu'elles ont été aussi le résultat de la prédominance des techniques à forte intensité capitalistique dans le secteur urbain moderne, prédominance qui

---

(1) L'autre face étant la politique des prix et de la production dans le domaine de l'agriculture commerciale, que nous examinerons en 1.2 infra. Nous ne pouvons aborder ici l'analyse de l'ensemble du procès de libération de la force de travail. Nous articulerons les deux aspects de ce procès lorsque nous aborderons les projets de développement rural (en 3.2) pour lesquels il est possible de mettre en parallèle les résultats objectifs idéologiques qui leur correspondent. Il y a -c'est une évidence- une détermination des projets et politiques de développement rural par la philosophie et le modèle global de développement (de domination) qui sert de référence. Mais c'est une évidence qui, pour n'avoir pas été explicitée et poussée dans ses retranchements les plus extrêmes, a donné naissance à des critiques soi-disant radicales et qui pourtant laissent échapper l'essentiel.

permettait également de les maintenir. En conséquence, on a assisté à la croissance d'un secteur urbain "traditionnel", qui représente la réaction de la société cherchant à concilier l'existence d'un nombre limité d'emplois dans le secteur urbain moderne avec l'accroissement de l'effectif des personnes en quête de travail et l'insuffisance des revenus ruraux" (1).

Ce texte mérite une exégèse approfondie car il fait apparaître tous les problèmes auxquels se sont heurtées les politiques de salaire et d'emploi, et toutes les contradictions qu'elles ont soulevées depuis les temps coloniaux.

L'instabilité est de règle lorsque le colonisateur recrute de la main-d'oeuvre dans le cadre du travail forcé et du système des prestations. Cela peut sembler contradictoire en raison de l'antinomie entre coercition et instabilité. Mais c'est dans la fuite pure et simple que se traduit alors l'instabilité. Et la chasse aux récalcitrants -à défaut d'autres incitations du marché- occupa une bonne part de l'énergie déployée par les administrateurs, ainsi qu'en attestent leurs rapports annuels.

Lorsque, enfin, la contrainte du marché (c'est-à-dire la généralisation du processus d'endettement à travers le cycle soudure-usure) prend le relais de la contrainte politique, l'instabilité persiste néanmoins car le niveau d'activité individuelle reste proportionnel au degré d'endettement. Et il en est ainsi tant que n'est pas atteinte la phase de dissolution qui caractérise le processus de transition parvenu à son terme. Même alors, l'instabilité de la main-d'oeuvre n'a pas présenté que des inconvénients. Et seuls les théoriciens et les idéologues ont déploré ce "phénomène irrationnel". Car, en fin de compte, la "rotation" de la main-d'oeuvre, marque d'une divisibilité des emplois et d'une saisonnalité du sous-emploi rural, permettait le plein-emploi relatif de cette main-d'oeuvre essentiellement temporaire. Sur un plan politique national, elle assurait une bonne gestion

---

(1) Hans Singer et Richard Jolly : "Le chômage dans un cadre africain. Les leçons d'une mission pour la stratégie de l'emploi au Kenya". Revue Internationale du Travail, vol. 107, n° 2, Février 1973 (pp. 109-123). Citation p. 111. Cet article est une présentation synthétique de l'ouvrage du BIT (1972) : "Employment, Incomes and Equality - A Strategy for Increasing Productive Employment in Kenya". BIT. Genève. 600 p.

de la pénurie, c'est-à-dire la répartition d'un faible volume d'emploi entre le plus grand nombre possible de demandeurs. Sur le plan micro-économique, cette instabilité -à la fois cause et conséquence de taux de salaire relativement bas- assurait à l'employeur la possibilité de ne pas avoir à renouveler (à reproduire) la force de travail qu'il achetait. D'où les analyses du secteur rural traditionnel comme facteur de "sécurité sociale" (1).

C'est donc au seul plan idéologique qu'un tel effet est considéré comme "pervers". Sur les plans micro et macro-économique, l'instabilité déplorée est bien fonctionnelle. La question est de savoir pourquoi et comment cette inadaptation entre idéologie (y compris les techniques de planification) et pratique réelle est aussi fonctionnelle.

La "perversité idéologique" est cependant à sens unique : la diminution de l'offre de travail lorsque le salaire augmente est une preuve d'irrationalité. Mais si l'on suit la courbe en sens inverse, la proposition devient alors : si le salaire diminue, l'offre de travail augmente. Et c'est cette perversité là -non dénoncée- qui s'est avérée particulièrement fonctionnelle. Ignorée par les planificateurs et théoriciens chargés de mettre en oeuvre une idéologie de la rationalité, elle fut mise en constante pratique par les pouvoirs politiques et les intérêts économiques. Comment a pu être effectué en sens inverse ce parcours de la courbe d'offre de travail dont on se rend compte qu'il est le processus même de libération de la main-d'oeuvre auquel nous avons fait allusion plus haut ?

La baisse du taux de salaire n'a pu intervenir qu'en termes réels, bien entendu, c'est-à-dire par une augmentation des prix plus rapide que celle des salaires minimaux. Ce phénomène tout à fait classique a été amplifié par un accroissement de plus en plus rapide des besoins que l'obtention d'un salaire a pour objet de satisfaire. Les modalités de cette accélération de la croissance des besoins étant bien entendu beaucoup moins classiques puisqu'elles ont consisté principalement à briser la sphère de l'autosubsistance. Une telle situation ne peut exister que si les besoins à satisfaire par la médiation de l'argent sont incompressibles et même en constante augmentation, autrement dit s'il s'agit de besoins vitaux ou considérés, ou imposés, comme tels :

---

(1) Ainsi en allait-il pour les scieurs de long de la région de Tananarive, petits paysans qui offraient leur force de travail à des taux très bas durant la morte saison des travaux agricoles, et qui devaient prendre un repos de plusieurs semaines après leur retour. Réalité toujours actuelle, à propos de laquelle ces travailleurs disent, selon leur propre expression, "vendre leur force", terme qui signifie aussi la vie.

- besoins physiologiques : la demande de produits vivriers s'accroît de plus en plus rapidement sous la poussée démographique qui favorise une répartition du produit de plus en plus inégalitaire. L'éclatement de la sphère d'autosubsistance, qui se traduit par une aggravation et une généralisation du cycle soudure-usure, est alors provoqué et accéléré par les dites "politiques de développement" ;

- besoins socialement nécessaires = les luttes pour le pouvoir qu'instaure la pénétration du système marchand entraînent une inflation des "circuits cérémoniels" traditionnels et des consommations ostentatoires modernes ;

- besoins politiquement nécessaires = les divers impôts, les redevances de tous ordres, expression de la coercition du pouvoir politique, viennent aggraver le cycle soudure-usure lequel, nous venons de le voir, accroît la demande de monnaie destinée à satisfaire les besoins physiques.

La divergence croissante du binôme : pouvoir d'achat-besoins nécessaires, la dégradation des termes de l'échange entre villes et campagnes, le tarissement progressif des possibilités d'emploi à l'intérieur même de l'agriculture (métayage et salariat n'intervenant plus comme facteurs limitants du salariat extra-agricole) sont les facteurs qui déterminent en fin de compte un accroissement considérable de l'offre de travail parallèlement à une stabilisation de la main-d'oeuvre.

Le salariat industriel urbain s'est donc constitué et stabilisé dans un cadre de sous-emploi chronique et structurel et "l'armée industrielle de réserve" a ainsi joué le rôle de pression qui lui est assigné par le système. Les "target workers" n'ont plus leur place. Semi-prolétaires en sursis que la concurrence du prolétariat urbain détourne temporairement de la ville, ils sont rejetés vers les emplois temporaires et saisonniers. Leur instabilité est ainsi structurelle et fonctionnelle. Il suffit d'opérer une variation simultanée et immédiate de l'importance de la tâche et de sa rémunération pour accroître l'offre de travail (1) (2).

---

(1) Il est symptômatique et significatif de remarquer que le travail à la tâche a souvent été considéré par les employeurs ou techniciens comme particulièrement adapté à la "mentalité indigène".

(2) Le développement qui précède n'est admissible que si l'on tient compte d'une certaine étanchéité entre les marchés de l'emploi temporaire et de "l'emploi permanent". L'acceptation d'un travail temporaire affecte en effet la probabilité de trouver un emploi permanent

Pour nous résumer et reprendre notre fil conducteur, disons que notre propos s'apparente -mutatis mutandis- à la théorie du "revenu permanent" de Milton Friedman. Les salariés règlent leur comportement en fonction d'un niveau déterminé de leurs besoins et de la progression qu'il en prévoient. En phase de neutralisation, ce niveau est déterminé directement par le mode de production dominant (impôts, rachat des prestations de travail, etc.) : il est complètement indépendant du mode de production dominé. Dès la phase de l'absorption, la détermination directe du niveau des besoins devient indépendante du mode de production capitaliste. Alors toute augmentation du salaire réel plus rapide que la croissance des besoins se traduit, non pas par une épargne des gains excédentaires comme c'est le cas dans un système purement capitaliste, mais bien par une épargne (au sens propre) de travail (1). Inversement, une croissance du taux de salaire moins rapide que celle des besoins pousse les individus à puiser dans leur épargne-travail. En phase de dissolution enfin, le mode de production capitaliste redevient économiquement dominant et déterminant = l'individualisme et l'inflation provoquée par les luttes pour le pouvoir placent la courbe de progression des besoins, devenus individuels, nettement au-dessus de la courbe de progression des salaires. L'excédent du revenu sur les besoins physiologiquement et politiquement nécessaires est alors épongé, non par l'épargne, mais par l'ostentation. Celle-ci fait naître les besoins "socialement nécessaires". Sa fonction de dissolution des rapports sociaux traditionnels est ainsi institutionnalisée car elle place de manière durable et décisive les besoins au-dessus des revenus. La pompe de l'activité marchande "rationnelle" se trouve ainsi amorcée.

Ainsi toute l'histoire du cheminement du capitalisme dans les modes de production qu'il domine se reflète parfaitement dans ce chevauchement des revenus et des besoins, dans l'intersection de leurs courbes représentatives qui tâtonnent jusqu'à trouver les rails de la dissolution (2).

---

(1) Il en va strictement de même en ce qui concerne le revenu agricole tiré des cultures commerciales, que nous avons appelé quasi-salaire. Cf infra.

(2) Nous voyons ici apparaître plusieurs indicateurs liés de la transition : niveaux nominal et réel des salaires et des quasi-salaires, niveau des besoins, volume de la main-d'oeuvre et de l'exode rural, niveaux relatifs de ces indicateurs.

Lorsqu'un auteur comme Elkan écrit :

"L'idée que les Africains n'ont que des besoins limités a peut-être été exacte à une époque, mais de nos jours, elle n'est étayée pratiquement par aucun fait. La plupart des indices recueillis montrent que la courbe d'activité est normale. Ainsi les petits exploitants ont réagi d'une manière positive devant l'accroissement des possibilités de gain dans l'agriculture, et là où l'offre de main-d'oeuvre dans l'industrie a fait l'objet d'une analyse approfondie, celle-ci a fait apparaître l'existence d'un rapport normal et positif. La notion selon laquelle la courbe d'activité fléchit rapidement a été largement réfutée par les chercheurs qui ont pris le temps de procéder à une étude minutieuse" (1),

il oublie que l'histoire n'appartient pas seulement au passé, mais continue à exister dans le présent, c'est-à-dire dans l'espace constitué par des sociétés qui ont subi un impact différentiel de la part du capitalisme et en sont donc à des niveaux très divers d'intégration (2). Dans la phase actuelle d'extension géographique du capitalisme, les trois stades de transition peuvent coexister au sein d'une même formation sociale, objet d'une "politique de développement". Cette politique adaptée à la finalité du mode de production capitaliste ne peut que constituer une vision partielle des choses, et la planification d'une telle politique ne peut prétendre appréhender et maîtriser le processus anarchique et cependant déterministe de la déstructuration.

---

(1) L'auteur (art. cit. p. 650) cite à ce propos :
Elliot J. Berg : "Backward-sloping Labour Supply Functions in Dual Economies : The Africa Case". Quaterly Journal of Economics (Cambridge, Massachussetts), vol. LXXV, n° 3, Août 1961, pp. 468-492.
S. Daniel Neumark : "Economic Development and Economic Incentives". South African Journal of Economics (Johannesburg), vol. 26, n° 1, Mars 1958, pp. 55-63.

(2) Si la "neutralisation" a partout été mise en oeuvre par la généralisation de l'impôt, l'impact du capitalisme fut particulièrement lourd et efficace dans des régions qui peuvent être caractérisées avec précision par leur "dotation favorable en facteurs" = terre et eau se prêtant à des investissements hydrauliques lourds dont la rentabilité est assurée par l'emploi d'une main-d'oeuvre migrante qui fait souche. Dans les régions moins favorisées la dissolution est beaucoup moins avancée.

C'est pourquoi, à une heure où l'explosion du chômage et de l'inégalité amène les experts (en idéologie ?) à se poser les graves questions de l'emploi et de la redistribution des revenus, on peut craindre que les "groupes-cibles" que prétend viser la nouvelle politique de la Banque Mondiale -les paysans les plus "défavorisés"- ne soient en réalité que des modes de production encore faiblement intégrés au capitalisme (stades de la neutralisation et de l'absorption), et non pas les couches prolétarisées ou en voie de prolétarisation des modes de production en dissolution. Dans une telle hypothèse, il ne s'agirait donc que d'un élargissement du processus de libération de la main-d'oeuvre. Celui-ci ne se comprend que si sont effectivement mises en place les conditions d'une industrialisation dans le cadre d'une nouvelle division internationale du travail (1). La force de travail requise par certains de ces secteurs industriels peut parfaitement correspondre aux caractéristiques d'une main-d'oeuvre issue de sociétés faiblement avancées dans le processus de transition. L'instabilité, synonyme d'une reproduction à la charge de la société traditionnelle, synonyme donc de taux de salaire extrêmement bas (2), n'est pas un inconvénient lorsqu'il s'agit d'emplois non qualifiés ou saisonniers (cas notamment du secteur agro-alimentaire).

Parallèlement au marché du travail temporaire, se fait donc sentir la nécessité d'un marché du travail "instable", où le coût de la main-d'oeuvre serait plus faible. La stabilisation que l'on attribue à l'élévation relative des salaires urbains n'est en réalité que le résultat de la dissolution des rapports sociaux traditionnels et de l'accroissement corrélatif des besoins. Structurellement, cette stabilisation correspond à un besoin : la persistance de l'instabilité aurait aggravé les coûts de formation d'une main-d'oeuvre de plus en plus qualifiée. Mais, de manière contradictoire, cette même stabilisation peut être considérée comme un frein à l'approfondissement du processus d'accumulation. La "distorsion des prix des facteurs" à laquelle font allusion Singer et Jolly (3), et M.P. Todaro (4) pour la déplorer est le signe d'une nécessaire déstabilisation du volant

---

(1) Analyse que font des auteurs comme Samir Amin et Christian Palloix, par exemple. Sur le thème ici développé, on se reportera à l'Annexe 3.

(2) Le système fréquent des "zones de salaire" correspond généralement à une classification (régionale) des sociétés sur l'échelle de la transition.

(3) Hans Singer et Richard Jolly : art. cit. p. 111.

(4) On trouvera en Annexe 4 un commentaire de l'article de Michael P. Todaro "L'exode rural en Afrique et ses rapports avec l'emploi et les revenus" Revue Internationale du Travail, vol. 104, n° 5, Novembre 1971 (pp. 427-451), et dont des extraits ont été publiés dans "Third World Employment - Problems and Strategy", op. cit.

de main-d'oeuvre, signe précurseur d'une ponction nécessaire dans la réserve de main-d'oeuvre constituée par les modes de production non encore entrés dans la phase de dissolution. Ces modes de production "antérieurs" se voient mis à contribution pour assurer le renouvellement de la force de travail, fonction qui leur était traditionnellement dévolue mais que la stabilisation par "normalisation de la courbe d'activité" avait transférée au secteur urbain informel.

Comme l'explique bien le rapport sur l'emploi au Kenya cité plus haut, cette stabilisation a été obtenue au prix d'un gonflement démesuré de "l'armée industrielle de réserve" à la périphérie des centres urbains, armée devenue permanente, "stabilisée". Le haut niveau relatif des salaires urbains par rapport aux revenus des ruraux, dont le niveau de vie avait tendance à baisser corrélativement, a donc tendu à opérer un transfert du rôle de sécurité sociale du secteur rural vers le secteur urbain, et le processus de prolétarisation et de marginalisation s'en est ainsi trouvé aggravé et accéléré. Jouant le rôle d'initiateur à la vie urbaine, de caisse de chômage et d'office de placement (1), l'heureux titulaire d'un emploi salarié voyait affluer vers lui nombre de membres de sa "famille élargie" que le secteur rural traditionnel ne pouvait plus prendre en charge (2). Ainsi, toutes les belles théories moralisatrices sur le parasitisme familial -théories que l'on voyait répandues dans le moindre manuel à une époque qui n'est pas tellement éloignée- se voient remises à leur juste place. Tant que le seul secteur rural traditionnel assurait la fonction de sécurité sociale, il n'y avait pas de parasitisme. Ce dernier concept ne fait son apparition dans la littérature sur le sous-développement qu'à partir du moment où la détérioration des termes de l'échange entre villes et campagnes rend la société rurale

---

(1) Cela explique d'ailleurs le profil ethnique de certains secteurs d'activité.

(2) P.C.W. Gutkind a admirablement décrit ce phénomène dans "The Energy of Despair : Social Organization of the Unemployed in Two African Cities, Lagos and Nairobi ; Preliminary Account". Civilizations, vol. 17, 1967, pp. 380-405, et dans "The Poor in Urban Africa : A Prologue to Modernization, Conflict and the Unfinished Revolution", in "Power, Poverty and Urban Policy, vol. 2, Urban Affairs, Sage Publications, Inc, 1968, pp. 370-392. Des extraits de ces deux articles ont été publiés dans "Third World Employment", op. cit., pp. 124-133.

incapable d'assurer sa propre reproduction et l'amène à se décharger de ce fardeau sur ceux de ses membres qui bénéficient d'emplois salariés. C'est alors seulement qu'on s'en prend au parasitisme familial -pourvoyeur de bidonvilles et d'agitation sociale (1)- dont le plus grave défaut est de rendre pervers et irrationnel (ou plutôt d'empêcher que ne devienne rationnel) le comportement de l'individu au détriment duquel il s'exerce = la maximisation du revenu ne peut devenir motivation, la propension à épargner est annihilée, etc. Une fois de plus il est nécessaire d'admettre que de tels comportements pervers, de tels "blocages socio-culturels" ne sont que des réactions à l'instauration de nouveaux rapports sociaux de type capitaliste.

Toute l'histoire de la pénétration de la marchandise et du marché est ainsi l'histoire de la mise en oeuvre de stimulants aux effets infimes ou démesurés, pervers ou hypernormaux, en tout cas non maîtrisés. La présentation idéologique de cette histoire oscille entre une dénonciation de l'irrationalité des travailleurs et des déclarations d'aide aux plus défavorisés. Alors que la réalité ainsi recouverte passe de la dissolution des rapports sociaux traditionnels à la nécessité d'une intégration des modes de production non encore dissous, pour les besoins de l'accumulation périphérique, pour les besoins finalement de l'accumulation au centre.

Le processus d'extension et de développement des cultures marchandes destinées à l'exportation ne dément pas ces propositions.

1.2. La relation prix - production agricole

Cette relation a bien des caractéristiques communes avec la relation salaire - offre de travail, par l'intermédiaire du revenu. Le revenu tiré de la production marchande peut en effet être considéré comme le "quasi-salaire" du paysan, et à ce titre se situe fondamentalement sur le même plan que le salaire industriel urbain (2). L'argumentation suit donc les mêmes développements que pour la relation salaire - offre de travail.

---

(1) Dans la mesure où la main-d'oeuvre ainsi libérée l'est dans une proportion bien supérieure à la capacité d'absorption du secteur capitaliste urbain, dépassant même le niveau nécessaire requis pour faire pression sur le taux de salaire.

(2) Pour une définition et un approfondissement du concept de "quasi-salaire" on se reportera à J. Charmes : "Les blocages socio-culturels au développement en tant que manifestations de rapports de domination". Mondes en développement, n° 24, 1978, pp. 877-908.

On peut trouver une application extrême de ce principe en remontant aux origines mêmes de la pénétration de la marchandise dans les sociétés auxquelles nous nous référons. Sous la colonisation, lorsque le niveau des besoins monétaires est strictement déterminé par le montant de la redevance fiscale, l'acquittement de l'impôt est obtenu soit par la prestation en travail, soit par une culture commerciale. Dans les deux cas l'activité est limitée au strict minimum ; et en ce qui concerne les cultures commerciales, ce système aboutit à l'institution du "champ réservé à l'impôt", représentation spatiale de l'assiette fiscale et du taux d'imposition tout à la fois. Dans ces conditions, toute élévation du niveau de l'activité commerciale passe par une modification du rapport entre le prix payé au producteur et le montant de l'impôt de capitation. Le prix au producteur étant maintenu à son niveau le plus bas par le circuit de traite (1), c'est principalement l'impôt qui constitue l'instrument de la politique économique coloniale, comme l'écrit bien Galliéni, ainsi que tous les administrateurs coloniaux de l'époque. C'est d'ailleurs un instrument d'autant plus efficace que le prix à la production, nivelé au plus bas par le circuit de traite, réagit en baisse à toute augmentation de l'impôt et donc amplifie l'accroissement de la production (2). Tout comme dans le cas du salaire, la courbe prix-production se parcourt donc en sens inverse.

Mais s'il en est bien ainsi au stade de la pénétration de la marchandise que nous avons appelé stade de la "neutralisation" (3), qu'en est-il aux stades ultérieurs ?

Tant que les besoins n'ont pas pris un essor autonome, tant qu'on n'en est pas arrivé au stade de la dissolution, le principe de l'extension des cultures commerciales reste la baisse de la rémunération réelle du producteur.

---

(1) Par "circuit de traite" nous entendons toute l'infrastructure commerciale de brousse (généralement entre les mains d'étrangers : Indiens et Chinois à Madagascar, Libano-Syriens en Afrique de l'Ouest) inféodés aux grandes compagnies commerciales. Les grandes compagnies font l'avance de produits manufacturés divers à ces petits commerçants dont toute l'activité consiste à les échanger au meilleur taux (et généralement grâce à des pratiques usuraires) contre les produits de l'agriculture paysanne.

(2) En simplifiant à l'extrême, on a : Production x Prix à la production = Impôt.

(3) Cf introduction supra, et le chapitre I : "De l'ostentation à l'accumulation ...".

Ce principe disparaît lorsqu'est atteint le stade de la dissolution, bien qu'il n'y ait aucune contradiction formelle entre croissance autonome des besoins et diminution de la rémunération réelle. Mais l'apparition d'une rationalité marchande détournerait les producteurs d'activités faiblement rémunératrices. Le circuit de la traite est alors apparemment "court-circuité" par les caisses de stabilisation et permet l'émergence d'une petite bourgeoisie rurale, à l'intérieur de certaines limites et sous certaines conditions.

Il existe cependant des exceptions notables à cette évolution. Le cas de la société Sakalava du Menabe à Madagascar, analysé par E. Fauroux (1) en est un exemple. Les Sakalava se sont trouvés projetés sans transition dans l'économie marchande (au stade de l'absorption). La production directe était en effet le fait d'immigrants Betsiléo à l'égard desquels les Sakalava avaient instauré "quasi-naturellement" une rente foncière. L'extension des cultures commerciales réagit alors positivement aux incitations de prix. Lorsque la chute des cours entraîna automatiquement la chute de la rente foncière, les Sakalava étaient mûrs pour entreprendre directement une nouvelle culture commerciale et répondre positivement aux incitations de prix.

Mais d'une manière générale, et quoiqu'on en dise aujourd'hui, on ne constate pas une élasticité-prix positive ("rationnelle") de la production qui serait généralisable à toutes les économies agricoles du Tiers Monde. Cela est vrai pour les cultures d'exportation qui, dans leur totalité ou quasi-totalité, parviennent sur le marché. Cela est vrai a fortiori pour les cultures vivrières (2) : ces cultures qui constituent la base de l'alimentation de la paysannerie n'ont en effet aucune raison naturelle de transiter par le marché, puisque le producteur est aussi le consommateur de ses produits.

---

(1) Cf Emmanuel Fauroux : "La formation sociale Sakalava dans les rapports marchands ou l'histoire d'une articulation ratée". Thèse d'Economie. ORSTOM - Paris - 1975.
Et notre commentaire en Annexe 5 : "Prix, production et déstructuration", le cas de la Société Sakalava du Menabe entre 1912 et 1943.

(2) On pourra se reporter à un passage de Gunnar Myrdal, extrait de : "Le défi du monde pauvre. Un programme de lutte sur le plan mondial". Gallimard. 1971. 466 p. (pp. 127 à 129), que nous avons reproduit en Annexe 6.

Cependant une partie de la production vivrière doit être distraite de l'autoconsommation pour satisfaire les besoins des villes. La rapidité de la croissance urbaine en pays sous-développés implique également que cette ponction s'accélère. A l'évidence le raisonnement est ici circulaire, puisque la croissance urbaine est le fruit de la prolétarisation rapide de la paysannerie, et cette prolétarisation a ses causes dans le processus de ponction (1).

C'est un tel processus que nous avons analysé à travers le concept de "quasi-salariat". Si le paysan quasi-salarié commercialise une partie de plus en plus grande de sa production, c'est principalement en raison de l'état d'endettement dans lequel il est maintenu par des pratiques usuraires permanentes et omniprésentes. Lorsque le niveau d'endettement reste à l'intérieur des capacités productives du débiteur, alors le maintien du niveau d'autoconsommation débouche sur une extension des cultures commerciales. Etant donné le caractère cumulatif de l'endettement, le développement des cultures commerciales ne peut constituer une alternative à la prolétarisation que si le prix de commercialisation payé au producteur s'accroît quelque peu, c'est-à-dire si la comptabilisation marchande laisse apparaître l'illusion d'un possible développement des capacités productives. En phase de dissolution, la politique des prix dépend donc également de l'objectif poursuivi en priorité : la fourniture de produits primaires ou la libération de la force de travail. Finalement, l'élasticité-prix de la production vivrière commercialisée (et en définitive de la production agricole globale) recouvre la détermination première de l'élasticité-endettement de cette même production.

Dans le cas d'une élasticité-endettement faiblement positive ou nulle, caractéristique du stade de la simple neutralisation, ou même de l'absorption, c'est-à-dire d'un stade peu avancé de pénétration de la marchandise, l'élasticité-prix peut être négative en raison de la fixité du revenu recherché. La tendance à laisser s'accumuler la dette est d'autant plus accentuée que les prix à la production pratiqués par le circuit de traite sont plus bas. Et cette pratique a d'autant plus tendance à s'instaurer que les effets cumulatifs de l'endettement sont encore faibles. Les

---

(1) Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet. En tout état de cause, une preuve en est la recherche actuelle de solutions au problème du chômage urbain, dans le milieu rural même (Cf M.P. Todaro, art. cit. Annexe 4).

bases d'une accumulation primitive se mettent donc en place par amorçage d'une pompe qui permettra la captation du surproduit agricole.

L'élasticité-endettement est donc en réalité une élasticité par rapport aux besoins monétaires : ce sont ces besoins, dont la satisfaction passe à un moment donné et pour des raisons déterminées par l'endettement, qui se dissolvent en phase finale (dite précisément phase de dissolution) dans le seul endettement.

Dans la période actuelle les mécanismes du marché ne sont plus laissés à leur libre jeu, pas même au jeu du circuit de traite (1). Des caisses de stabilisation des cours, monopoles de commercialisation, viennent atténuer les fluctuations des prix mondiaux, assurant ainsi aux producteurs agricoles des revenus monétaires quasiment fixes, mais des revenus réels en baisse du fait de l'augmentation des prix des produits manufacturés qui entrent de plus en plus nombreux dans les besoins suscités chez les paysans.

Dans ce cadre typique de "quasi-salariat", l'accroissement continu des prix des produits manufacturés, devenus partie intégrante des besoins nécessaires (notamment les inputs de l'activité agricole : engrais, semences, insecticides, petit matériel, etc., vulgarisés par les opérations de développement rural) joue le rôle autrefois attribué à l'impôt : accroître la production agricole commercialisée des paysans.

Néanmoins, là encore, une diminution régulière du quasi-salaire réel, c'est-à-dire en fin de compte un accroissement de l'extorsion du surplus, peut déboucher sur un blocage et faire échouer le procès d'articulation. Il est en effet certain que si les ciseaux besoins-revenus s'ouvrent de plus en plus (augmentation des besoins et diminution des revenus réels), l'autonomie des besoins, acquise en phase de dissolution, peut se trouver brisée et l'activité agricole commerciale se replier sur l'autosubsistance (à condition qu'il n'y ait pas de pression démographique naturelle). Ainsi, on peut penser que la diminution régulière de la production arachidière au

---

(1) Celui-ci n'a d'ailleurs pas été réellement mis à bas et reste très actif, malgré un transfert partiel du surproduit agricole au profit de l'Etat central.

Sénégal jusqu'en 1973 n'était pas dûe aux seules mauvaises conditions climatiques. Des ajustements doivent donc intervenir afin d'éviter que les ciseaux ne s'ouvrent trop largement : le prix de l'arachide au producteur est réévalué en 1974 au Sénégal ; le prix du paddy l'avait été à Madagascar en 1973 ; et il est significatif que la Banque Mondiale ait milité en faveur de ces ajustements dans ces deux cas.

La "stabilisation" prolongée des cours des produits agricoles n'a pas été fortuite. Son niveau très bas a même permis une accumulation considérable du surproduit agricole au profit d'organismes étatiques qui l'ont souvent stérilisé. Cette "stabilisation" montre bien que le vieux schéma n'est pas mort et qu'il réapparaît sous des habits neufs (1) nécessités par le rapport des forces sociales nationales et internationales. Mais ce qui ne peut être obtenu par une baisse du prix de l'output, peut l'être facilement par l'augmentation du prix des inputs. Toute la stratégie d'extension des cultures commerciales consiste donc en une dégradation régulière du quasi-salaire réel, suivie de réajustements occasionnels lorsque des points de rupture sont atteints, c'est-à-dire lorsque apparaissent des comportements "irrationnels". Ces "blocages socio-culturels" représentent donc bien des manifestations de rapports de domination. Il est même possible d'affirmer qu'ils constituent pour la paysannerie quasi-salariée un moyen de peser sur le rapport des forces, en l'absence de toute organisation professionnelle dont c'est le rôle dans d'autres sociétés. Pour faire bref et frapper l'imagination, disons que, dans le mode de production de transition, l'irrationalité du point de vue marchand est en quelque sorte la grève du quasi-salarié, à condition toutefois que la pression démographique et l'endettement ne condamnent pas cette issue (2).

---

(1) On l'entend parfois présenter, de manière désuète, dans la bouche d'experts. A propos des Sakalava, revenus au stade de l'absorption après les péripéties précédemment décrites, n'entendait-on pas dire qu'il fallait diminuer le prix de la viande pour accroître les ventes de bovins en milieu traditionnel. A vrai dire, cela est loin d'être une anecdote puisque le repliement de la société Sakalava sur elle-même, appelerait presque le "traitement de cheval" colonial (si l'on ose dire).

(2) Si le quasi-salarié est endetté, et qu'il décide d'abandonner les cultures commerciales pour revenir à l'autosubsistance, de deux choses l'une : ou bien la terre a une valeur (cas de pression démographique naturelle ou de concentration foncière) et constitue donc le gage de la dette, et alors le paysan se retrouve prolétaire. Ou bien la terre n'a pas de valeur (il existe des terres vacantes), mais alors le gage est la force de travail du paysan qui doit continuer à produire des cultures commerciales, soit directement, soit pour le compte de son créancier.

Si dans la réalité et au-delà des hésitations observées, on constate une homogénéité et une logique relatives des pratiques, se référant à une conception relativement unitaire et en fin de compte empirique de la problématique de développement du capitalisme, il n'en a pas été de même sur le plan théorique (idéologique). La thèse de l'irrationalité puis celle de la rationalité sont venues, tour à tour, conforter une pratique constante (1) : le maintien d'une tension "productive" (2) entre la rémunération réelle des producteurs et leurs besoins monétaires.

Le cas Sakalava permet néanmoins de soutenir l'argument de la rationalité à une époque qui va au contraire voir se généraliser, avec force exemples à l'appui, la thèse de l'irrationalité. Et le renversement théorique actuellement observable en faveur de la généralisation de la "rationalité" (et notamment de l'élasticité-prix de la production qui serait toujours positive) débouche sur une position tout aussi contestable que la précédente.

Si M.P. Todaro peut écrire que "les arguments à propos de l'irrationalité des paysans qui migrent -inconscients de ce qui les attend- vers les centres urbains saturés par un chômage considérable, sont aussi inadéquats et bornés que les affirmations antérieures selon lesquelles les agriculteurs d'autosubsistance faisaient preuve d'une inélasticité de réponse aux stimulants de prix" (3), c'est notamment parce que l'hypothèse de la rationalité est parfaitement adaptée à l'élaboration de modèles économétriques sur les économies à surplus de travail. Tel est en effet l'objet de sa recherche. Dans un article récent, I. Singh et R.H. Day (4) laissent apparaître certains éléments de cette position théorique nouvelle lorsqu'ils écrivent:

---

(1) Les pratiques dominantes successives ont été les suivantes : coercition politique -coercition idéologique- coercition économique. En phase de dissolution : le couple idéologique-économique est moteur. Cf le chapitre : "De l'ostentation à l'accumulation ...".

(2) Au sens de "suscitant une activité productive marchande".

(3) Cf M.P. Todaro : art. cit. (en Annexe 4).

(4) Inderjit Singh et Richard H. Day : "A Microeconomic Chronicle of the Green Revolution", in Economic Development and Cultural Change, vol. 23, n° 4, July 1975 (pp. 661-686). Les auteurs se réfèrent à G. Myrdal : "Asian Drama", op. cit. et à T.W. Schultz : "Transforming Traditional Agriculture". New Haven, Yale Univ. Press, 1964.

"Il y a encore peu de temps, il était courant de la part des spécialistes des sciences sociales de considérer les paysans des régions moins développées comme engoncés, de par leur culture, dans des pratiques agricoles traditionnelles, ne pouvant ou ne voulant répondre au développement de l'économie marchande. Durant la dernière décennie, une autre façon d'envisager les choses a quelque peu remplacé l'ancienne = une série d'études économétriques ont confirmé l'argument de T.W. Schultz selon lequel les comportements traditionnels sont maintenus parce que les paysans sont des hommes économiques au même titre que leurs homologues occidentaux et face aux incitations économiques réagissent de la manière prédite par la théorie économique" (1).

La position théorique ainsi adoptée permet de régler son compte à la théorie des blocages socio-culturels, sans avoir à en faire une critique qui risquerait de laisser apparaître la filiation idéologique commune de ces deux théories qui recouvrent en fait une même pratique. Cette position constitue aussi une opportunité qui permet d'amalgamer abusivement à la théorie des blocages les thèses d'auteurs tels que G. Myrdal dont les propositions de réformes structurelles (et notamment de réformes agraires) n'ont pas le privilège d'être admises.

Mais du point de vue de la pratique du développement, quel intérêt (autre qu'idéologique) représente cette nouvelle position théorique ?

Le processus anarchique de développement du capitalisme, qui correspond aux besoins de l'accumulation jusqu'à un certain stade, doit ultérieurement être maîtrisé afin que soient atténuées les contradictions économiques et sociales qu'il a suscitées. Et la politique des prix, comme celle des salaires, est l'instrument privilégié d'une politique libérale dont la théorie est chargée d'étudier et de mesurer les effets, "aux fins de déterminer ce que les populations locales sont disposées à accepter comme raisonnable" (2) ... tout en étant compatible avec une extorsion suffisante du surproduit.

---

(1) Art. cit. p. 661.

(2) Selon l'heureuse expression de Glynn Cochrane : "Le rôle de l'anthropologie dans le développement". Finances et Développement, vol. 11, n° 2, Juin 1974. Voir Annexe 7 infra.

Les deux domaines que constituent la politique des prix et celle des salaires ne sont pas seulement les lieux fondamentaux où s'exerce la théorie néo-classique du développement. Ils sont aussi les champs où celle-ci s'affronte avec l'interventionnisme keynésien, lequel a effectué une percée victorieuse dans le domaine que nous allons examiner au paragraphe qui suit : celui de la redistribution des revenus.

Ce n'est pas un hasard en effet si I. Singh et R.H. Day, précédemment cités, affirment en préambule de leur étude la nécessaire généralisation de l'hypothèse de "rationalité" micro-économique = elle leur permet de trouver positifs les effets d'une Révolution verte dont les aspects négatifs sont si peu négligeables qu'ils ont entraîné précisément ce revirement keynésien dans la théorie de la redistribution des revenus. Or, ce revirement débouche sur une "irrationalité" macro-économique : le taux d'épargne ne dépendrait pas du degré d'inégalité dans la distribution du revenu.

La généralisation de l'hypothèse de rationalité (aussi contestable que la généralisation des "blocages socio-culturels") pose donc problème dans la mesure où le capitalisme ne s'est pas développé de manière uniforme dans les modes de production qu'il a dominés. Il en a maintenu certains "en réserve", alors que d'autres ont été rapidement dissous (généralement lorsqu'ils se caractérisaient par des "dotations en facteurs" favorables). Certes, une telle généralisation puise une de ses sources dans l'affrontement idéologique auquel nous avons déjà fait allusion. Il n'en demeure pas moins que, pour l'analyste qui s'efforce d'élucider l'objet réel des politiques, leurs causes et leurs conséquences, il ne s'agit pas d'appliquer systématiquement une théorie générale, mais au contraire d'opérer une différenciation selon les stades de la transition (dont les contours peuvent être en définitive géographiques, ethniques ou encore économiques).

1.3. La relation épargne - degré d'inégalité dans la distribution du revenu

L'idée selon laquelle la part du revenu épargnée s'accroît -absolument et relativement- avec le montant de ce revenu, est aussi vieille que le capitalisme. Justificatrice de la structure de classe de la société, cette idée -devenue observation- a été consacrée et vulgarisée par Keynes sous la forme de la propension à épargner. Redevenue idée, cette observation

s'engonça dans la théorie du développement sans vraiment avoir été remise en question jusqu'à ces toutes dernières années.

En constituant l'une des bases théoriques sur lesquelles se fondèrent les politiques de développement rural à objectif de déstructuration, cette proposition débouche sur la formation consciente et explicite de bourgeoisies rurales (dans le cas d'actions visant explicitement à toucher des "paysans-pilotes" et autres déviants), ou encore sur leur formation implicite (lorsque les actions entreprises étaient dites "de masse", mais se caractérisaient par des règles de jeu objectives et logiques mais asymétriques (1). La contrepartie nécessaire, mais toujours implicite, de telles politiques étant une prolétarisation massive.

La contradiction inhérente au raisonnement qui prétend que l'inégalité est une condition de la croissance, alors que l'égalité est un objectif de cette même croissance, n'a pas manqué d'attirer l'attention des auteurs qui se sont penchés sur les réalités concrètes. G.R. Papanek écrit ainsi :

> "Une incompatibilité existe ... entre les objectifs de la croissance et ceux de la recherche de l'égalité (...). Les inégalités de revenus contribuent à la croissance économique, ce qui a pour effet de procurer des possibilités réelles d'améliorer la situation des groupes aux plus faibles revenus" (2).

La croissance économique n'est alors en général qu'une simple variable temporelle qui permet de repousser la contradiction sans la résoudre.

Or cette théorie est abusive.

---

(1) Voir par exemple le rôle effectif joué par le prix différentiel des engrais dans l'Opération Productivité - Riz à Madagascar (infra § 1.2.1.2., et Charmes J. (1975) : "Théorie et pratique de la vulgarisation agricole", Cahiers ORSTOM - Série Sc. Humaines, vol. XII, n° 3, pp. 249-258).

(2) Papanek Gustav R. (1967) : "Pakistan's Development : Social Goals and Private Incentives". Cambridge. Harvard University Press (pp. 178 et 242). Cité par Myrdal G. (1971) : "Le défi du monde pauvre ...", op. cit.

Un auteur tel que Nurkse (1) en avait déjà dénoncé les insuffisances en 1952. S'il est vrai que dans un espace national et à un moment donné la propension à épargner s'accroît avec le revenu (2), comme l'ont montré les enquêtes de budgets familiaux, on ne peut évidemment pas en conclure qu'il en va de même dans les comparaisons inter-temporelles et internationales. Les travaux de Duesenberry ("Income, Saving and the Theory of Consumer Behaviour") et de Veblen ("Théorie de la classe de loisir") ont montré que les fonctions de consommations individuelles étaient en relation mutuelle et non indépendante. Nurkse traduit ces effets de "démonstration" et d'"émulation sociale" qui sont du domaine de la "consommation ostentatoire", en langage purement économique :

> "Le montant de l'épargne réalisée par un individu ne dépend pas seulement, ni même principalement, du niveau absolu de son revenu réel, mais aussi du rapport de son revenu au niveau de revenu supérieur des autres individus avec lesquels il est susceptible d'entrer en relation (...). Le fait que 75 % des familles américaines n'épargnent rien n'est pas dû à ce qu'elles sont trop pauvres pour épargner. La raison est à trouver dans l'exemple offert par les structures de consommation des gens situés dans le groupe des 25 % aux revenus les plus élevés : il en résulte une stimulation des désirs des moins bien pourvus à un degré tel qu'il ne reste pratiquement rien pour l'épargne" (3).

---

(1) Nurkse Ragnar (1968) : "La formation du capital dans les pays sous-développés". Paris - Cujas (1ère édition anglaise : 1952). Voir en particulier le chapitre III : "Le niveau de vie et la capacité d'épargne" (pp. 60-82).

(2) Encore ceci ne signifie-t-il pas que le revenu est une variable causale Ainsi André Babeau (in "Les mutations sociales et le comportement de l'épargnant", art. cit.), remarquant l'importance du comportement d'acquisition de la propriété du logement en France, écrit-il : "A revenu égal, le taux d'épargne des propriétaires endettés est plus élevé que celui des locataires ou des propriétaires anciens n'ayant plus de remboursement à assurer. Au total, sur la période 1962-1973, l'élévation du taux d'épargne des ménages français est sans doute autant à attribuer aux investissements dans la construction (constitution de l'apport personnel et remboursement) qu'à l'augmentation du revenu réel". Cela prouve que les structures sociales ou institutionnelles de comportement sont en définitive déterminantes et doivent absolument être prises en compte.

(3) Nurkse, op. cit., pp. 63 et 64.

Mais, du fait de leur contenu éminemment sociologique, de telles propositions ont eu tendance à rester largement indépendantes des théories économiques courantes, dont elles contredisaient cependant les schémas et modèles de façon décisive. Ainsi l'apport sociologique a-t-il été marginalisé dans la théorie économique (1). C'est pourtant à leur conjonction que voudrait aboutir notre démarche.

Or, que se cache-t-il derrière la nébulosité des termes "effet de démonstration", "émulation sociale" ? Toute la complexité des structures sociales et des processus de stratification sociale! Tout le secret de l'économie ostentatoire réside dans les luttes concurrentielles pour le pouvoir qui en font leur domaine d'exercice privilégié et qui tirent leur signification ambivalente de l'idéologie traditionnelle d'une part, de l'idéologie moderniste porteuse de nouvelles formes de pouvoir d'autre part. "L'effet de démonstration" recouvre donc en réalité les rapports de pouvoir (et donc les rapports économiques) qui s'établissent, se font, se défont, se consolident ou se dissolvent entre deux modes de production dont l'un est dominant, et l'autre destiné à s'articuler et finalement à se fondre dans le premier.

Très tôt, Nurkse avait donc pressenti toute l'importance de telles analyses dans le domaine de l'"économie du développement". Notamment, l'application de "l'effet de démonstration" à l'échelle internationale allait lui permettre d'expliquer la faiblesse de l'épargne en pays sous-développé par le désir des consommateurs de ces pays de vouloir égaler les standards de vie à eux "démontrés" par le contact avec l'Occident (2). Néanmoins, le cantonnement de son analyse au seul niveau immédiat de la consommation ou de la dépense en limite considérablement la portée.

---

(1) De la même manière, sur le plan des politiques, les analyses sociologiques ou anthropologiques ont été marginalisées en annexes des projets de développement rural, comme si leur seule utilité était de servir de faire-valoir.

(2) Le rôle d'une telle "démonstration - ostentation" dans le processus d'accumulation du pouvoir est analysé au chapitre I : "De l'ostentation à l'accumulation ...".

C'est pourtant dans cette étroite faille et à l'intérieur des étroites limites de la théorie du consommateur que vont s'engager des recherches qui aboutiront insensiblement à un complet renversement de la théorie, sans que soit exploitée toutefois la totalité du substrat social qui sous-tend ces comportements de consommation et de dépense (1). A.G. Hopkins et F. Latour écrivent ainsi (2) :

> "En ce qui concerne l'élément épargne, il est maintenant connu que les pays pauvres non seulement peuvent épargner, mais qu'ils le font et que le véritable problème est alors de savoir la direction à donner aux investissements plutôt que nier leur existence (3). Similairement, l'effet de démonstration n'est plus considéré comme étant vraiment un frein à l'épargne. En réalité, il est possible de soutenir le point de vue contraire, c'est-à-dire que le désir de consommer encourage l'investissement dans des projets pouvant avoir un profit suffisant pour satisfaire les besoins du consommateur" (4).

Dans un domaine différent, mais complémentaire, celui de l'alimentation - nutrition, les travaux de Jeanine Blanc (5) montrent que, contrairement à la situation des pays industrialisés où investissement et consommation sont en quelque sorte concurrents, la situation des pays sous-développés implique des distinctions entre :

- la consommation nécessaire à la survie ;

---

(1) Pourtant Georges Bataille avait déjà montré toute la richesse de cette analyse dans "La notion de dépense", in "La part maudite". Editions de Minuit. 1967. 249 p.

(2) A.G. Hopkins et F. Latour : "Développement et prévision : théorie et application". Analyse et Prévision, tome XVIII, n° 1-2, Juil.-Août 1974, pp. 107-142 (Citation p. 118).

(3) C'est la voie choisie par A.D. Hirschman : "Stratégie du développement économique". Editions Ouvrières, Economie et Humanisme, 1964. Selon cet auteur, l'épargne dépend beaucoup plus de nouvelles occasions d'investissement et de la suppression de divers obstacles à l'investissement que de la hausse du revenu.

(4) Plutôt que les besoins du consommateur, nous dirions : sa stratégie d'accumulation du pouvoir. Cf "De l'ostentation à l'accumulation ...".

(5) J. Blanc : "La notion de ration alimentaire normale et les problèmes de son intégration dans les calculs de planification", in Biologie et Développement, Hommage à H. Laugier - IEDES - PUF - 1968. Voir aussi J. Blanc : "Malnutrition et sous-développement". Presses Universitaires de Grenoble. 1975.

- la "consommation de développement" nécessaire à l'accroissement de la produtivité humaine ;

- l'investissement ;

- l'accumulation, somme de la consommation de développement et de l'investissement.

Ces diverses explorations théoriques à l'intérieur d'un même paradigme (1) ont en définitive conduit à opérer un certain renversement. Elles tendent en effet à démontrer le caractère moteur de la consommation, qu'il s'agisse de la "consommation de développement" facteur de la productivité du travail, ou de la "consommation ostentatoire", facteur de l'investissement. L'analyse en terme d'Epargne - Investissement, donc du côté de l'Offre, cède ainsi le pas -insensiblement- à une analyse en terme de Consommation - Revenu, donc du côté de la Demande. Les axiomes de l'ancien paradigme ne sont pas loin d'être voués aux gémonies (2) lorsque Yusuf J. Ahmad écrit par exemple (3) :

> "(La) répartition (inégale des revenus) empêche l'augmentation du pouvoir d'achat des petits paysans qui déclencherait à coup sûr le développement du secteur rural. D'autre part, contrairement à une conception traditionnelle et très répandue, il est maintenant évident que le déséquilibre extrême des revenus freine l'épargne et les investissements et partant la productivité globale".

La pratique du développement a largement contribué à ce mouvement de bascule, puisque les bilans de la Révolution verte semblent avoir été déterminants à cet égard. Le même auteur poursuit en effet :

---

(1) Un paradigme est "l'ensemble des flexions d'un terme donné comme modèle". Au sens philosophique où l'emploie Thomas Kuhn ("The Structure of Scientific Revolutions". 2e ed. 1970, cité par Hopkins et Latour, art. cit.), il s'agit d'un corps d'hypothèses ou d'axiomes (d'un modèle) duquel on peut faire découler différents types de conclusions (flexions) sans remise en cause du modèle lui-même.

(2) La flexion examinée ayant peut-être un effet déstructurant sur l'axiomatique de départ.

(3) Yusuf J. Ahmad : "Les programmes intégrés de développement rural. Note sur une méthode d'administration". Revue Internationale du Travail, vol. 111, n° 2. Février 1975. pp. 131-156 (Citations pp. 139-140).

"Dans l'agriculture les moyens techniques sont loin d'être indivisibles, et les petites exploitations sont parfaitement viables, comme on a pu le constater à une grande échelle. La "révolution verte" a montré qu'en facilitant l'accès au capital pour les groupes à revenus élevés et non pour les groupes inférieurs, dans un système où la répartition du revenu est faussée, on aboutissait à une mécanisation accélérée, à un partage inégal des bénéfices tirés des techniques nouvelles, et à un chômage massif".

Le Programme Mondial de l'Emploi, dans l'étude sur la Colombie, aboutit aux mêmes conclusions (1) :

"Bien qu'une distribution très inégale du revenu puisse aller à l'encontre des objectifs d'emploi dans le court terme, elle peut aider à les atteindre dans le long terme en fournissant l'épargne nécessaire à l'achat de l'équipement en capital qui accroît les possibilités d'emploi : tel est l'argument.

Cette hypothèse -ancienne et classique- est en principe convaincante. En Colombie, comme ailleurs, la part du revenu épargnée est d'autant plus grande que les niveaux de revenus sont élevés. Il y a cependant un certain nombre de raisons qui amènent à penser que cet argument ne présente pas un très grand poids pour la Colombie.

En premier lieu, malgré l'extrême degré d'inégalité économique qui a prévalu en Colombie, l'épargne des ménages s'est révélée être très basse (...). Ainsi un prix élevé a dû être payé, en termes de bien-être et d'équité, pour un résultat très décevant en termes d'épargne . Les grands propriétaires terriens en particulier paraissent plus préoccupés de maintenir leurs hauts standards de consommation que d'accumuler des capitaux afin d'accroître leurs biens.

---

(1) International Labour Office : "Towards Full Employment : A Programme for Colombia", prepared by an inter-agency team. ILO, Genève, 1970. (Extraits des pages 139-51, dans "Third World Employment", op. cit., pp. 134-143).

En second lieu, on doit remarquer que même si un haut degré d'inégalité dans la distribution du revenu entraînait un taux plus élevé de l'épargne individuelle, il n'est pas évident que la Colombie en bénéficierait. Dans une mesure considérable mais inconnue, l'épargne s'expatrie. Et, en vérité, toute aggravation de l'inégalité de distribution s'accompagnerait d'une plus grande instabilité et donc stimulerait la fuite des capitaux".

Un extrait de "Recent Social Trends and Developments in Asia" (1) va dans le même sens (et on pourrait multiplier les citations de ce genre) :

"Selon les résultats de récentes observations, des différences importantes et croissantes dans les revenus personnels ne se sont pas révélées comme des facteurs d'une croissance économique rapide ou d'une relance du développement. Il apparaît beaucoup plus probable en fait que des revenus élevés dont un petit nombre était bénéficiaire ont constitué un obstacle à la saine expansion économique, en incitant le public, tant dans une perspective d'intérêt matériel que psychologique, à s'abstenir de participer aux plans de développement. Il est impossible de ne pas se rendre compte que le laisser faire habituel en matière de répartition des fruits du développement joue fortement en faveur du maintien du statu quo politique et social dans les pays d'Asie".

Ainsi le rapport entre taux de croissance du PNB et degré d'inégalité du revenu n'est pas prouvé. Ceci fut exprimé publiquement par le Président de la Banque Mondiale, R.S. MacNamara, dans une "Address to the Board of Governors" du 25 septembre 1972 où il tirait les leçons d'une analyse comparative de la situation dans différents pays en voie de développement. Mais surtout, il apparaît -et toutes les études pratiques et théoriques entreprises dans la période récente semblent le corroborer- que les objectifs de croissance de la Production, de croissance de l'Emploi et de répartition moins inégale des revenus sont intimement liés.

---

(1) Economic Bulletin for Asia and the Far East, vol. XIX, n° 1 (Juin 1968), p. 58. Cité par G. Myrdal, op. cit., p. 68.

Telle est la grande "découverte" sur laquelle débouchent théories et politiques de développement rural : l'interconnexion généralisée des phénomènes économiques et sociaux, révélée par l'anthropologie et la sociologie, fait partie désormais du fonds commun sur lequel se basent théoriciens et praticiens du développement. Il ne faudrait pas croire pour autant que c'est le laborieux cheminement de la perspective sociologique dans la théorie économique qui a permis une modification de la pratique économique. C'est l'inverse qui est vrai : ce cheminement n'a pu se faire qu'en raison du renversement (non achevé) des politiques = le primat de la Production est aujourd'hui contesté au bénéfice des objectifs d'emploi et de redistribution des revenus. Pourtant, en dépit de ces circonstances relativement favorables, le lent cheminement de la perspective sociologique et son intégration progressive n'ont pas permis à sa critique "radicale" de "déconstruire" la théorie économique, c'est-à-dire de déboucher sur un changement de paradigme, même si des tendances en ce sens peuvent être décelées.

En réalité une répartition moins inégale des revenus peut fort bien constituer un objectif prioritaire pour chacune des deux Ecoles en lice. Et les projets "new style" de la Banque Mondiale sont le lieu privilégié où s'établit un tel rapport de forces.

Les indicateurs sociaux sont le produit d'une lutte encore incertaine. La symbiose aseptisante qu'ils constituent est le reflet de cette lutte où les deux combattants sont destinés à s'entendre et à se compléter parce que chacun sait qu'il ne survivra pas à son adversaire.

Mais, plus qu'au niveau des comportements, c'est-à-dire de l'homo oeconomicus, c'est au niveau de la perception des structures et de leur transformation que l'utilité de tels indicateurs s'est fait sentir.

2- La non perception des effets socio-culturels des politiques de développement rural

Nous avons vu au paragraphe précédent en quoi la non prise en compte des données sociales avait rendu caducs un certain nombre d'instruments d'analyse des comportements en ne leur permettant pas d'analyser et donc de prévoir les effets macro-économiques des politiques de salaire, de prix, d'épargne et de répartition des revenus. Cette absence de prise en

compte provient de la généralisation de la thèse de "l'irrationalité économique des primitifs", justificatrice de la coercition politique, aussi bien que de la généralisation ultérieure de la "rationalité économique universelle", justificatrice de la coercition du libre marché. Ces deux positions apparemment contradictoires sont en réalité profondément cohérentes puisqu'elles marquent le passage d'une détermination par l'instance politique à une détermination par l'instance économique, constituant ainsi les étapes successives de l'intégration des modes de production dans le capitalisme périphérique = la détermination économique dominante est évidemment la forme la plus achevée de cette intégration.

La non correspondance (1) entre instruments d'analyse et objectifs idéologiquement poursuivis d'une part, résultats réellement obtenus d'autre part, a finalement été un instrument non négligeable de ce procès d'intégration. Dans ce domaine la planification a joué un rôle certain. Exclus du rôle de prévision, ces instruments auraient pu néanmoins être utilisés à l'appréhension des résultats des politiques mises en oeuvre, de leurs effets observables sur les structures sociales (effets que nous qualifions de "socio-culturels"). S'il n'en a pas été ainsi, c'est qu'ils furent cantonnés dans un rôle purement idéologique. Ce rôle tend à s'atténuer aujourd'hui. La maîtrise du processus anarchique étant devenue nécessaire pour mener l'intégration à son terme, ces effets "socio-culturels" font l'objet d'une tentative d'appréhension, difficile et ambiguë, à travers les indicateurs sociaux (2).

3- Les raisons de la non perception des effets socio-culturels

3.1. Position du problème

La solution au problème posé est la même que celle donnée à la question suivante : pourquoi les outils et méthodes d'analyse dont peuvent disposer les promoteurs des politiques de développement rural sont -en apparence du moins- inadaptés aux fins du projet de transformation ?

---

(1) Cette non correspondance n'est pas voulue, consciente, machiavélique. Elle est imprévue, inconsciente et pourtant logique, idéologique. L'inadaptation des instruments est normale, en raison de conditions objectives différentes. Seules l'expérience permet l'adaptation. Mais une telle inconscience individuelle et même collective ne correspond-elle pas à la conscience que la classe dominante a de ses intérêts.?

(2) Cela ne signifie évidemment pas que les indicateurs sociaux n'ont pas une fonction idéologique importante.

La réponse sera facilitée si on déplace cette question comme suit : peut-on déterminer des critères apparents et réels (subjectifs et objectifs) de réussite des projets de développement rural ? En ce sens, nous essaierons de montrer à travers un exemple que si les objectifs de maximisation des produits ou/et des revenus ne sont pas toujours (ni même le plus souvent) atteints, du moins la déstructuration des sociétés rurales est-elle à l'oeuvre, et accélérée, par les interventions opérées.

La question de la réussite ou de l'échec des projets de développement ne prend son sens que dans le contexte des diverses politiques de développement, des rapports que celles-ci entretiennent avec les théories, et dans la continuité des déterminations réciproques entre les unes et les autres. On peut à cet égard distinguer plusieurs périodes :

- A la théorie des blocages socio-culturels correspond une politique de déstructuration sociale systématique, ignorante de la société qui constitue l'objet (et non le sujet) de la transformation.

- Par la suite, et concurremment, se constitue une théorie de la rationalité des comportements traditionnels et des structures qui les induisent : l'Animation rurale et le développement communautaire se veulent des politiques fondées sur la prise en compte de cette réalité.

- Mais cette dernière démarche est bientôt déviée de ses objectifs : les théoriciens des blocages se convertissent à la seconde école et transforment l'objet de cette dernière en techniques d'utilisation et de manipulation des structures traditionnelles aux fins de développer la sphère marchande (1).

En d'autres termes, l'Animation rurale se donnait pour objectif d'aménager en quelque sorte la logique marchande afin de la rendre compatible avec la cohérence des structures sociales traditionnelles (ce qui procède d'une certaine utopie). La déviation à laquelle nous faisons

---

(1) Voir à ce sujet l'Annexe 7 : "La place de l'Anthropologie dans la méthodologie d'investigation : Anthropologie du développement ou science de la manipulation ?".

allusion ici a un objectif inverse : il s'agit d'aménager les structures sociales traditionnelles afin de les rendre compatibles avec la cohérence du système marchand (1).

- Enfin, dans la période actuelle, le processus de déstructuration apparaît désormais irréversible. Et l'accent semble devoir être mis principalement sur les effets socio-culturels des actions entreprises. Les manifestations de cette théorie sont encore éparses et la construction définitive n'en apparaîtra qu'au moment où le renouvellement des politiques pourra être considéré lui-même comme définitif. Les politiques "new style" (telles que celles prônées par la Banque Mondiale), encore balbutiantes, se saisissent de ces effets socio-structurels et les transforment en objectifs : d'emploi, de redistribution des revenus, de productions vivrières, d'aide à la fraction la plus pauvre de la paysannerie, etc.

Trois questions sont ainsi posées. Les deux premières concernent d'une part l'inadaptation relative de l'outil d'analyse aux fins qu'ils se propose, et d'autre part les déterminations réciproques entre théories et politiques du développement rural. Elles constituent en définitive le thème même de notre recherche (2). Nous venons d'en reprendre les principales conclusions puisqu'elles déterminent en partie la réponse à la troisième question que nous nous proposons de traiter maintenant : les critères de réussite des projets de développement rural.

3.2. De la réussite ou de l'échec des projets de développement rural

Dans la génération des politiques et des projets de développement rural qui semble actuellement sur le point d'être rangée dans le magasion d'antiquités du développement (3) -du moins peut-on percevoir de

---

(1) Cet aménagement -qui ne peut intervenir qu'en phase de dissolution- consiste à pousser les tendances à la réinterprétation déstabilisante des structures traditionnelles par les acteurs qui en sont les supports.

(2) C'est l'objet même de ce chapitre.

(3) Sauf exceptions régionales dues à des "retards de développement", c'est-à-dire où la déstructuration n'a pas encore atteint le stade décisif de la dissolution.

nombreux signes en ce sens- les objectifs poursuivis et proclamés concernaient la Production (PNB ou PIB agricole) ou les productions (coton, arachide, riz, ...) ou encore le Revenu. John C. de Wilde, conseiller spécial à la Banque Mondiale, pouvait ainsi écrire (1) :

> "Il est généralement admis aujourd'hui que, longtemps encore, l'agriculture devra assurer du travail à la majeure partie de la main-d'oeuvre des pays insuffisamment développés (...). Et pourtant, la stratégie du développement ne vise pas toujours expréssement a accroître au maximum l'emploi dans l'agriculture. En général on s'est surtout préoccupé d'augmenter le plus possible la production, ce qui n'est pas nécessairement conciliable avec l'objectif précédent".

Mais il faut aller plus loin : non seulement les politiques de développement rural n'ont pas abouti à la création d'emplois mais encore elles ont eu pour effet de créer du chômage par la mise en place d'un processus de prolétarisation de la petite paysannerie. Le modèle de W.A. Lewis de développement avec offre illimitée de travail (2) ne faisait-il pas de ce qui aurait pu être posé comme un problème (et qui l'est effectivement aujourd'hui), nous voulons dire l'exode rural, une condition même du processus de développement ? Il faut bien reconnaître que ce modèle, qui n'a fait que refléter les pratiques de développement de l'après-guerre, est fondé sur l'existence d'une main-d'oeuvre "libre". La libération est une condition essentielle de la non limitation de l'offre de travail et donc du schéma théorique de l'industrialisation (3). Mais pour que l'offre soit illimitée, il faut que la liberté soit limitée dans sa conception : ce n'est pas la liberté de vivre en autosubsistance, mais celle d'offrir sa force de travail sur le marché. La libération de la force de travail, ce n'est pas seulement l'exode rural qui vient grossir l'armée industrielle de réserve et

---

(1) J.C. Wilde : "Le développement agricole en Afrique tropicale : Problèmes de main-d'oeuvre et d'emploi". Revue Internationale du Travail, vol. 104, n° 5, Novembre 1971, pp. 403-422 (Citation pp. 402-403).

(2) W.A. Lewis : "Economic Development with Unlimited Supplies of Labour" Manchester School, Mai 1954, 22, pp. 139-191.

(3) Schéma théorique qui n'est lui-même qu'une abstraction du schéma historique de la Révolution industrielle en Europe.

qui est donc à la source de la ponction directe de surtravail dans l'industrie. C'est aussi la libération déterminante de l'emprise de la sphère d'autosubsistance, libération qui permet l'extorsion d'un surproduit à travers la commercialisation. Cette extorsion, finalement, met en place les conditions de l'exode rural et donc de la libération de la force de travail. Nous ne reviendrons pas ici sur ce processus de libération de la main-d'oeuvre, mais nous voulons simplement montrer ici en quoi ce processus était le véritable objectif des politiques de développement rural de la période de l'après-guerre, et ce jusqu'à ces dernières années.

Dans cette génération de politiques, l'aspect essentiel était celui de la Production (l'extorsion du surproduit étant première et déterminante). C'est une chose couramment admise aujourd'hui et que de Wilde a opportunément rappelée. Or, privilégier l'aspect production c'est mener l'analyse en terme d'offre. Les schémas théoriques de l'après-guerre ne pouvaient envisager les milieux ruraux du domaine colonial que comme pourvoyeurs des produits primaires destinés à l'industrie ou à la consommation métropolitaines. Bien entendu l'analyse en terme de demande n'est pas absente de ces schémas : le rôle des débouchés extérieurs est bien connu, mais la demande est seconde par rapport à l'offre. On n'en voit le dynamisme que dans les étroites limites du secteur dit moderne. Si une telle préoccupation n'est pas totalement absente en milieu rural (1), il est cependant certain que le système de traite des marchandises institué par les grandes compagnies d'import-export est principalement axé sur la collecte des produits, les objets vendus par ces mêmes compagnies ne constituant guère qu'une simple monnaie d'échange (la "pacotille"). C'est dans de telles conditions que s'étendirent peu à peu les superficies consacrées aux cultures d'exportation et plus généralement aux cultures commerciales.

Le maquillage -durant la dernière décennie- de la "maximisation du produit" derrière l'expression de "maximisation des revenus", plus adéquate à l'idéologie des Indépendances, n'a pas traduit une réorientation

---

(1) Les rapports des administrateurs des colonies s'en font parfois l'écho, allant même jusqu'à prétendre qu'une demande plus conséquente résulterait d'une amélioration de la qualité des produits échangés.
Il est également vrai que certaines opérations de développement rural peuvent parfois apparaître comme de vastes entreprises d'écoulement d'inputs plus ou moins adaptés aux conditions locales.

réelle de l'objectif fondamental des politiques : la production. C'est effectivement en vue d'accroître le volume de la production commercialisée qu'est entreprise la création systématique de besoins monétaires. Et la coercition pure et simple cède peu à peu le pas à la contrainte du marché, finalement plus efficace pour mener à son terme le processus de déstructuration mis en oeuvre.

Mais la période des Indépendances, en mettant un terme à l'existence du domaine colonial réservé, voit se développer comme conséquence de la "guerre froide" une concurrence exacerbée entre systèmes économiques. L'ancien domaine réservé qui accepte de jouer le jeu se voit proposer comme exemplaire le modèle d'industrialisation capitaliste. La "libération de la main-d'oeuvre" devient une condition fondamentale du développement et le modèle de Lewis va entreprendre sa carrière fortunée. L'objectif de production demeure le but ultime, mais les nouvelles règles du jeu imposent la déstructuration des sociétés traditionnelles comme objectif intermédiaire. Ainsi est-il possible d'expliquer la multiplication d'échecs attribués à la tradition et aux blocages socio-culturels.

Afin d'illustrer ces quelques propositions, nous rappelerons l'exemple d'un projet de développement que nous avons eu l'occasion d'étudier dans la région des hauts plateaux centraux de Madagascar (1). L'Opération Productivité Rizicole (OPR) visait à vulgariser un certain nombre de thèmes techniques : le repiquage en ligne, le respect d'un âge déterminé pour les plants à repiquer, et surtout l'épandage d'engrais. Ce dernier point est crucial parce qu'il allourdit les coûts de production, et que si les normes d'utilisation ne sont pas respectées, l'accroissement de production risque de ne pas être obtenu.

Or, dans une région où le problème de soudure se pose avec une acuité particulière, l'accroissement global de la production ainsi que l'amélioration des conditions de vie des paysans -deux objectifs que s'était fixés l'opération- passaient obligatoirement et logiquement par un effort auprès de la paysannerie pauvre. Certes, il était admis à l'époque que

---

(1) Voir J. Charmes : "Processus de stratification sociale et action de vulgarisation sur les hauts plateaux malgaches". Terre Malgache, n° 13, Juillet 1972, pp. 69-95.
J. Charmes : "Théorie et pratique de la vulgarisation agricole". Cahiers ORSTOM - Série Sc. Humaines, vol. XII, n° 3, 1975, pp. 249-258.

l'inégalité des revenus était facteur de croissance, mais les objectifs officiels ne pouvaient en faire état. C'est ainsi qu'un certain nombre de contraintes logistiques (difficultés de stockage des engrais et l'irrégularité dans les fournitures) allaient détourner l'opération de son but productif, officiel et premier, et en faire un instrument d'accélération du processus de déstructuration et de prolétarisation. Afin d'étendre dans le temps les ventes d'engrais et éviter la concentration des achats juste avant la période des travaux culturaux, un prix différentiel fut institué. Le prix du kg d'engrais s'établissait à 2 points au-dessus du niveu ordinaire lors de la période de pointe, c'est-à-dire lors de son utilisation en rizière (au moment du repiquage), et à 2 points en-dessous juste après la récolte, c'est-à-dire au début de la morte saison des travaux agricoles.

Un tel système avait pour lui une logique formelle. Mais dans son essence il était en revanche parfaitement contradictoire avec l'objectif assigné officiellement à l'opération (1) : si la période de l'après-récolte est bien celle de plus grande solvabilité des paysans, et particulièrement des plus pauvres, cette solvabilité n'est due qu'à la vente du produit de la récolte. Cette vente ne peut se faire qu'aux prix les plus bas en l'absence de tout contrôle effectif des marchés et des prix et correspond donc à une aggravation de la soudure que ne parvient pas à contrebalancer l'accroissement de productivité provoqué par l'opération (2). D'autre part, la période pré-culturale est supposée être une période de moindre solvabilité en raison de "l'imprévoyance des paysans" qui ont liquidé tout leur produit dès la récolte. L'argument est bien évidemment circulaire et relève de la mauvaise foi ou de l'ignorance coupable, car c'est le propre de celui qui emploie cet argument (le technicien du développement) de pousser lui-même à la liquidation prématurée de la récolte, en fixant les échéances des emprunts ou les dépenses obligatoires au moment de la récolte. Mais, de plus, l'argument est faux car la morte saison des travaux agricoles est, la plupart du temps, mise à profit par les paysans qui partent à la "quête de l'argent" en s'employant dans des travaux temporaires ou saisonniers et se procurent ainsi les liquidités nécessaires à la satisfaction de leurs besoins monétaires. En l'occurrence donc, les petits paysans se retrouvent devant l'alternative suivante : ou bien acheter l'engrais à un prix

---

(1) Il y a donc correspondance entre logique formelle et objectifs réels, et non correspondance entre logique formelle et idéologie.

(2) En raison du cercle vicieux que nous décrivons et dans l'engrenage duquel se trouve prise la petite paysannerie, l'accroissement de productivité ne profite qu'aux paysans moyens et riches.

avantageux en vendant une partie de leur récolte qu'ils devront racheter à prix élevé au moment de la soudure, ou bien acheter l'engrais à un prix plus élevé au retour de leur "quête".

Objectivement, il faut donc reconnaître que le petit paysan est contraint d'acheter l'engrais à un tarif plus fort que la norme subventionnée, et qu'il a raison de le faire car il vaut mieux, pour lui, perdre sur le prix d'achat de l'engrais que sur le prix de vente de la récolte. Mais le plus sûr résultat de ce système est de ne pas inciter les petits paysans à utiliser l'engrais et donc de ne pas les faire profiter de l'accroissement de productivité. Ce que l'on a pu effectivement observer.

La question n'est pas ici de savoir s'il faut s'en prendre à l'ignorance de la vie paysanne dans laquelle se tiennent les concepteurs de projets de développement, ou au contraire à une volonté délibérée et objective (1) de favoriser l'émergence d'une bourgeoisie rurale. Il s'agit simplement de constater que la déstructuration était en fin de compte l'objectif essentiel de ces projets, objectif inscrit dans la structure même des projets.

Ainsi la production fut, le cas échéant, sacrifiée sur l'autel de la déstructuration. Dans tous les cas sa poursuite alla toujours de pair avec le développement de sa face cachée, la déstructuration (2).

On constate pourtant aujourd'hui un certain glissement des objectifs et des pratiques. Ce glissement, la théorie l'a déjà systématisé, mais la pratique ne l'introduit que précautionneusement et insensiblement,

---

(1) Et parfois affirmée (Cf J. Charmes : "Théorie et pratique ...", art. cit.). A propos de l'Inde, Gunnar Myrdal lui-même n'écrit-il pas (op. cit. p. 117) : "Compte tenu des conditions politiques et sociales existantes (et des oubliettes dans lesquelles sont tombées toutes les tentatives de réforme du régime de propriété) ... il semblerait préférable (...) de se placer délibérément dans une perspective capitaliste, en encourageant les plus entreprenants parmi les paysans évolués et les propriétaires privilégiés et en leur permettant de tirer pleinement profit de leurs efforts et de leurs initiatives" (souligné par Myrdal. Le passage entre parenthèses résume les propos antérieurs de Myrdal).

(2) Nombre de bilans de la "Révolution Verte" corroborent cette affirmation. Et bien que le terme de Révolution Verte ne s'applique qu'à des régions géographiques déterminées (Inde, Mexique, Tunisie), la pratique qu'il recouvre a essaimé dans tout le Tiers Monde, et l'OPR que nous avons étudiée ci-dessus, en est un succédané.

de sorte que l'on ne peut déjà parler au passé des pratiques décrites. Cependant le glissement peut désormais s'opérer en raison du niveau atteint (irréversible) par la déstructuration ; et il doit nécessairement s'opérer pour au moins trois raisons principales :

- d'une part, la crise économique que traversent actuellement les pays capitalistes industrialisés et dont un élément de solution consiste en la recherche de nouveaux débouchés, donc éventuellement en la création d'un nouveau pouvoir d'achat ;

- d'autre part, la crise alimentaire mondiale en gestation, que n'a pu enrayer la "Révolution Verte", et que vient aggraver une libération de main-d'oeuvre excessive, c'est-à-dire un exode rural et un chômage démesurés dans les pays du capitalisme périphérique ;

- enfin, découlant du point précédent, les risques de crise et d'instabilité politiques généralisées à la périphérie.

Telles sont les quelques unes des raisons qui militent en faveur d'un renversement des perspectives : le point de vue de l'offre a tendance à devenir secondaire par rapport au point de vue de la demande, et corrélativement les politiques de croissance font place aux politiques d'emploi et de redistribution des revenus.

A N N E X E S

ANNEXE N° 1

De quelques problèmes déontologiques posés par une recherche sur l'"amélioration des méthodes d'investigation socio-économique en milieu rural africain et malgache".

Toute recherche a pour objectif de mieux cerner la réalité observée, de mieux en comprendre les mécanismes, les tenants et les aboutissants, les déterminations et les évolutions en cours.

C'est pourquoi une recherche méthodologique telle que celle ici amorcée -c'est-à-dire la question du "Comment chercher ?"- ne peut être entreprise qu'après qu'aient été apportées des réponses suffisamment claires aux questions du "Que chercher ?" et du "Pourquoi le chercher ?".

Mais la nécessité de ces détours épistémologiques est rarement comprise et acceptée par les demandeurs de recherche, et les pressions -conscientes ou inconscientes, directes ou indirectes- sont constantes en vue d'orienter une telle recherche dans un sens plus opérationnel. Cette attitude nous semble caractéristique de notre hypothèse selon laquelle les politiques de développement rural et les praticiens qui les mettent en oeuvre sont à la recherche de justifications et de recettes plus que d'une réelle connaissance du milieu. Notre thèse est que cette méconnaissance a été fonctionnelle, mais qu'elle est sur le point de ne plus l'être aujourd'hui où les politiques de développement, et de développement rural en partuculier, abordent une phase critique. La critique théorique a pour rôle -entre autres- de préparer leur retournement.

Aussi, refuser le détour épistémologique, c'est naviguer à vue, c'est ne pas comprendre que la phase actuelle est différente des précédentes et que la situation présente, déterminée par les politiques antérieures,

ne se satisfera pas de rafistolages bon marché et superficiels. Accepter d'être un artisan de ce détour, par contre, c'est accepter de poser une pierre à l'édifice de nouveaux instruments de politique "adaptés" à la situation. Une telle recherche donne en effet naissance à trois produits :

- un produit de connaissance : c'est l'aspect fondamental de la recherche qui concerne la transformation des structures sociales ;

- deux produits de récupération qui sont l'aspect appliqué de la recherche. L'un est une contribution à la construction de cet instrument de politique économique qu'est la redistribution des revenus : instrument efficace qui permettra de moduler l'exode rural en fonction des besoins alternatifs ou complémentaires en surproduit et en surtravail, parallèlement à sa fonction de création de débouchés. L'autre sous-produit de la recherche est à usage idéologique ou pédagogique et devrait permettre aux paysans de mieux assumer leur condition (1).

Une telle recherche place donc celui qui l'effectue au coeur même des contradictions du processus qu'il étudie. Elle le met ainsi à un poste d'observation privilégié qui jouit d'une perspective de recherche fondamentale autonome tout en bénéficiant des avantages d'une recherche appliquée orientée, c'est-à-dire d'une information riche et de première main. Mais elle l'amène aussi à vivre en lui une contradiction fondamentale : contribuer à la reproduction d'un système dont il fait par ailleurs la critique. S'il accepte de supporter que ne soit pas résolue une telle contradiction, c'est parce qu'il estime en définitive que, dans les circonstances qui sont celles actuellement observables, pratiquer la politique du pire, c'est-à-dire laisser éclater les contradictions à l'oeuvre, risquerait d'engendrer un remède pire que le mal. C'est aussi et enfin parce qu'il présume que la brèche idéologique par lui observée est porteuse d'un réaménagement structurel en gestation dans les politiques d'emploi et de redistribution des revenus. Ce réaménagement structurel résulte de la nécessité d'absorber les effets déstructurateurs de rapports sociaux plus progressifs, au sein d'une nouvelle division internationale du travail. Et la phase de l'absorption ne précède-t-elle pas celle de la dissolution ?

---

(1) C'est l'idée que Glynn Cochrane exprime lorsqu'il écrit que le rôle de l'Anthropologie serait de "déterminer ce que (les populations locales) sont disposées à accepter comme raisonnable". Finances et Développement, vol. 11, n° 2, Juin 1974, pp. 20-23 (Cf Annexe 7, infra).

ANNEXE N° 2

Méthodologie statistique et démarche sociologique
(A propos de la thèse Ph. D. Statistics de Christopher Scott :
"The Methodology of Household Budget Surveys in Africa"
University of Ghana. Legon. 1970. Dactylogr.)

La thèse de Christopher Scott repose sur l'examen approfondi de l'ensemble des enquêtes budget réalisées en Afrique, tant dans les pays francophones (enquêtes lourdes) que dans les pays anglophones (enquêtes plus légères).

A l'occasion de cet examen, l'auteur veut "suggérer qu'une proportion beaucoup plus importante des sommes dépensées soit affectée à la recherche méthodologique dans le but d'améliorer la fiabilité dans la collecte des données". Dans ce domaine, ajoute-t-il, "la recherche doit être systématique, plutôt que ad hoc (c'est-à-dire au coup par coup)". Or, c'est bien là un des objets de notre recherche sur les méthodes d'investigation socio-économique en milieu rural africain et malgache. Un objet essentiel même, puisque l'amélioration de la fiabilité dans la collecte des données passe principalement par une redéfinition des concepts à travers lesquels ces données sont saisies.

Avant d'analyser sous un angle critique les divers domaines méthodologiques explorés par Scott et qui, nous semble-t-il, posent problème du point de vue de la méthode des Sciences Sociales, nous examinerons avec l'auteur un certain nombre de questions auxquelles s'efforcent de répondre les enquêtes budget-consommation.

1- Quelques problèmes posés par les enquêtes budget-consommation

Pour comprendre la portée fondamentale de l'analyse de Scott et de la critique que nous voudrions en faire, il est nécessaire de rappeler une évidence, à savoir que les enquêtes budget-consommation auraient dû

constituer une matière première essentielle des travaux de comptabilité nationale et de planification du développement. Le problème est aigu, puisqu'il ne s'agit pas alors de conserver ou d'infléchir les structures antérieures, mais bien au contraire de les modifier radicalement, de les bouleverser (1). Et c'est dans une telle perspective qu'on attendait des enquêtes budget qu'elles fournissent un certain nombre de données de base à l'usage des planificateurs, mais aussi de tous les praticiens du développement. Gérard Winter pouvait ainsi écrire :

> "Les enquêtes statistiques par sondage auprès des ménages ruraux visent, au sens le plus large, à fournir l'image la plus complète possible du "niveau de vie" des populations.
> Les besoins limités et précis des planificateurs et comptables nationaux sont naturellement d'abord pris en considération mais l'ambition de telles enquêtes, qui sont des enquêtes de structures, quinquennales ou même décennales, est aussi de donner aux responsables de tout niveau une connaissance approfondie du comportement des ménages en matière économique.
> Les objectifs fondamentaux sont d'estimer la consommation alimentaire des familles, les dépenses et les revenus des ménages et de déceler les facteurs les plus importants qui conditionnent ces grandeurs".

Cette attente des données de base est aujourd'hui renouvelée et ré-activée puisque, sous l'égide des Commissions Economiques Régionales de l'ONU, une nouvelle génération d'enquêtes budget va voir le jour, étendue à un grand nombre de pays, et sur une échelle nationale.

1.1. Objectifs des enquêtes budget

Au-delà de leur objectif général qui est la mesure du niveau de vie des populations, les enquêtes budget sont censées répondre à des objectifs spécifiques clairement énumérés par Scott (pp. 1-3 et 1-4) :

---

(1) Jean-Louis Fyot : "Méthodologie de la planification. L'expérience de la Côte d'Ivoire". SEDES - SEAE - 1972 - 163 p.

(2) Gérard Winter : "Méthodologie des enquêtes "niveau de vie" en milieu rural africain". Bilan des 3 enquêtes effectuées de 1961 à 1965 au Cameroun. ORSTOM. 1970. Série : Initiations. Documentations techniques n° 15 - 182 p. (citation p. 11).

a) Permettre la pondération d'un indice des prix à la consommation urbaine ;

b) Fournir des données sur la consommation des ménages à la Comptabilité Nationale ;

c) Estimer la distribution des revenus des ménages en vue de déterminer une politique salariale ou fiscale, ou encore à des fins commerciales ;

d) Calculer des élasticités de la demande par rapport au revenu, en vue d'une projection de la demande ;

e) Fournir une estimation de l'épargne, de l'investissement, de l'endettement, etc. des ménages (cet objectif est néanmoins assez rare) ;

f) Estimer la production agricole paysannale par le biais de la consommation, ce qui permet de recouper les estimations directes tirées des enquêtes agricoles ;

g) Estimer l'importance de l'élément non monétaire de l'économie (autoconsommation, production de subsistance) ;

h) Estimer les niveaux nutritionnels.

L'importance de certains de ces objectifs pour ce qui concerne les prises de décision en matière de politique économique explique que l'on soit plus que sourcilleux quant à la méthodologie de telles enquêtes et à la qualité des résultats qu'elles fournissent.

Certes, de multiples recoupements sont opérés avant utilisation de ces résultats, mais la nécessité absolue de disposer de données de base a toujours été déterminante, même si la valeur de ces données était excessivement douteuse. Mais quelle peut être alors la valeur des projections et équilibres ainsi établis ? Quelle foi accorder à l'analyse des effets économiques et sociaux de projets particuliers ? Il nous semble qu'en la matière, une bonne compréhension du milieu rural et des processus qui y sont à l'oeuvre importe plus que des données dont la fiabilité est plus qu'incertaine. Cela ne revient pas à considérer la planification en milieu rural comme inutile, mais au contraire à poser la question de sa fonction réelle.

Avoir privilégié la collecte des données, sans avoir étudié au préalable et en profondeur la question de la méthode de collecte, et en particulier de l'inadaptation des concepts utilisés, cela a constitué un

choix décisif, parce qu'exempt de neutralité et donc tout à fait normatif. Un choix dont l'envers a été de méconnaître et d'ignorer de manière quasiment systématique les réalités sociales concrètes (1). Un choix qui porte une lourde responsabilité dans l'apparition et l'aggravation des crises structurelles qui se font jour actuellement : car les réalités sont têtues, et les crises alimentaire, foncière, des paiements -pour n'en citer que quelques-unes- n'inclinent pas à l'indulgence à l'égard d'instruments et de techniques qui ne sont pas étrangères à leur apparition (2). En particulier, l'ignorance dans laquelle se sont tenus les praticiens du développement à l'égard du "secteur non monétaire de l'économie", de ses structures et de ses mécanismes, a poussé au développement des cultures industrielles ou d'exportation, confinant dans d'étroites limites les productions vivrières de subsistance. Le phénomène de la soudure, qui joue un rôle déterminant dans le processus de déstructuration et de prolétarisation, était ainsi mis en place en certains endroits. Ailleurs les politiques de développement, au lieu d'accoucher de ce propagateur de la monétarisation qu'est la soudure, donnaient naissance au monstre de la famine. C'est dire l'importance que joue la connaissance du secteur non monétaire dans la maîtrise du développement ou de la déstructuration.

1.2. La prise en compte du secteur non monétaire

Un problème d'importance débattu par Scott, et qui a fait l'objet de nombreuses controverses entre spécialistes des Sciences Sociales, est celui de la technique d'évaluation de l'élément non monétaire de l'économie : quels prix utiliser aux fins d'estimer la consommation de subsistance et les transactions non monétaires (3) ?

Scott énumère les diverses possibilités qui se présentent. Faut-il utiliser :

a) Les prix à la consommation ou bien les prix à la production ? L'ONU recommande les prix à la production qui sont en général peu différents des prix pratiqués sur les marchés de brousse ;

---

(1) et (2). Nous avons essayé de traiter ces thèmes dans le chapitre : "Théories, politiques et planifications du développement".

(3) Cf Scott, op. cit., pp. 3-55 et s.

b) Les prix locaux ou des prix moyens calculés sur des zones plus larges ? Les prix locaux sont en général préférables, mais les prix moyens sont utiles pour étudier les variations locales de la part de l'autoconsommation ;

c) Les prix au moment de la récolte, ou bien au moment de la consommation (c'est-à-dire tout le reste de l'année) ? Des prix moyens sur une période donnée ou des prix fixes ?

Le cas c) est certainement le plus délicat et ne doit pas être confondu avec le cas a).

Or la façon dont Scott traite cette question élude complètement la réalité qu'elle recouvre. Prenant la suite de nombreux auteurs, Scott admet que la différence entre le prix au moment de la consommation et le prix au moment de la récolte représenterait le coût de stockage. D'après lui,

> "il serait raisonnable de ... porter (cette différence) au crédit du producteur-consommateur, et la procédure normale serait alors d'apprécier (au sens de : donner un prix) les quantités consommées au moment de la consommation. Quelle que soit la solution adoptée, il est impossible d'être tout-à-fait logique. Les biens achetés sont nécessairement évalués aux prix pratiqués au moment de l'achat, ce qui signifie que les coûts de stockage supportés par le consommateur sont exclus, alors que sont inclus ceux qui sont supportés par le producteur. Lorsqu'il s'agit d'une seule et même personne, un certain arbitraire ne peut être évité. Cependant le stockage par le consommateur se cantonne à sa propre production (c'est-à-dire en fait à son autoconsommation), de sorte que l'utilisation du prix au moment de la consommation amoindrira l'écart dans la manière d'apprécier production achetée et production aux fins d'autoconsommation".

Mais c'est là une vision vraiment étroite de la réalité. Considérer la différence entre les deux prix comme représentative du coût de stockage et de ce coût seulement, c'est faire abstraction de ce phénomène fondamental qu'est la soudure, phénomène qui influe de manière décisive sur l'évolution des sociétés rurales. C'est cacher sous le voile d'un coût de stockage imaginaire une rente spéculative de toute première importance. Il

est absolument aberrant de toujours considérer, de façon irréaliste mais systématique, les marchés des produits agricoles comme des marchés de concurrence parfaite. Il faut souligner que ces marchés sont doubles : ils sont mono ou oligopsoniques au moment de la récolte, et deviennent mono ou oligopolistiques au moment de la soudure (1). Et pour l'analyse, cette dualité doit être conservée à tout prix (c'est le cas de le dire !), même s'il en résulte une difficulté accrue dans le traitement des données.

La solution qui consiste à utiliser le prix réel momentané, c'est-à-dire le prix réel pratiqué au moment de la transaction (monétaire ou non) ou simplement au moment du transfert du grenier dans l'assiette, laisse subsister deux difficultés :

- d'une part, certaines transactions doivent être comptabilisées deux fois, et seule la méthode d'enregistrement permet de résoudre ce problème, qui est d'ailleurs évacué par Scott. Cet auteur ne tient pas compte de cette évidence, à savoir que certains achats ont lieu au moment de la soudure parce qu'ils ont été précédés de ventes au moment de la récolte (et donc, corrélativement par des achats spéculatifs durant cette même période). Bien sûr, ce problème ne se pose pas ici puisque, en théorie, il s'agit pour Scott d'évaluer l'autoconsommation et les transactions non monétaires. C'est oublier cependant que les phénomènes de soudure et de prêts usuraires ne prennent pas le plus souvent la voie monétaire, se cachent parfois sous des aspects purement sociaux, et consistent la plupart du temps en des échanges différés de produits. Bien que n'entrant pas, apparemment, dans le champ d'investigation de Scott qui les suppose résolues, semble-t-il, ces questions ne peuvent néanmoins être éludées car elles concernent tout le processus d'accumulation du capital marchand ;

- reste donc, d'autre part, à résoudre l'aspect le plus étroit du problème dans lequel se cantonne Scott : l'autoconsommation et les transactions non monétaires au sens strict, c'est-à-dire ces fractions de la

---

(1) Le monopsone est une situation de marché où les vendeurs sont nombreux et l'acheteur unique (l'oligopsone est le même cas de figure avec un petit nombre d'acheteurs).
Le monopole est une situation de marché où les acheteurs sont nombreux et le vendeur unique.

récolte qui ne sortent du grenier que pour aller dans l'assiette du producteur et de sa famille, ou pour alimenter des circuits purement sociaux (dons, cérémonies, etc.) et non équivoques (c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas en l'occurrence de dons recouvrant des remboursements de dettes par exemple). Dans ce domaine limité, les quelques considérations précédentes nous sont également utiles.

En quoi consiste effectivement l'opération préconisée par Scott ? Nous avons dit que l'auteur considérait que la différence entre le prix au moment de la consommation et le prix au moment de la récolte représentait le coût de stockage. Ce coût n'en est pas un en réalité : le stockage constitue au contraire un gain potentiel ou spéculatif ; l'absence de stockage, ou son impossibilité en raison d'un endettement éventuel, représente inversement une perte. L'écart entre prix au moment de la consommation et prix au moment de la récolte est donc bien un gain d'opportunité, éventuellement spéculatif. Dès lors, de trois choses l'une :

a) ou bien Scott évalue l'autoconsommation aux prix réellement pratiqués au moment où s'effectue la consommation proprement dite, et alors l'argument du coût de stockage ne tient pas et doit être remplacé par l'argument du gain de stockage ;

b) ou bien il évalue l'autoconsommation au prix pratiqué au moment de la récolte (prix faible), augmenté d'un coût de stockage qui croît avec le temps, mais alors le prix n'est pas représentatif de l'ensemble de la période et le coût n e saurait être que fictif, sans aucun rapport avec la réalité ;

c) ou bien, enfin, l'autoconsommation est évaluée au prix officiel augmenté du coût de stockage fictif. Dans ce cas, le prix est également fictif et n'est représentatif ni d'une période ni d'une moyenne annuelle.

C'est bien évidemment la première de ces solutions qui doit être retenue. C'est celle dont semble se rapprocher Scott. Mais ce rapprochement n'est qu'apparent et c'est la raison pour laquelle nous avons tant insisté sur les erreurs et obscurités de son argumentation. Son choix est en effet d'autant moins clair qu'il accepte -inexplicablement- la grossièreté du concept-voile qu'est le "coût de stockage". Ce qui laisse supposer qu'il se fonde sur les prix du marché : prix officiels ou prix pratiqués sur les marchés de brousse qui ne représentent évidemment pas la réalité des rapports

existant au sein de la sphère non monétaire. Les produits offerts sur les marchés de brousse ne sont destinés qu'aux seuls détenteurs de liquidités monétaires : de ce fait, les prix réels n'y sont pas aussi élevés que ceux pratiqués sur les marchés occultes de la soudure où les prix réels incluent l'intérêt usuraire perçu au moment de la récolte. Outre cet intérêt usuraire, les prix réels sont supérieurs aux prix du marché en raison de la pratique du clientélisme qui brise la concurrence en permettant au petit nombre des offreurs de soudure de se répartir les demandeurs en fonction des relations de dépendance personnelle qu'ils entretiennent entre eux.

Il nous semble, dans ces conditions, que les relevés statistiques devraient être opérés comme suit : pour chaque famille, ou plus généralement pour chaque unité élémentaire d'observation, il conviendrait de relever le volume des achats et ventes de produits agricoles tout au long du cycle agricole. Bien entendu, le choix de la population enquêtée devrait être fait par rapport au critère déterminant de la soudure : les unités élémentaires seraient choisies en fonction de leur plus ou moins grande soumission au phénomène de la soudure (ou du plus ou moins grand bénéfice qu'elles en tirent). Les prix d'achat et de vente seraient relevés parallèlement aux volumes de cette commercialisation occulte que le concept d'autoconsommation cache le plus souvent. Contrairement à ce que l'on croit généralement, les prix de récolte ou de soudure sont bien connus et déterminés. Mais ils sont personnalisés, et ceux qui doivent s'en acquitter au sein de relations de dépendance ou de clientèle ont tendance à les maquiller, de sorte que des recoupements doivent pouvoir être opérés. Dans ce but, la meilleure méthode consisterait sans doute en ce que les diverses unités élémentaires d'observation forment entre elles des ensembles cohérents, par exemple des "communautés villageoises". Le problème consisterait alors à choisir ces unités complexes d'observation selon des critères pertinents, et les "fichiers-villages" devraient permettre de rationaliser ce choix.

En tout état de cause il convient d'admettre que :

a) les prix officiels n'ont aucune signification réelle, et les prix relevés sur les marchés (même sérieusement) n'ont qu'une signification partielle. Cela est vrai aussi pour les populations qui sont l'objet d'un encadrement très dense et très lourd. Nous avons montré par ailleurs -à propos de la Société Malgache d'Aménagement du Lac Alaotra (SOMALAC)- que le système de la rente foncière peut très bien s'accommoder de situations

très diverses et annihiler l'effet d'un monopole étatique de la commercialisation ;

b) le phénomène fondamental dont la connaissance permet d'élucider les problèmes de la reproduction sociale, de la déstructuration-restructuration par la marchandise, de l'accumulation du capital et en fin de compte de l'évolution des sociétés rurales est celui des modalités et du niveau de la soumission à la soudure. Autrement dit, il convient de s'interroger sur la part de la consommation de subsistance dans la production de l'unité observée, et sur sa signification. Cette proportion peut parfaitement être supérieure à 100 % et ne pas être synonyme de soumission à la soudure si les achats de subsistance interviennent à la récolte (achats de précaution rendus possibles par des activités extra-agricoles). Au contraire, une proportion inférieure à 100 % peut très bien aller de pair avec des ventes précipitées au moment de la récolte (remboursement de dettes) qui doivent être compensées par des achats beaucoup plus lourds à la soudure. Dans les deux cas, seuls des enregistrements chronologiques en volume et en valeur des transactions internes à la sphère dite d'autosubsistance peuvent permettre de déterminer le seuil à partir duquel l'accumulation a pour reflet la paupérisation et la prolétarisation.

Cette question de toute première importance doit être intégrée dès que possible dans les enquêtes budget-consommation. Et c'est cette même question que Scott touche du doigt, mais en l'éludant encore une fois, lorsqu'il observe (pp. 3-59) :

> "Beaucoup de produits agricoles sont vendus seulement dans les quelques mois qui suivent la récolte et la quasi-totalité des ventes sont concentrées sur un mois ou deux. Alors le prix fixe à utiliser (s'il est nécessaire d'en utiliser un) sera le prix mensuel le plus bas enregistré (...). Mais les consommateurs peuvent conserver des stocks pour leur propre utilisation au delà de la période durant laquelle le produit est généralement vendu sur les marchés locaux. Le prix est alors théoriquement infini -ou au moins impossible à déterminer. Il faut alors utiliser le prix du mois enregistré en dernier".

Ce recul du statisticien devant le noeud du problème fait lui-même problème.

Mais, nous venons d'en avoir un aperçu à propos des relevés de prix, la démarche statistique s'accommode mal des précautions sociologiques.

2- Problèmes de méthode

Il est frappant pour le non-initié de constater l'importance accordée, tout au long de la thèse de Scott, aux contraintes matérielles auxquelles sont soumises les enquêtes statistiques. S'il n'est pas question de nier que la lourdeur même et le champ de telles enquêtes impliquent la prise en compte des problèmes de gestion, il est néanmoins inquiétant d'avoir constamment l'impression que la méthode et les objectifs qu'elle poursuit doivent se plier à ces contraintes. Ceci est d'autant plus inquiétant que les efforts actuels de révision pour mieux prendre en compte les réalités sociologiques risquent d'aboutir à des propositions qui seront tronquées au couperet des coûts financiers. A moins que les socio-économistes et anthropologues qui seront à l'origine de ces propositions ne soient réellement parties prenantes dans l'élaboration et dans la mise en oeuvre du projet d'enquête, et donc qu'ils soient appelés à organiser des révisions, déchirantes de toute façon, qui ne dénatureront pas leur domaine d'investigation.

Mais tel n'est pas le propos de Scott, qui dresse essentiellement le bilan des enquêtes passées, et nous présente les enquêtes sous l'aspect de vastes entreprises qu'il s'agit de gérer en vue d'atteindre des objectifs précis sous contraintes définies, et essentiellement financières. La finalité du processus, le contenu des objectifs, les possibles utilisations du produit fini et l'interprétation que s'en font les personnes interrogées : autant de problèmes qui ne sont jamais réellement abordés, si ce n'est en conclusion pour dire qu'il faudrait les traiter. Un seul de ces problèmes est traité en filigrane tout au long de la thèse, mais jamais en lui-même : c'est celui que nous voudrions approfondir maintenant.

2.1. Les relations triangulaires enquêtés - enquêteurs - statisticiens. Leur négligence et ses conséquences sur la poursuite des objectifs de l'enquête

Les relations entre enquêtés, enquêteurs et concepteur-analyste de l'enquête constituent une question permanente, organique et finalement décisive de la démarche sociologique. C'est pourquoi on ne peut qu'être frappé de voir que cette question n'est pas posée en tant que telle, mais

est toujours abordée à travers le prisme déformant des techniques utilisées.

C'est ainsi que l'attitude de la population qui fait l'objet de l'enquête est décrite (pour être déplorée ou souhaitée) sous les qualificatifs de défaillance, ou au contraire de patience, d'accoutumance :

> "Un mois semble suffisant pour que l'enquêté s'accoutume à l'enquêteur, sans que soit introduite une trop forte distorsion" (pp. 2-17).

> "Les visites quotidiennes sont difficiles à maintenir dans la pratique lorsqu'un journal quotidien est tenu" (pp. 3-4).

> "Les suivis posent le problème des non-réponses et du remplacement des ménages défaillants" (pp. 2-37).

Une telle conception implicite de la réaction des personnes interrogées à l'égard de l'enquête elle-même tend à faire attribuer la "défaillance" ou le comportement passif (et donc en quelque sorte négatif) à la lourdeur du système d'enquête, alors que c'est aussi et surtout l'interprétation que s'en font les personnes enquêtées qui est principalement en cause et finalement déterminante. Dès lors, on ne peut qu'être sceptique lorsqu'on lit (pp. 3-9) que "l'acceptation est en général meilleure qu'en Europe ou en Amérique". Et si l'on rapproche cette affirmation de celle avancée en conclusion du chapitre VIII, selon laquelle l'erreur globale varie de 20 à 50 %, on doit se demander :

- si un tel pourcentage d'erreur est inférieur à celui que connaissent les pays industrialisés d'Occident. Ce qui n'est manifestement pas le cas, et alors il peut paraître simpliste d'assimiler défaillance et non réponse = certains types de réponse peuvent être des signes de défaillance, et le rôle de l'enquêteur et du statisticien est de les déceler. Mais alors il n'est pas vrai d'affirmer que l'acceptation est en général meilleure en Afrique ;

- ou si la "coopération" ainsi suscitée chez les populations africaines enquêtées n'est pas factice : ce qui est manifestement le cas. Scott s'en rend d'ailleurs bien compte puisqu'il précise aussitôt que "l'objectivité des réponses peut être mise en défaut à cause de l'importance que les ménages modestes accordent aux visites des enquêteurs (visites qui leur confèrent un "statut")" (pp. 3-9).

Mais ce n'est voir là que la surface des choses : une telle attitude ostentatoire, et pire encore, celle qui traduit une soumission apparente, ne fait que refléter en réalité la complexité des rapports sociaux historiques et contemporains entre races, ethnies et classes que toute méthodologie d'enquête sur le terrain doit prendre en compte.

Bien entendu, la technique même du sondage ne permet pas d'entreprendre une démarche réellement sociologique (1). En effet le sondage aboutit à isoler l'unité d'observation (le "ménage") de son groupe de référence, la communauté villageoise par exemple. Alors que la connaissance sociologique ne peut procéder que de la mise en rapport de cette unité avec les autres unités de son groupe ou avec les sous-groupes constitutifs de la communauté. C'est pour cette raison que la communauté villageoise (ou son équivalent pertinent) serait certainement une unité d'observation plus adéquate que le ménage du point de vue de l'intégration de la démarche sociologique dans les enquêtes statistiques (2). Cette proposition créerait de nouvelles difficultés et commencerait par alourdir encore les enquêtes. Cependant des fichiers-villages correctement conçus pourraient permettre un choix raisonné de communautés villageoises représentatives permettant de réduire sensiblement l'échantillon. Un autre allègement se ferait sentir : la plus grande fiabilité des réponses obtenues, par recoupement inhérent à la méthode sociologique, permettrait d'éviter le recours à toutes les techniques de confrontation (recoupements, inventaires, rétrospective, etc.) dont la lourdeur est parfois considérable.

Cependant, l'attitude de la personne enquêtée n'est pas la seule à poser problème. Celle de l'enquêteur chargé de la tâche matérielle de l'interview et de l'enregistrement est tout aussi importante. Sa position intermédiaire lui permet d'atténuer ou au contraire d'exacerber les rapports raciaux, ethniques ou de classe actualisés par l'enquête. Par son comportement

---

(1) Un exemple de cette démarche est la "praxis" préconisée par Edgar Morin dans son article : "La démarche multidimensionnelle en sociologie". Cahiers Internationaux de Sociologie. 1966, II, reproduit partiellement dans : E. Morin : "Commune en France - La métamorphose de Plodemet". Fayard. 1967 (Cf appendice pp. 278-287).

(2) Notre proposition n'évacue pas la critique de l'unité-ménage, puisqu'elle s'y trouve confrontée au sein de l'unité-village, mais elle permet de la surmonter plus facilement.
Nous ne faisons ici qu'effleurer des problèmes qui mériteraient d'être discutés en profondeur.

et sa technique, l'enquêteur peut en effet permettre d'éviter une attitude trop déférente ou trop dépendante des personnes interrogées, attitude qui influence inévitablement la qualité des réponses. Mais il peut tout aussi bien se complaire à provoquer une telle attitude de dépendance, et l'on sait jusqu'à quelles aberrations on aboutit alors (1). Et il faut bien remarquer que, pour l'enquêteur, c'est la voie de la facilité et de la "productivité maximale".

Or, ici encore, il est symptômatique de constater que la question n'est abordée qu'incidemment. Ainsi est-il déploré (pp. 3.33 et 3.34) qu'une initiative quelconque de l'enquêteur dans la conduite de l'interview ne peut être décelée par aucun contrôle. Mais on ne se pose à aucun moment la question de savoir quel est le motif d'une telle initiative. L'ordonnancement des questions, la manière dont elles sont posées peuvent par exemple être défectueux et susciter l'hostilité ou l'incompréhension des personnes interrogées. Le questionnaire ne pose pas seulement le problème de sa traduction en dialecte vernaculaire, il pose aussi et surtout le problème de la connaissance de la société enquêtée, de son mode de vie et de ses coutumes. Aussi faudrait-il plutôt déplorer qu'une méconnaissance quelconque du statisticien dans la conception du questionnaire ne peut être en aucune façon démasquée dans une structure hiérarchique sans communication, qui fixe dès le départ le "cérémonial" et n'admet aucune initiative. En somme, tout se passe comme si la méthode d'enquête ne pouvait être remise en question. On sait bien pourtant qu'un questionnaire ne peut être appliqué également et impunément dans une société sans une adaptation fondée sur l'approche anthropologique ou socio-économique.

Finalement, une optique trop étroitement gestionnaire pour la conduite d'une enquête amène à privilégier la quantité sur la qualité de l'information recueillie, l'obtention du résultat sur la manière qui a permis de l'atteindre. Divers passages illustrant a contrario ce parti-pris (par exemple p. 3.34). On déplore l'esprit d'initiative de l'enquêteur, simplement considéré comme une lubie de caractère psychologique, alors que cette "lubie" peut être une actualisation concrète de la relation à l'enquêté.

---

(1) En ce sens, mais dans le domaine de la vulgarisation agricole qui, du point de vue de l'enquêteur/vulgarisateur, est assez semblable à celui de l'enquête statistique, voir : J. Charmes : "Théorie et pratique de la vulgarisation agricole". Cahiers ORSTOM. Série Sc. Humaines, vol. XII, n° 3, 1975, pp. 249-258.

On remarque aussi que le plus grave défaut des enquêteurs est en général la crainte de poser des questions. En vérité, les deux remarques précédentes prouvent simplement que le questionnaire est inadapté à la société à laquelle on l'applique, ou/et que la présentation et les explications préliminaires ont été insuffisantes ou inefficaces. Là encore, le choix de l'unité-village offre des possibilités beaucoup plus larges d'instauration de rapports dynamiques entre enquêteurs et enquêtés, car la relation individuelle avec un "ménage" isolé est beaucoup plus limitée dans le temps, l'espace et le contenu que les relations avec le groupe social, ne serait-ce que parce que, dans le premier cas, le groupe social est plutôt un obstacle à la relation individuelle alors que, dans le second cas, le groupe social est une possibilité d'actualisation permanente des relations individuelles.

Donnons un exemple. A Madagascar, sur les hauts plateaux centraux, on ne peut poser innocemment et à brûle-pourpoint, la question : "Quelle est, pour vous, la durée de la soudure ?" (1). Car, être soumis à la soudure c'est, pour un paysan, l'une des plus grandes hontes qui puissent être. Cependant la réponse à cette question est capitale puisque, comme nous l'avons laissé entendre plus haut, cette question ne peut être ni déviée, ni recoupée par la seule connaissance du volume de la production, de la ration alimentaire et du nombre de bouches à nourrir. La réponse à cette question constitue une précieuse indication sur le niveau de l'endettement et cache nombre de transactions non monétaires occultes. Cette question pour une unité-ménage isolée ne pourra émerger qu'au terme d'une discussion plus ou moins longue au cours de laquelle l'enquêteur (faisant preuve d'initiative) se sera efforcé de montrer que, s'il y a soudure, ce n'est certes pas une preuve d'incapacité de la part du paysan (2) mais une preuve de la dégradation de ses conditions de vie dont les causes sont d'ordre économique, démographique, climatique, etc. Certes, une telle méthode risque de n'apparaître que comme une simple manipulation dont l'efficacité même laissera à désirer. La communauté villageoise comme unité d'observation la rendrait moins artificielle grâce au partage des conditions de vie ainsi reconnu.

---

(1) Dans les enquêtes statistiques, la question correspondante porte sur les achats de produits vivriers. Fondamentalement, le problème reste identique. Les exemples foisonnent : superficies de terres vendues, superficies mises en métayage, etc. sont des questions dont le traitement est tout aussi délicat.

(2) Réponse trop souvent présentée par les paysans eux-mêmes qui actualisent ainsi une relation de dépendance et de soumission.

Il est vrai que le caractère mécanique des enquêtes budget, du moins dans leur conception actuelle, ne permet pas de poser le problème exactement dans les mêmes termes. Le caractère répétitif et obligatoire des questions peuvent entraîner -quelle que soit la méthode- la lassitude des personnes interrogées et ainsi provoquer la "défaillance". Ici encore la méthode anthropologique doit permettre d'atténuer le caractère répétitif et obligatoire des questions, ou au moins d'instaurer des "relations à plaisanterie" à l'égard du questionnaire.

2.3. Les relations triangulaires : leur formalisation et leur prise en compte par Scott

Après avoir dressé un bilan de l'ensemble des enquêtes budget-consommation entreprises en Afrique, Scott sélectionne deux séries de problèmes qui, à son avis, ouvrent de nouvelles voies de recherche. Ce sont :

- les variations dans le temps du budget des ménages : variations dans le mois, variations de mois en mois ;
- l'expérimentation sur l'erreur de mémoire.

Nous examinerons ici les variations dans le mois (chapitre V). A propos d'une enquête budget en milieu urbain à Yaoundé (1), Scott traite trois questions :

- les variations de dépenses en relation avec le jour de paie ;
- les variations de dépenses en relation avec le démarrage de l'enquête ;
- la variance de l'échantillon et la durée optimum de la période d'enregistrement.

---

(1) L'enquête distingue les catégories socio-professionnelles suivantes :

- experts, administrateurs ;
- employés ;
- autres salariés ;
- non salariés ;

et les catégories de dépenses suivantes :

- alimentaires non élaborées (= traditionnelles) ;
- alimentaires élaborées ;
- alimentaires effectuées et consommées à l'extérieur ;
- boissons ;
- habillement ;
- dépenses totales en biens et services ;
- dépenses totales.

Pour notre propos, nous nous en tiendrons à l'examen des variations de dépenses en relation avec le démarrage de l'enquête.

Les résultats de l'enquête sont les suivants (1) :

1) les dépenses pour les principaux postes alimentaires (non élaborés et élaborés) sont supérieures à la moyenne mensuelle pour les 2 premiers jours d'enquête ;

2) cet effet provient des deux catégories socio-professionnelles supérieures (salariés) pour lesquelles il est de 20 %. L'effet est moindre pour les non salariés ;

3) il en est de même pour les repas pris à l'extérieur et les boissons, au moins pour le premier jour ;

4) concernant l'habillement, aucune conclusion claire n'apparaît pour les salariés. En revanche pour les non-salariés, les 3 premiers jours se situent en dessous de la moyenne mensuelle (d'au moins 50 %).

Pour interpréter ces divers résultats, Scott énumère toutes les hypothèses explicatives possibles :

H_1 = le changement de comportement du ménage acheteur résulte de l'enquête.

H_2 = l'erreur provient de l'enregistrement.

H_{11} = changement dans la dépense du fait du démarrage de l'enquête.

H_{12} = changement dans la dépense du fait du prolongement de l'enquête (effet de conditionnement).

H_{21} = erreur d'enregistrement ou de report au démarrage.

H_{22} = erreur d'enregistrement ou de report lors de la continuation.

---

(1) Les trois pages qui suivent sont une traduction libre et raccourcie, effectuée à partir du chapitre V de la thèse de Scott (pp. 5.35 à 5.51).

Plus précisément, il distingue :

H_{111} = les gens achètent plus pour montrer leur richesse.

H_{112} = les gens achètent moins pour prouver leur pauvreté.

H_{113} = les gens font un achat, car ils croient devoir le faire du fait de l'enquête.

H_{121} = l'examen répété des dépenses de quelqu'un peut le conduire à penser qu'elles sont excessives et le pousser à la réduction.

H_{122} = l'interrogatoire répété sur le même sujet peut sonner comme une accusation et conduire à un achat non désiré ou anticipé (ou à une fausse déclaration d'achat).

H_{123} = les visites peuvent rendre honteux l'interviewé et le pousser à faire des achats anormaux (vestimentaires en particulier).

H_{124} = le fardeau que représente l'enquête peut pousser au départ un certain nombre de membres du "ménage", et se traduire par une chute de la dépense.

H_{211} = les gens déclarent plus qu'ils n'achètent.

H_{212} = les gens déclarent moins qu'ils n'achètent.

H_{213} = l'expérience rend les gens plus aptes à se rappeler de leurs dépenses.

H_{214} = des achats antérieurs au premier jour d'enquête sont enregistrés (effet télescopique).

H_{221} = l'ennui fait que les gens font moins d'effort pour se rappeler.

H_{222} = l'ennui pousse l'enquêteur à l'inefficience (il peut remplir le questionnaire sur le modèle des premiers jours).

H_{223} = l'interrogatoire répété peut inciter à l'exagération.

Scott procède alors à l'élimination d'un certain nombre de ces hypothèses. Compte tenu des résultats de l'enquête, il peut éliminer :

H_{222} = qui ne prévoit pas d'écart.

H_{122} et H_{223} (qui ne sont pas plausibles) et H_{112}, H_{212}, H_{213} qui prévoient une dépense inférieure durant le démarrage, ce qui est contraire à l'observation.

H_{214} (inclusion d'achats antérieurs) peut expliquer la déviation du premier jour. Mais curieusement l'hypothèse s'applique à l'alimentation plutôt qu'à l'habillement (écart négatif). Il convient de noter qu'il n'y a pas de corrélation entre la réduction d'achats vestimentaires et l'accroissement d'achats alimentaires.

1) Il reste donc, pour expliquer l'écart positif sur les postes alimentaires :

H_{111} et H_{113} = le désir d'impressionner ou de plaire à l'enquêteur. C'est surtout cette dernière hypothèse qui semble devoir s'appliquer dans le domaine alimentaire.

H_{121} = il est improbable que l'enquête amène à une meilleure connaissance de leur budget des ménages où la femme fait quotidiennement ses achats avec l'argent que lui donne l'époux salarié. On ne peut en tout cas expliquer ainsi un écart de 20 %.

H_{211} = ce n'est pas une preuve de richesse que d'augmenter la consommation alimentaire de type traditionnel.

H_{221} = est possible, mais pas dans la proportion de 20 %.

2) L'écart négatif sur les dépenses vestimentaires des ménages les plus pauvres peut s'expliquer par :

H_{123}, H_{212} et H_{213}.

H_{123} semble expliquer l'écart.

Pour éliminer H_{123}, une solution serait selon Scott de rejeter les quelques premiers jours d'enquête. Mais l'excès de dépense peut être compensé par un déficit les jours suivants ou dans le mois qui suit, et la suppression introduirait donc l'erreur.

Pour éliminer H_{124}, il suffirait de tenir le compte du nombre de personnesxjour. Mais la population qui se déplace ainsi peut ne pas être représentative. Il faut donc, en plus, disposer de données quotidiennes sur la composition des ménages.

Enfin, une meilleure supervision, un meilleur contrôle devraient permettre d'éliminer H_{221} (1).

Ainsi la question du rapport entre enquêteur et statisticien est réglée sur le mode hiérarchique. Il convient d'assurer une meilleure supervision, un meilleur contrôle. Autant dire qu'elle n'est pas traitée sérieusement et que ce mode de résolution de la contradiction risque de n'aboutir qu'à une aggravation du problème.

Quant à la relation de l'enquêteur (et, à travers lui, du statisticien) à la personne enquêtée, elle est censée expliquer une bonne partie de l'écart. Mais c'est par un constat d'impuissance que Scott ponctue son exposé. Il ne cherche pas à approfondir cette question fondamentale dont la non-résolution apparaît finalement comme une contrainte inhérente à l'enquête statistique.

Or ce problème n'a que deux solutions :

- l'une, globale, est d'ordre politique : l'enquête est portée par un mouvement politique dans lequel se reconnaissent les enquêtés. Dans une certaine mesure, cela aurait pu être le cas à Madagascar lorsque, après 1972, le Ministère de l'Intérieur du nouveau gouvernement malgache s'efforçait de remettre en place les structures des "Fokonolona". Le recueil de données statistiques réellement fiables aurait pu être effectué dans ce cadre grâce à une participation active de la petite paysannerie qui acceptait et recherchait le dialogue avec les représentants du pouvoir ;

- l'autre, partielle, ne saurait être qu'un palliatif. Elle emprunte ses méthodes à l'Animation Rurale ou encore à la "praxis sociale" telle que définie par Edgar Morin (art. cit.). Elle consisterait à susciter

---

(1) Ici s'achève notre traduction libre.

des situations-tests (des "provocations-tests" dirait Morin) à propos de l'enquête, au cours desquelles enquêtés et enquêteurs actualisent leurs relations et révèlent leurs préoccupations réelles. Cette méthode a néanmoins les mêmes inconvénients que l'Animation ou la "praxis" : elle risque de n'apparaître que comme une simple technique de manipulation dont l'objectif n'est pas toujours clair (1). Surtout, elle implique le choix d'une unité d'observation telle que la communauté villageoise permettant de saisir les unités individuelles au sein des relations sociales qui les déterminent et leur donnent une signification réelle.

---

(1) Cf Annexe n° 7.

ANNEXE N° 3

Réflexions autour d'un thème de recherche de la Banque Mondiale :

"Research proposal : growth of non-farm activities and employment in areas of rising output in agriculture"

(D. ANDERSON)

La traduction, par nos soins, de ce projet de recherche figure à la fin de cette Annexe n° 3.

--- ---

La problématique de la recherche proposée est la suivante : l'accroissement de la production dans l'agriculture induit une croissance des activités et de l'emploi non agricoles.

Cette induction s'opère, selon le projet, par l'intermédiaire d'une demande additionnelle de produits locaux :

1) biens et services de consommation, en réponse à une croissance des revenus familiaux (1) ;

2) biens et services intermédiaires investis dans l'exploitation agricole sous l'impact de la modernisation et de l'accroissement de la productivité ;

3) biens agro-industriels, en réponse à une demande extérieure de produits agricoles transformés. Il s'agit ici d'un accroissement de l'offre locale et non de la demande locale. Mais cet accroissement de la production de matières premières pour l'agro-industrie est à l'origine de l'augmentation des revenus ruraux.

---

(1) Rappelons que l'ancienne pratique (et la théorie qui lui est attachée) faisait généralement abstraction de cette préoccupation pour n'envisager que le seul effet sur l'"épargne" d'un accroissement inégalitaire des revenus. L'économie de traite épongeait, de manière invisible et sous forme de quasi-troc, cette augmentation de la demande.

Indirectement, le développement agricole induirait de plus :

4) des investissements privés attirés, outre par les matières premières agricoles, par l'infrastructure financée par la Banque Mondiale et par une main-d'oeuvre bon marché ("Cost incentives") (1) ;

5) un développement du marché des facteurs de production, c'est-à-dire la production des produits intermédiaires nécessaires aux activités précédentes. L'hypothèse d'une demande "industrialisante" est ainsi posée. Elle est osée mais se fonde sur l'efficacité des incitations évoquées au point 4) ci-dessus.

La recherche entreprise tendrait à démontrer que le développement agricole peut, dans une certaine mesure, s'auto-entretenir et servir de base à l'industrialisation. L'accroissement de la productivité agricole dégage une demande potentielle permettant d'éponger la main-d'oeuvre ainsi libérée. Anderson écrit explicitement :

> "S'il est prouvé qu'il existe, potentiellement ou réellement, une source substantielle et croissante de revenu et d'emploi dans le secteur non agricole (en dehors des grandes villes) des régions qui connaissent une augmentation du produit agricole, alors il est évident qu'un support institutionnel et économique dudit secteur constituerait un complément important et efficace à la politique de développement rural. Cela ajouterait un contrepoids et un élément de stabilité dans les mouvements migratoires en offrant aux migrants la possibilité de trouver hors des grandes villes de meilleures opportunités d'emploi et de gain. Cela accélérerait le processus de transformation structurelle étant donné que les opportunités d'emplois existeraient sur place, à la porte, pour ainsi dire, des gens qui souhaitent travailler temporairement ou à plein temps dans le secteur non agricole. En fin de compte, cela constituerait un stimulant positif pour l'agriculture même, en créant des demandes additionnelles pour les produits agricoles locaux, transformés ou non, et en stimulant de manière générale les interactions entre secteur agricole et secteur non agricole".

---

(1) Nous allons revenir sur ces questions que nous avons déjà abordées dans le chapitre 2 : "Théories, politiques et planifications du développement", § 1.1.

Autrement dit, la croissance du revenu et de l'emploi non agricoles sur le plan local, dont l'origine est dans le développement agricole, offre un remède au problème de l'exode rural, à la déstructuration des modes de production faiblement pénétrés par la marchandise, et aux besoins de l'industrie locale en main-d'oeuvre temporaire et faiblement rémunérée. Ce dernier point est évidemment fondamental pour résoudre la contradiction entre déstructuration, c'est-à-dire libération de la force de travail, et frein à l'exode rural. En ce sens, il y a cohérence logique des objectifs d'une telle politique. Mais il y a incohérence en ce sens que ce qui semble déterminant c'est l'offre de main-d'oeuvre (temporaire) aux complexes agro-industriels, alors qu'en fait l'accroissement des revenus agricoles peut se traduire par un rétrécissement de l'offre de travail si l'augmentation du produit est obtenue dans le cadre d'une redistribution des revenus (objectifs des projets "new style" de la Banque Mondiale). Il ne faut pas oublier en effet qu'une redistribution des revenus qui profiterait aux paysans les plus défavorisés ralentirait le processus de prolétarisation et diminuerait ainsi l'offre de main-d'oeuvre.

C'est bien dans ce cadre des projets "new style" qu'il convient de juger de cette recherche puisqu'on sait que les politiques agricoles classiques, si elles ont permis d'accroître la production, n'ont pas provoqué une augmentation déterminante de la demande : le surproduit a en effet été drainé directement vers les métropoles africaines et surtout vers les métropoles du centre industrialisé, sans irriguer les centres urbains intermédiaires. Les études de l'ORSTOM, en Côte d'Ivoire, ont bien montré que les centres semi-urbains et urbains secondaires n'ont pas profité de la croissance agricole. Le seul bénéfice en a été tiré, au plan national, par le pôle d'Abidjan (1).

---

(1) On se reportera notamment à :

Ancey G. (1974) : "Relations de voisinage ville-campagne. Une analyse appliquée à Bouaké : sa couronne et sa région (Côte d'Ivoire) - Mémoire ORSTOM - 258 p. et à une série d'articles sur "les petites villes de Côte d'Ivoire" parus dans les Cahiers ORSTOM. Série Sc. Humaines vol. VI, n°s 1 et 2 - 1969. Voir aussi : "Différenciation régionale et régionalisation en Afrique francophone et à Madagascar", journées de travail de Yaoundé, 9-12 octobre 1972 - Travaux et Documents de l'ORSTOM 325 p. (1974).
Et : "Schémas d'analyse et cadres d'action du développement régional pour les pays neufs", par J.C. Perrin et H. Lhuillier - Cahiers ORSTOM. Série Sc. Humaines, vol. IV, n° 2, 1967 (111 p.).

L'hypothèse du projet de recherche ne peut donc être admise que s'il y a redistribution des revenus.

L'importance de cette redistribution des revenus repose sur une alternative dont les termes sont difficiles à préciser :

- d'une part, elle ne doit pas être trop forte afin de permettre une libération de main-d'oeuvre pouvant répondre aux besoins de l'agro-industrie (compte tenu de la nécessité d'une "armée industrielle de réserve") ;
- d'autre part, elle doit être suffisamment large pour provoquer une croissance de la demande qui rentabiliserait des activités locales.

Et c'est parce qu'elle débouche sur ces deux objectifs politiques contradictoires que la redistribution est une variable instrumentale, primordiale de politique économique.

Dans le cadre des hypothèses ainsi tracées, la variable-clé est donc le revenu additionnel tiré de l'activité agricole : de lui dépendent l'offre de main-d'oeuvre et la demande de produits. Les revenus extra-agricoles des ruraux ne sont pas pris en compte à ce niveau. Nous verrons ultérieurement comment on peut prendre en compte ces activités extra-agricoles traditionnelles.

Quel est le problème en effet ? Jusqu'à présent le surplus agricole a été, pour sa plus grande part, mobilisé en dehors du secteur agricole et rural. La faible part qui y était maintenue profitait à un très petit nombre. La redistribution envisagée d'une partie de ce surproduit change considérablement les perspectives de développement, et les pratiques qui lui sont liées. D'une analyse en termes d'offre, on passe à une analyse en termes de demande. Ce passage des Néo-classiques à Keynes met au premier plan la préoccupation des débouchés. Il faut néanmoins voir les limites de cette réorientation. L'agro-industrie qui draîne le surplus agricole vers l'extérieur est considérée comme le moteur de la demande inductrice. L'offre reste donc un élément essentiel mais elle n'en est plus l'unique élément.

Ce balancement, non résolu apparemment, entre l'offre et la demande, la fourniture de main-d'oeuvre ("Cost incentives") et la recherche de débouchés ("demand inducement") permet d'ailleurs de préciser la nature des "groupes-cibles" de la Banque Mondiale. Alors que la libération d'une

main-d'oeuvre temporaire et bon marché, sans accroissement de chômage, repose sur une pénétration de la marchandise dans des sociétés non encore entrées dans la phase de transition, le gonflement de la demande concerne au contraire une politique qui toucherait les paysans semi-prolétarisés (les "quasi-salariés") des sociétés en voie de dissolution.

Enfin, pas plus que les activités extra-agricoles traditionnelles, le faible pouvoir polarisateur des centres urbains secondaires n'est pris en compte. L'absence de ces deux éléments résulte du fait qu'il ne s'agit pas pour la Banque Mondiale d'élaborer une théorie sur la base d'observations empiriques, mais bien de définir une politique normative. Et le poids des interventions de la Banque permet de penser qu'il n'est pas impossible que soient obtenus des changements structurels importants dans des secteurs qui, l'expérience du passé nous le montre, apparaissaient comme non moteurs et stagnants.

Le modèle de simulation, objet de la recherche entreprise par la Banque Mondiale, a ainsi pour rôle de prévoir les effets de ces projets "new style". La difficulté d'une telle recherche provient précisément du fait qu'aucun de ces nouveaux projets n'est encore arrivé à maturité. Il s'agit donc de simuler l'induction de la demande solvable (et de l'offre de main-d'oeuvre) en simulant la redistribution des revenus (1).

C'est bien ce qui apparaît puisque le projet doit aboutir à une "grille d'analyse exprimée en termes de relations d'offre et de demande, selon :

- le type d'activité ;
- les niveaux de revenus et leur distribution (demande des consommateurs) ;
- les niveaux de production (inputs du secteur agricole et des autres secteurs concernés) ;

---

(1) Au bout du compte, le risque est grand de n'aboutir qu'à une simple simulation idéologique. Ce n'est qu'un risque, car il est certain que la Banque Mondiale cherche véritablement à faire de la redistribution des revenus un instrument de politique.

- l'offre ou les facteurs qui agissent sur elle (y compris les variables de politique)".

*

* *

Face à ce corps d'hypothèses relativement cohérent, nous voyons que les modalités de la recherche entreprise par la Banque Mondiale s'orientent dans des directions auxquelles il n'est pas fait référence dans la problématique :

- la croissance des centres semi-urbains et urbains secondaires, et de leurs activités non agricoles ;

- le champ, les caractéristiques et le dynamisme des activités extra-agricoles par les ruraux eux-mêmes (tissage, travail du bois, du cuir, du métal, transformation des produits, ...).

C'est précisément sur ces deux domaines qu'ont porté de nombreux travaux (notamment de l'ORSTOM pour l'Afrique inter-tropicale) dont on peut dire qu'ils contredisent une grande partie du modèle proposé.

Pour résoudre cette contradiction apparente, il faut admettre qu'implicitement, la connaissance des activités urbaines et extra-agricoles traditionnelles ne vise pas tant la déterminantion des relations entre croissance agricole et développement industriel régional (1) que la comptabilisation des coûts sociaux d'une politique qui ferait table rase de la structure actuelle du monde rural, ou bien encore la comptabilisation des coûts économiques (réduction du surproduit drainé) d'une politique qui, elle, tiendrait compte de cette structure actuelle. Les questions auxquelles la Banque s'efforce de répondre sont en effet les suivantes : dans quel sens (et à quel

---

(1) Encore que le projet affirme explicitement viser "le problème de la mesure et de l'explication de la croissance régionale des activités non-agricoles", et vouloir "fonder les instruments de politique" sur une telle analyse.

prix) penchera la balance de l'emploi et du revenu en cas de concurrence victorieuse de l'industrie sur les activités extra-agricoles traditionnelles ? Ou encore : quel rétrécissement du marché du travail et des produits serait à attendre d'une complémentarisation de l'industrie rurale à l'égard des activités extra-agricoles traditionnelles ?

On connaît en effet le coût social et l'aggravation du chômage qui résultèrent du développement de l'industrie textile en Inde au détriment de l'artisanat local. Le projet de recherche fait d'ailleurs allusion au cas exemplaire de ce pays. On connaît aussi la difficulté de planifier un développement capitaliste qui n'aurait pas la liberté d'absorber par la concurrence -au moins provisoirement- des activités précapitalistes.

Il semble donc bien que le but de la recherche soit de préciser, en le désagrégeant, un modèle à trois secteurs (agricole, rural non agricole, manufacturier) du type "Z. Goods" de Hymer-Resnick (1).

On ne peut cependant accepter le fondement empirique qui consiste "à déterminer dans une première phase les effets des instruments de politique sur la base d'une analyse comparative de la croissance de certains centres urbains particuliers et de leurs activités non agricoles". En effet, tel qu'il est exposé, le projet ne peut déboucher sur un schéma d'analyse cohérent que si l'on intègre la variable redistribution des revenus que l'on trouve dans toute la littérature récente de la Banque Mondiale. Or, elle fait défaut dans ce projet ! Cela peut d'ailleurs apparaître comme un symptôme de l'écart qui existe entre la recherche et la pratique de cette institution (2).

---

(1) Stephen Hymer and Stephen Resnick : "A model of an agrarian economy with non agricultural activities". American Economic Review, vol. LIX, n° 4, sept. 1969 (pp. 493-506).

(2) La solution de cette contradiction réside en effet dans le clivage qui existe entre la théorie (qui est idéologie) et la pratique qui se recouvre d'une idéologie. Mais cette idéologie-là peut différer de celle-ci, dans des situations de renouvellement comme la période actuelle, où la théorie keynésienne fait une percée dans un univers néo-classique, mais une percée qui n'est pas encore décisive. Ce sont ces clivages, ces dissonnances qui permettent d'éclairer l'évolution des théories, des politiques et des planifications du développement, et à travers elles, l'évolution des structures sociales. La difficulté consiste présentement à déterminer de quel côté se situe l'idéologie dominante : du côté de la recherche théorique qui semble développer des modèles dépassés, ou bien du côté opérationnel qui développe la redistribution des revenus comme instrument de politique.

Il n'y a aucune raison de penser qu'une croissance agricole obtenue selon les modèles anciens réduise significativement l'exportation vers les métropoles nationales puis internationales du surplus agricole et de ses effets multiplicateurs. C'est la conclusion que l'on peut tirer des études sur la régionalisation et la croissance urbaine en Afrique. Si, pour accroître les débouchés ou susciter une offre de travail aux caractéristiques particulières dans le cadre d'une nouvelle division internationale du travail, on admet le principe d'une réinjection d'une partie de ce surplus dans le secteur agricole, peut-on espérer que cette "réinjection" se fasse au profit des activités non agricoles du secteur rural ? Le sacrifice d'une part du surplus agricole, accompagné du maintien dans le secteur rural, correspond à l'intérêt du mode de production capitaliste dominant (que traduit la nouvelle division internationale du travail). Ce sacrifice intéressé implique donc nécessairement redistribution de la part réinjectée, puisque toute l'histoire des 15 dernières années, en Afrique du moins, montre que la part du surplus affectée à la constitution d'une petite bourgeoisie rurale a quasi totalement été réexportée, par le biais de l'économie de traite notamment.

Si donc la nécessité d'introduire la redistribution des revenus dans le modèle est admise, trois séries de questions se posent :

- l'effet d'entraînement attendu de la demande implique l'élucidation des relations entre redistribution des revenus et structure de la demande. La F.A.O. met en oeuvre des recherches dans ce domaine ;

- la maîtrise de l'instrument redistribution implique que l'on puisse en modeler les effets alternatifs sur la demande de biens et services et l'offre de travail ;

- enfin, la prévision des effets de la réinjection du surplus implique que l'on connaisse la structure d'utilisation de ce surplus par analyse des processus d'endettement et d'accumulation.

Ces trois points doivent être analysés en tenant compte des différents stades de transition atteints par les sociétés concernées.

--- ---

R E S U M E

Le bilan des 15 dernières années montre que le surplus agricole a été -pour sa plus grande part- drainé vers des métropoles nationales et extérieures. Les études de l'ORSTOM sur la régionalisation, la croissance urbaine et les relations villes-campagne en Afrique de l'Ouest ont largement prouvé cette forte polarisation autour des capitales et la faible irrigation corrélative du secteur rural non agricole.

Si l'on veut aujourd'hui bâtir une stratégie sur un modèle d'entraînement du secteur rural non agricole par la croissance agricole, il convient :

1- de connaître les limites de ce modèle dans le schéma classique du "laisser-faire" ;

2- de modifier certaines des hypothèses ou des variables instrumentales de ce modèle, afin d'en renouveler les résultats.

En ce sens, il nous paraît fondamental d'intégrer ce projet de recherche dans le cadre des travaux entrepris par nombre d'institutions internationales, dont surtout la Banque Mondiale, concernant les effets sur la croissance d'une redistribution des revenus.

Les effets à attendre de la variable "redistribution des revenus" sont de deux sortes :

- effets sur la demande de biens et services. De même que l'on admet aujourd'hui qu'une distribution inégalitaire du revenu n'est pas génératrice d'épargne, de même l'on admet qu'une telle distribution inégalitaire favorise la consommation ostentatoire et finalement l'exportation du surplus en dehors du secteur rural non agricole, en dehors même du pays. Une redistribution aurait donc pour effet de réorienter la demande dans des secteurs susceptibles de permettre une industrialisation de base en milieu rural ;

- effets sur l'offre de main-d'oeuvre. La redistribution des revenus, en freinant le processus de paupérisation de la petite paysannerie, ralentirait l'exode rural et c'est là un objectif primordial des politiques d'emploi. Ce ralentissement favorise par ailleurs l'apparition et

l'élargissement d'une main-d'oeuvre temporaire que recherchent les agro-industries. Or, le développement de ce secteur agro-industriel représente un élément déterminant du modèle.

Le projet de recherche proposé devrait donc avoir pour objectif essentiel une modulation de l'instrument redistribution des revenus selon les besoins en débouchés et en main-d'oeuvre.

L'analyse devrait donc, tout en tenant compte des différents stades de transition atteint par les sociétés concernées, porter sur les points suivants :

1- élucidation des relations entre redistribution des revenus et structure de la demande ;

2- élucidation des relations entre redistribution des revenus et structure de l'emploi ;

3- enfin, pour prévoir les effets de la réinjection du surplus dans le secteur rural non agricole, il faut connaître l'utilisation de ce surplus et donc analyser les processus de consommation - accumulation - endettement.

Projet de recherche* (D. ANDERSON)

CROISSANCE DES ACTIVITES ET DE L'EMPLOI EXTRA-AGRICOLES DANS LES ZONES DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

INTRODUCTION

"La fourniture de crédits, de voies de communication et d'appuis institutionnels dans le but d'accroître la production d'une région particulière entraîne également la croissance locale des activités et de l'emploi extra-agricoles. La croissance est induite par la demande, et peut être attribuée à trois sources, à savoir la demande croissante pour les biens et services produits localement et qui sont les suivants :

(i) biens et services de consommation, en réponse à un accroissement des revenus familiaux locaux ;

(ii) biens et services intermédiaires destinés à l'exploitation, en réponse à la modernisation et à la croissance locale de la production agricole ;

(iii) biens agro-industriels, en réponse à des demandes externes pour les produits agricoles transformés.

Les activités et l'emploi extra-agricoles peuvent aussi s'accroître indirectement du fait de développements dans l'agriculture, tels par exemple :

(iv) l'investissement privé, si la région offre à l'investisseur des moyens de communication convenables et des coûts avantageux et incitatifs ;

(v) le développement du marché des facteurs : croissance des activités fournissant matériaux, équipement et services aux activités (i) à (iv) ci-dessus.

---

* Traduit par nous (J.C.)

Il apparaît, mais souvent de manière fragmentaire, que ces sources de revenus et d'emploi extra-agricoles en dehors des grands centres urbains s'accroissent rapidement. L'exode rural, par exemple, est souvent dirigé vers les villages et les villes, aussi bien que vers les grandes métropoles. Et plusieurs études concernant les relations entre secteurs agricoles et non agricoles ont révélé la forte réponse du secteur non agricole (non urbain) à des demandes locales et externes croissantes de produits non agricoles (Cf les travaux de Liedholm, Johnston et Kilby, Child et Kaneda, Sigurdson, etc.). S'il est prouvé qu'il existe -potentiellement ou réellement- une source substantielle et croissante de revenu et d'emploi dans le secteur non agricole (en dehors des grandes villes) des régions qui connaissent une augmentation de la production agricole, alors il est évident qu'un support institutionnel et économique du dit secteur constituerait un complément important et efficace à la politique de développement rural. Cela ajouterait un contrepoids et un élément de stabilité dans les mouvements migratoires en offrant aux migrants la possibilité de trouver hors des grandes villes de meilleurs opportunités d'emploi et de gain. Cela accélérerait le processus de transformation structurelle étant donné que les opportunités d'emplois existeraient sur place, à la porte, pour ainsi dire, des gens qui souhaitent travailler temporairement ou à plein temps dans le secteur non agricole. En fin de compte, cela constituerait un stimulant positif pour l'agriculture même, en créant des demandes additionnelles pour les produits agricoles locaux, transformés ou non, et en stimulant de manière générale les interactions entre secteur agricole et secteur non agricole.

Le projet de recherche sur les possibilités de stimuler la croissance du secteur non agricole dans les régions qui connaissent une croissance de la production agricole aurait trois objets principaux :

a) montrer l'importance et la croissance des activités et de l'emploi extra-agricoles, des salaires et profits correspondants ;

b) établir une grille d'analyse exprimée en termes d'offre et de demande, selon :

- le type d'activité ;
- les niveaux de revenus et leur distribution (demande des consommateurs) ;
- les niveaux de production (inputs du secteur agricole et des autres secteurs concernés) ;

- l'offre ou les facteurs qui agissent sur elle (y compris les variables de politique).

c) établir le cadre d'une politique à mettre en oeuvre.

Avant d'expliciter les modalités de la recherche (...) il semble utile de faire brièvement le tour de l'état actuel des connaissances qui sont à notre disposition dans ces domaines.

REALITE DE LA CROISSANCE DES ACTIVITES EXTRA-AGRICOLES (NON URBAINES)

a) Croissance des centres urbains secondaires

Une preuve indirecte de la croissance des activités extra-agricoles hors des grandes villes ressort des données sur la croissance des villes et villages qui sont des centres importants d'emploi à plein temps ou à temps partiel. Unikel (Cf Bibliographie) a estimé, par exemple, que dans les centres de 15 000 habitants et plus, plus de 80 % des personnes actives sont employées dans le secteur non agricole. Les données disponibles concernent, à notre connaissance, seulement l'Amérique Latine (...).

Les taux de croissance de la population dans les villes petites et moyennes sont nettement supérieurs aux taux naturels, ce qui implique un taux net de migration substantiel ; ces villes semblent croître aussi rapidement que les grandes. Les données de Fox montrent que la plupart des petites villes de 20 à 50 000 habitants étaient des villages il y a 20 ans (dont plusieurs de moins de 5 000 habitants) ; les villes moyennes de 50 à 250 000 habitants étaient alors des petites villes, ne prenant pas en compte les villages de 5 à 20 000 habitants (...).

Il est probable que de telles données pourraient être réunies pour un certain nombre de pays d'Asie et d'Afrique : à notre connaissance, cela n'a pas été fait jusqu'ici.

On peut déduire de ces données qu'une source importante d'activités et de croissance extra-agricole prend naissance dans les villes petites et moyennes, depuis les villages de 5 à 20 000 habitants jusqu'aux villes de 20 à 250 000 habitants. Cette croissance est particulièrement importante si l'on prend en compte le fait que ce sont les grandes villes qui ont

bénéficié de la plus large part des investissements publics et des avantages institutionnels. Les villes petites et moyennes sont nombreuses dans la plupart des pays en voie de développement ; étant donné que la plupart sont localisées dans les régions agricoles (par opposition aux ceintures industrielles des pays à hauts revenus), il en résulte la possibilité de promouvoir un appui économique, financier et institutionnel à leurs activités extra-agricoles comme élément efficace des programmes de développement rural, et dans une certaine mesure des programmes de régionalisation et de contrôle des migrations (cela n'est pas un équivalent de la décentralisation industrielle, qui est généralement entreprise sans être reliée à une quelconque politique de développement rural et agricole).

L'information disponible sur les activités extra-agricoles dans les villes petites et moyennes est cependant très dispersée, ce qui rend difficile la vérification de l'hypothèse selon laquelle elles constituent des centres de croissance et d'emploi extra-agricoles, et le cas échéant, la détermination des politiques adéquates. Deux types d'information sont alors requis :

1- formes, importance et croissance des activités extra-agricoles pour une sélection de centres urbains localisés dans des régions de croissance agricole. Il devrait être possible d'en déduire :

- la croissance des industries fournisseuses des exploitations agricoles locales (amont) ;
- la croissance des activités de transformation et de commercialisation des produits agricoles locaux (aval) ;
- les relations entre les marchés des petites villes et ceux des grands centres urbains ;
- la croissance des biens manufacturés produits ou transformés sur place ;
- le développement du marché des facteurs.

2- l'analyse des instruments de politique (qualité des moyens de communication, impôts et subventions, crédit, services de vulgarisation extra-agricoles, etc.) devrait permettre d'établir leur rôle respectif dans la croissance non agricole, et de donner un contenu à la composante extra-agricole des programmes de développement rural.

b) Secteurs d'activités particuliers

Il y a eu un grand nombre d'études de cas et d'enquêtes concernant les activités extra-agricoles : les travaux de Sigurdson sur la Chine et le Pakistan par exemple, d'Haisman sur le Mexique ; le modèle "Z. Goods" de Resnick ; Kaneda et Child sur le Pakistan ; et 17 études citées par Liedholm sur l'Afrique. Johnston et Kilby ont également réuni des données globales sur les relations entre secteurs agricole et non agricole. Les principales conclusions que l'on peut tirer de ces études sont les suivantes :

a) Les activités extra-agricoles des régions rurales sont étonnamment diversifiées. Selon Liedholm, la plupart de ces activités en Afrique concernent la production de biens et services destinés aux marchés locaux (travail du cuir, du tissu, du métal et du bois ; transformation des aliments ; bâtiment, et divers services et activités de réparation). Dans les pays les plus intégrés et à plus hauts revenus, les petites industries et les agro-industries fournissant les marchés urbains et internationaux se développent aussi.

b) La croissance de ces activités prend sa source, directement ou non, dans l'agriculture en ce sens que ce sont les plus hauts revenus et le surplus économique issus de l'agriculture qui créent une demande locale pour les biens non agricoles, et que c'est la modernisation de l'agriculture qui crée une demande locale pour les produits intermédiaires nécessaires à l'exploitation agricole.

c) Ces activités tendent à être minimes, demandant peu de capital ; mais elles sont une source importante d'emploi, en particulier (mais pas uniquement) durant la saison sèche. Liedholm rapporte encore que dans certaines régions d'Afrique, plus de 60 % des hommes s'occupent dans des activités extra-agricoles durant la saison sèche. Comme on l'a noté plus haut, cependant, l'importance de l'activité extra-agricole varie, entre autres choses, en fonction de la taille des centres urbains. Une étude du BIT sur l'Ouest du Niger montre par exemple que pour les petits villages (500 habitants) près de 30 % des hommes travaillent à des activités extra-agricoles, mais ce chiffre passe à 75 % pour les villages plus importants (1 500 - 3 500 habitants).

d) Ces activités fonctionnent bien et répondent parfaitement aux besoins locaux (Cf Child et Kaneda).

e) Les travailleurs extra-agricoles ont tendance à être de plus en plus jeunes ; ce sont souvent des apprentis, ce qui fait que la fonction d'apprentissage est importante ; ils sont peu concernés par l'éducation moderne.

Les principaux défauts de la plupart des études citées sont qu'elles expliquent des situations à un moment donné, ce qui ne permet pas d'avoir une idée précise de l'évolution ; les relations entre agriculture et instruments de politique ne sont pas suffisamment élucidées, et ainsi l'explication quantitative des déterminants de la croissance est faible ; ou bien comme dans les travaux de Johnston et Kilby, la croissance et les variables explicatives sont étudiées de manière compréhensive mais la dimension régionale est ignorée, aussi est-il difficile de décider où doit être apporté le soutien : dans les petits, moyens ou grands centres urbains ? Ce sont ces problèmes de mesure et d'explication de la croissance régionale des activités extra-agricoles auxquels s'attaque le présent projet de recherche.

LE SCHEMA D'ANALYSE

Les 4 modèles liés à ce projet de recherche sont : le modèle dual de développement économique et de changement structurel de l'économie agricole à l'économie industrielle ; le modèle "Z. Goods" de Hymer-Resnick qui prend en compte les interactions entre les secteurs agricole, rural non agricole et manufacturier ; les modèles agricoles de simulation de Mellor et Lele ; et les modèles régionaux de croissance urbaine (Richardson). Cependant, le modèle dual n'est pas régional et il est trop global pour notre propos. Le modèle "Z. Goods" distingue seulement trois biens dans les zones rurales, biens agricoles, biens manufacturés à la campagne et biens manufacturés à la ville, lesquels peuvent être échangés contre les biens agricoles ; il est également trop global. Les modèles agricoles de simulation relient l'agriculture à l'économie dans son ensemble, mais ignorent le secteur rural (non urbain) non agricole. Enfin, les modèles régionaux de croissance urbaine sont les seuls à ignorer l'agriculture et le développement rural.

Nous avons ainsi besoin d'une formulation nouvelle pour expliquer la croissance du secteur non agricole, hors des zones de forte concentration de population, et dans les zones de croissance agricole. Il apparaît y avoir 5 groupes de variables qui doivent être expliqués en premier lieu ; ce sont les produits locaux :

	Variables explicatives
1) agricoles	Revenus locaux, demande externe
2) agro-industriels	" " " "
3) intermédiaires pour l'exploitation agricole	Produit agricole local
4) manufacturés et services	Revenus locaux, éventuellement marchés extérieurs
5) de construction, et marchés de facteurs	Produits de 1 à 5.

La faculté d'accroissement des produits de ces activités en réponse aux marchés locaux et externes dépend des efforts en vue de la modernisation de la région et de son intégration dans les marchés extérieurs, grâce à une infrastructure des transports, au crédit, à l'assistance et à la vulgarisation technique ; c'est le rôle, bien sûr, des programmes de développement rural qui rendent possible une réponse de l'offre en changeant fondamentalement les conditions de la production et du marché dans la région.

Il y a aussi une série de variables qui sont partiellement déterminées par les productions et qui rétroagissent positivement sur les relations de production ci-dessus ; ce sont :

6) la demande locale de travail
7) les salaires et revenus locaux
8) les coûts, les profits, l'accumulation de capital et l'investissement locaux.

Les relations expliquant ces variables sont également modifiées en profondeur par l'introduction du crédit, de l'infrastructure, de l'assistance et de la vulgarisation techniques.

LE CADRE DE LA POLITIQUE

L'objet principal de la recherche sera d'établir les relations entre les variables et d'expliquer :

a) comment la production, l'emploi et les revenus varient dans le temps, et d'une situation à l'autre, au niveau local ;

b) l'impact des instruments de politique sur a).

Les instruments de politique sont les mêmes pour le secteur non agricole que pour le secteur agricole : l'extension de la petite industrie (pour laquelle l'expérience de l'Inde est intéressante à étudier) ; l'apprentissage, le crédit, l'infrastructure et les politiques de prix, subventions et impôts.

L'établissement de ces relations et la détermination de l'impact des instruments de politique seront basés, dans la 1ère phase du travail, sur l'analyse comparative et la croissance de centres semi-urbains particuliers, et des activités extra-agricoles qu'on peut y observer. La 2ème phase du travail aurait une orientation plus quantitative, consistant à élucider les relations économétriques, avec des variables fictives ou d'aiguillage pour qualifier les instruments de politique.

LE PRODUIT FINAL

Trois questions fondamentales seront traitées dans le rapport :

- Quelle est la portée d'un soutien aux activités extra-agricoles, hors des grandes métropoles urbaines ?
- Ce soutien doit-il être une composante des projets de développement rural intégré ?
- Quelles modalités devrait prendre ce soutien ?

(...) Outre le fait qu'on peut espérer contribuer ainsi à la compréhension du processus de changement dans les zones rurales, la recherche devrait utilement contribuer à la politique de la Banque en matière de prêts au développement rural.

LIAISONS AVEC D'AUTRES RECHERCHES

La recherche apparaît comme tout à fait complémentaire des travaux sur la croissance urbaine (qui ignorent l'agriculture et le développement rural) ; complémentaire de la recherche prévue sur les industries de petite échelle et l'industrialisation rurale (en un certain sens plus orientée vers le secteur industriel et la décentralisation) ; complémentaire enfin des travaux en cours sur les migrations (dans le cadre des zones urbaines en général, plutôt que de régions particulières)".

BIBLIOGRAPHIE

1. Child and Kaneda - "Links to the Green Revolution : A Study of Small-Scale, Agriculturally Related Industry in the Pakistan Punjab".
Econ. Dev. and Cultural Change, Jan. 1975.

2. Haissman - "Rural Industrialisation in Mexico",
UN Expert Group Meeting on Rural Industrialization, Bucharest, 1973.

3. Hymer and Resnick - "A Model of an Agrarian Economy with Non-Agricultural Activities"
AER, 1969.

4. Johnston and Kilby - "Agriculture and Structural Change"
Oxford Press, 1974.

5. Lele and Mellor - "Modernising Agriculture, Employment and Economics Growth - A Simulation Model"
Cornell O.P., n° 75, 1974.

6. Richardson - "Regional Growth Theory"
Halsted Press, 1972.

7. Sigurdson, Various mimeographed papers - "Rural Industries in China and Pakistan"

8. Unikel - "Ensayo Sobre una Nueva Classificacion de Poblacion Rural y Urbana en Mexico"
Demografia y Economia, vol. II, n° 1, 1968.

ANNEXE N° 4

Michael P. TODARO : L'exode rural en Afrique et ses rapports avec l'emploi et les revenus

Analyse critique de l'article paru dans la "Revue Internationale du Travail", vol. 104, n° 5 - Novembre 1971 (pp. 423-451).

Les taux de croissance urbaine en Afrique Noire sont extrêmement élevés et sont dûs principalement à un exode rural massif. Ce phénomène, considéré comme normal et souhaitable par la théorie classique du développement, fondée essentiellement sur l'exemple historique de l'Europe occidentale (1), a atteint néanmoins des proportions suffisamment graves pour que la question de l'emploi vienne au premier rang des préoccupations des praticiens et théoriciens du développement. Le nombre des chômeurs urbains dépasse de loin le volume requis de "l'armée industrielle de réserve" et donc les besoins du développement capitaliste. Ainsi apparaît-il nécessaire de revenir sur le modèle théorique de l'exode rural, afin de pouvoir proposer des mesures propres à atténuer ces migrations et le chômage qui en résulte.

1- Exposé du modèle de Todaro et de ses conséquences

Todaro se propose donc de démontrer la "rationalité d'un effet pervers" en répondant à la question suivante : "Pourquoi l'existence d'un courant migratoire continu en direction de la ville, malgré l'augmentation

---

(1) Le modèle le plus connu en ce domaine est certainement celui de W.A. Lewis : "Economic development with unlimited supplies of labour". Manchester School, vol. 22, 1954, pp. 139-91. Ce modèle a suscité toute une littérature sur "l'économie à surplus de travail", à laquelle on peut rattacher le modèle de Todaro que nous étudions ici. Néanmoins ce modèle est à certains égards l'antithèse du modèle de Lewis.

du chômage urbain, représente-t-il souvent une décision économique rationnelle du point de vue de l'individu ?" (1).

L'analyse de Todaro est fondée sur les trois axiomes suivants :

Axiome n° 1 :

"Tout migrant potentiel décide ou non de se rendre en ville en se fixant implicitement pour objectif la maximisation du revenu qu'il espère obtenir".

Axiome n° 2 :

"Deux facteurs économiques principaux entrent en jeu pour provoquer cette décision. Le premier est la différence de salaire réel entre la ville et la campagne pour les diverses catégories de travailleurs classés selon leurs qualifications et leur instruction". Ce facteur est d'ailleurs présent dans tous les modèles d'économies à surplus-travail, et l'auteur cite le cas particulièrement frappant du Kenya où les salaires moyens dans le secteur urbain équivalaient en 1966 à environ 250 % du revenu familial moyen dans l'agriculture (2).

Axiome n° 3 :

"Le deuxième élément capital (...) est le degré de probabilité qu'a un migrant de trouver un emploi en ville". Pour expliquer le paradoxe d'un exode rural que ne ralentit pas un chômage urbain croissant, l'auteur rejette la thèse de l'irrationalité et affirme qu'"il faut considérer le processus de la migration du point de vue du revenu "escompté" ou permanent, notion qui englobe non seulement le salaire effectif versé à un travailleur urbain, mais aussi la probabilité, pour un migrant, d'obtenir

---

(1) Nous avons exprimé, dans un domaine voisin, une opinion semblable : Pourquoi l'existence d'un taux de natalité élevé, malgré la pression sur les terres et les subsistances, représente néanmoins un comportement rationnel du point de vue de l'individu ? Voir : "Théorie et pratique de la vulgarisation agricole". Cahiers ORSTOM. Série Sc. Humaines 1975, vol. XII, n° 3.
Nous analyserons ce phénomène paradoxal, par analogie avec la théorie de Todaro, en fin de cette annexe.

(2) De 1960 à 1966 les gains moyens des salariés africains dans le secteur non agricole sont passés de 97 à 180 livres, cependant que le revenu familial de la petite agriculture passait de 57 à 77 livres.

un emploi salarié dans un laps de temps déterminé. C'est la combinaison et l'interaction de ces deux variables -la disparité du revenu effectif entre la ville et la campagne, et la probabilité d'obtenir un emploi urbain- qui détermine le rythme et l'ampleur de l'exode rural en Afrique tropicale".

Enfin, pour un horizon temporel plus éloigné, "la décision d'émigrer sera prise en fonction d'un revenu calculé à plus long terme et sur une base plus stable (...). Tant que la valeur actuelle du revenu urbain net escompté pendant le laps de temps que le migrant s'est accordé dépasse celle du revenu rural prévisible, la décision d'émigrer est justifiée".

L'introduction de cette variable de probabilité est donc la grande innovation de Todaro. Mais l'auteur innove aussi dans la formulation de cette variable. Sans entrer dans les détails du modèle mathématique, il faut savoir que la fonction de probabilité définie est telle que "plus le migrant est en ville depuis longtemps, plus la probabilité qu'il a d'avoir un emploi est grande et, par conséquent, plus le revenu qu'il peut escompter pendant ce laps de temps est élevé".

"Cette façon de formuler la variable de probabilité présente deux avantages :

1- elle évite le "tout ou rien", c'est-à-dire de devoir supposer qu'au cours des périodes qui suivent son arrivée en ville les gains du migrants ou bien correspondent au revenu moyen, ou bien se réduisent à néant, et permet de tenir compte du fait que beaucoup de migrants sous-employés seront à même de gagner un peu d'argent dans le secteur traditionnel urbain tout en cherchant un emploi stable ;

2- elle modifie quelque peu l'hypothèse de la sélection au hasard, puisque la probabilité qu'a un migrant d'avoir été choisi varie en raison directe de la durée de son séjour en ville. On peut donc procéder à des ajustements fondés sur le fait que les migrants arrivés depuis un certain temps ont en général plus de relations et sont mieux au courant des possibilités existantes, de sorte que leurs revenus prévisibles devraient être plus élevés que ceux des nouveaux venus ayant des qualifications analogues" (1).

---

(1) Pour une description réaliste de ce qui se cache derrière ces hypothèses, on se reportera à P.C.W. Gutkind : "The Unemployed and Poor in Urban Africa", in "Third World Employment", op. cit., pp. 124-133.

A la question paradoxale posée au départ, le modèle de Todaro fournit une réponse tout aussi paradoxale : "L'écart de revenu "escompté" entre la ville et la campagne peut aggraver le chômage urbain, même si la politique des pouvoirs publics a pour effet direct d'accroître l'emploi urbain. Tout dépend du rapport existant entre l'afflux des migrants et la différence de revenu escomptée telle qu'elle est exprimée par "l'élasticité de la réaction de migration" qui est la variable-clé du modèle. De la connaissance de ce coefficient dépend en fin de compte une prévision réaliste des effets, sur le niveau général du chômage urbain, d'une politique tendant à augmenter le volume de l'emploi urbain.

Nous apercevons ici quelle va être l'une des conséquences fondamentales du modèle = la résorption du chômage urbain implique principalement la prise de mesures adéquates dans le secteur rural : "Il est bien improbable que des mesures agissant uniquement sur la demande de main-d'oeuvre urbaine puissent être d'une grande utilité pour réduire le chômage urbain, car, conformément à notre hypothèse du revenu escompté, l'expansion de l'emploi urbain , toutes choses égales d'ailleurs, accélère également le rythme de l'exode rural. Si l'accroissement de la main-d'oeuvre urbaine provoqué par la migration est supérieur à l'expansion de l'emploi, le niveau du chômage exprimé en chiffres absolus s'élèvera et le taux de chômage lui-même pourra augmenter également. Ce résultat s'accentuera encore si, parallèlement à tout accroissement du nombre des emplois, on laisse le salaire urbain réel augmenter plus fortement que le revenu effectif rural. De ce fait, une baisse ou, tout au moins, une élévation lente des salaires urbains a deux effets favorables, en ce sens qu'elle tend à freiner le rythme de la migration vers les villes, et à accroître la demande de main-d'oeuvre".

Le modèle a en outre une seconde conséquence importante : "Les méthodes traditionnelles d'évaluation du prix-reflet de la main-d'oeuvre rurale par rapport au secteur urbain risquent d'aboutir à une sous-estimation si le paramètre de la réaction de migration n'est pas pris en considération. D'ordinaire, ce prix-reflet est exprimé sous la forme du produit marginal du travailleur rural qui va en ville pour obtenir un des emplois urbains supplémentaires. Toutefois, si les travailleurs ruraux qui émigrent dans cette intention sont plus nombreux que les emplois urbains créés, le coût de substitution reflètera la perte de production agricole pour l'ensemble des travailleurs en question, et non pas uniquement la perte

correspondant à ceux qui auront eu la chance d'obtenir un de ces emplois. Il s'ensuit également que, chaque fois que l'on est en présence de quantités appréciables de chômeurs urbains, les évaluations traditionnelles du prix-reflet de la main-d'oeuvre seront surestimées".

En ce qui concerne les mesures à prendre pour remédier à la situation observée, l'auteur déduit de son modèle la nécessité d'éliminer les distorsions dans le coût des facteurs. L'évaluation du capital en dessous de son coût de substitution réel (1), préconisée par des théoriciens du développement qui nous ont légué les maux dont nous souffrons aujourd'hui, a favorisé les investissements capitalistiques importés, alors que la mise au point de techniques locales à haut coefficient de main-d'oeuvre s'avère indispensable à long terme. Corollaire ou non de ce qui précède, selon les interprétations qui en ont été données, les salaires urbains sont bien supérieurs au coût de substitution global de la main-d'oeuvre urbaine. Remarquons en passant que cette opinion revient à affirmer que, en raison de distorsions sur le marché du travail (parmi lesquelles celle qui a été examinée), l'armée industrielle de réserve n'a pu -malgré son poids- jouer librement (2) son rôle de pression à la baisse sur les salaires. Cette baisse, Todaro propose donc de la créer artificiellement au bénéfice des entreprises par des subventions salariales : celles-ci élèveraient, selon lui, le niveau d'emploi en raison de l'élasticité positive de la demande de main-d'oeuvre par rapport aux salaires. D'autre part, il faudrait parvenir à une stabilisation des salaires (une diminution -conséquence logique du modèle- étant, bien évidemment, inimaginable). Une telle stabilisation avait été obtenue au Kenya par voie d'accords tripartites qui prévoyaient la création d'emplois, mais l'expérience ne fut pas concluante.

Une autre solution à court terme serait de restreindre les migrations en favorisant ou en rendant obligatoire le retour à la terre. L'expérience de la Tanzanie semble offrir à cet égard des perspectives intéressantes mais limitées.

---

(1) Par la fixation de taux de change surévalués, un amortissement accéléré, des dégrèvements fiscaux, des taux préférentiels pour les importations de biens d'équipement, etc.

(2) Au sens de libre concurrence.

Il y a également la possibilité d'annuler l'effet de la variable de probabilité en créant des services de placement, mais la lourdeur, l'inefficacité et la corruption bureaucratiques annuleraient l'annulation !

Parmi toutes ces mesures à prendre, c'est évidemment la première (élimination de la distorsion dans le coût des facteurs) que l'auteur considère comme la plus importante et la plus efficace. Cette mesure se traduit par la nécessité d'appliquer une politique générale des revenus : en particulier le système fiscal, au lieu de servir à faciliter l'accumulation rapide du capital grâce à des amortissements accélérés et des dégrèvements, devrait plutôt être utilisé à stimuler la création de possibilités d'emplois.

En dehors de ces mesures, il y a également la stimulation de la production agricole et l'intensification du développement agricole et rural (1) : mesures qui relèvent plutôt des pétitions de principe. Dans le cadre du développement rural, il faut néanmoins noter un point important développé par de nombreux auteurs, tels que Lewis, Harbison, Eicher (2), Frank et Hunter, et repris par Todaro dans son modèle : "Presque tous les projets de développement rural, envisagés comme un moyen d'atténuer le chômage, ont pour objectif final le rétablissement d'un juste équilibre entre le revenu rural et le revenu urbain, ainsi que l'abandon des politiques officielles de développement mal conçues qui favorisent indûment le secteur industriel urbain". Il y a là un élément d'explication à la génération de projets s'attachant à relever le revenu des paysans les plus défavorisés. Mais le problème n'est peut-être pas aussi simple, comme nous allons essayer de le montrer maintenant.

2- Analyse et commentaires du modèle

Il nous semble important d'analyser un tel modèle, car, si l'on veut bien y prendre garde, on doit admettre que ce genre de théorisation a ou risque d'avoir des retombées pratiques. L'économie pure n'est pas en réalité un pur jeu de l'esprit, une pure formalisation pour justification idéologique . Elle se retrouve dans les modèles de prise de décision qui servent

---

(1) Et dans le long terme, la limitation de la croissance démographique sur laquelle nous ne nous arrêterons pas.

(2) C. Eicher et collaborateurs : "Employment generation in African Agriculture", Institute of International Agriculture, Research Report n° 9 (Michigan State University, Juillet 1970).

à justifier et à déclencher ce que l'on appelle communément les choix politiques. Dans cet ordre d'idées nous avons déjà souligné la fortune qu'a connu le modèle de Lewis. Mais celui-ci semble devoir être aujourd'hui détrôné par le modèle de Todaro (ou tout autre modèle de même type) qui correspond bien -et c'est d'ailleurs une des conditions de sa genèse- aux préoccupations actuelles de la politique du développement, à savoir les possibilités de résorber le chômage urbain par une action en milieu rural. Il est donc important de montrer ses insuffisances dans l'explication des processus actuels et l'inadéquation des moyens préconisés pour y porter remède. On peut d'ailleurs remarquer que le modèle de Todaro sert aussi de base de réflexion et d'orientation pour les recherches sur les migrations en Afrique de l'Ouest. Celles-ci, entreprises par la Banque Mondiale, visent à "appréhender la migration en tant que réaction au changement de politiques gouvernementales en matière de salaire, d'éducation, de distribution de terres, d'amélioration des services dans les zones urbaines, rurales, etc." (1).

Notons dès le départ que la limitation volontaire du modèle au seul cadre africain relève de raisons purement didactiques, l'auteur ayant élaboré sa théorie principalement sur la base de données relatives au Kenya. Son ambition est en réalité beaucoup plus large, ainsi qu'il ressort nettement de ses autres développements (2). Ce qui nous met en droit de fonder notre critique sur des cas non africains, notamment sur le cas malgache que nous connaissons bien.

---

(1) Cf Banque Mondiale : "Avant-projet d'étude sur la migration en Afrique de l'Ouest". Juillet 1975. Département du développement économique. Division population et ressources humaines. "L'issue principale de cette enquête méthodologique doit nécessairement être l'élaboration de données statistiques économiquement valables et opérationnelles permettant d'évaluer le revenu dans les zones urbaines et rurales".

(2) Michael P. Todaro : "The Urban Employment Problem in Less Developed Countries : An Analysis of Demand and Supply". Yale Economic Essays, vol. VIII, 1968, pp. 331-402.
: "A Model of Labour Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries". American Economic Review, vol. LIX, n° 1, Mars 1969, pp. 138-148.

John R. Harris et M.P. Todaro : "Migration Unemployment and Development : A Two-Sectors Analysis". American Economic Review, vol. LX, n° 1, Mars 1970, pp. 126-142.

Sans doute devons-nous totalement approuver Todaro lorsqu'il affirme que les politiques de prix pratiquées par les bureaux de commercialisation agricole et la charge fiscale supportée par les paysans constituent d'importants facteurs influençant le chômage urbain, parallèlement à des critères d'investissement systématiquement défavorables à l'agriculture (1). Nous avons déjà eu maintes fois l'occasion de nous arrêter sur ces problèmes et l'on peut dire que la théorie du financement de l'industrialisation par la mobilisation du surplus agricole n'est plus aujourd'hui une théorie incontestée, au moins dans la forme simpliste qui lui a été donnée jusqu'à présent.

En revanche, nous devons accueillir avec beaucoup de réserve une théorie très répandue chez les auteurs anglo-saxons et sous-jacente au modèle de Todaro : celle de l'effet de démonstration. Dire, comme le fait l'auteur, que les "city lights" ont un effet d'attraction suffisamment considérable pour que l'on puisse proposer d'amener ces lumières dans les campagnes afin de détourner la paysannerie des voies de l'exode (2) n'est pas un argument très sérieux. A tout le moins peut-on dire que les "city lights" se trouvent dans les livres d'école et que le problème consiste plutôt en l'adaptation de l'enseignement aux nécessités de l'heure. Mais il est vrai que "l'effet de démonstration" est un concept-voile qui cache en réalité tout un complexe d'objectifs poursuivis par la politique de déstructuration.

Pour opérer une critique en profondeur du modèle, il convient de passer en revue chacun de ces principaux axiomes.

En ce qui concerne le premier axiome, à savoir l'objectif de maximisation du revenu qui guiderait le comportement du migrant, nous en avons déjà fait ici la critique (3). En réalité, la globalisation au niveau

---

(1) Cf Todaro : "A Model of Labour Migration ...", op. cit., p. 147, note 11.

(2) Ibid. p. 147. Todaro revient d'ailleurs sur cette théorie dans un article ultérieur (Cf "Migration, Unemployment and Development", op. cit., p. 126) et attribue son existence et sa persistance à l'absence d'un modèle analytique d'explication.

(3) Voir tout le paragraphe concernant la référence implicite à l'homo oeconomicus (§1 du chapitre 2 : "Théories, politiques et planifications du développement).

de l'ensemble de l'économie facilite la cohérence du modèle mais en diminue notablement la pertinence. René Gendarme peut écrire à ce propos : "En somme, dans les économies sous-développées, le problème est moins d'agréger que de désagréger les quantités globales (1), à la fois selon les secteurs et les zones géographiques. Tout calcul fondé sur une moyenne nationale méconnaît l'hétérogénéité des comportements et les différences entre les groupes sociaux ; elle est mutilante par rapport à la réalité" (2). Il nous semble donc qu'il faut nécessairement distinguer au sein de la masse des migrants ceux dont la société d'origine a atteint le stade de la dissolution dans les rapports marchands et ceux dont la société d'origine en est encore au stade de la neutralisation ou de l'absorption (3). Pour les premiers, la maximisation du revenu peut être acceptée comme hypothèse de travail, sous certaines réserves. Pour les seconds, il s'agit plutôt d'obtenir une somme d'argent déterminée dans le minimum de temps. Ce sont les "target workers" pour lesquels la variable probabilité intervient sans doute peu et qui peuvent atteindre le mieux leur objectif (en maximisant leur revenu sous la contrainte de minimisation du temps passé à l'acquérir) dans le secteur urbain traditionnel.

Le modèle de Todaro ne tient donc pas suffisamment compte de la situation dans les zones de départ des migrants.

Si, pour le second axiome, l'auteur évite de tomber dans le piège de la globalisation, il choisit d'opérer la désagrégation selon des critères qui ne nous paraissent pas, toujours, pertinents. Classer les diverses catégories de travailleurs selon leurs qualifications et leur niveau d'instruction, cela revient à faire abstraction du fait qu'assez souvent, en milieu rural, les groupes sociaux ou classes sociales en formation sont logées à la même enseigne pour ces deux critères. Certes, les propriétaires fonciers du Lac Alaotra à Madagascar peuvent offrir de coûteuses et efficaces études à leurs enfants, mais à ce niveau de différenciation l'écart de revenu escompté ne peut plus être considéré comme un critère décisif d'incitation à

---

(1) De même que les comportements-types.

(2) R. Gendarme : "Les modèles économétriques dans les pays en voie de développement. Etude critique", in Mondes en développement, n° 7, 1974 (Cf p. 116).

(3) Nous avons défini ces stades au chapitre 1 : "De l'ostentation à l'accumulation ...".

la migration. En revanche, tel n'est pas le cas de la petite bourgeoisie rurale des hauts plateaux centraux de l'Imerina qui, du point de vue de la qualification et de l'instruction, ne se différencie guère des couches en voie de prolétarisation. C'est à un autre niveau que se joue leur devenir en tant que classes.

Considérons en effet l'écart de revenu escompté entre la ville et la campagne (sans nous appesantir sur les difficultés d'estimation du revenu rural par "catégories de travailleurs"). C'est la variable-clé des modèles d'économie à surplus-travail. Le revenu urbain escompté à l'occasion de la migration peut éventuellement être supérieur pour la petite bourgeoisie rurale par rapport à la paysannerie pauvre. Mais ce n'est pas certain, compte tenu de ce que nous avons dit plus haut. Par contre le revenu rural estimé est évidemment sans commune mesure pour chacune des deux grandes catégories que nous distinguons. Il en résulte que l'écart de revenu urbain-rural est beaucoup plus faible dans le cas de la petite bourgeoisie que dans celui de la paysannerie pauvre. Or, ce rapport est strictement inversé par l'introduction de la variable-probabilité, troisième axiome du modèle de Todaro. La petite bourgeoisie peut en effet compter sur un réseau urbain de connaissances (1) dont ne dispose pas la paysannerie pauvre, et la référence au caractère ethnique de ces réseaux occulte vraisemblablement leur caractère de classe. Enfin les bases foncières de la bourgeoisie rurale constituent un appui déterminant qui permet d'éloigner son horizon temporel limite et donc augmente la probabilité dont elle est affectée. Mais Todaro ne différencie pas la probabilité selon les catégories sociales, pas même selon les catégories de qualification et d'instruction qu'il avait utilisées pour l'écart des revenus.

Or, la situation telle que l'on peut l'observer dans la région de Tananarive contredit le modèle de Todaro. C'est en effet parmi la petite bourgeoisie rurale et la couche sociale intermédiaire que l'on recense le plus grand nombre, relatif et absolu, de migrants urbains. La paysannerie pauvre, elle, cherche remède à la prolétarisation qui la saisit dans des migrations internes au secteur rural (salariat agricole ou para-agricole saisonnier), ou finalement dans les migrations définitives vers les zones de colonisation où l'absence de fonds d'avance les transforme en métayers ou au moins en débiteurs obligés des premiers occupants.

---

(1) On se référera ici encore à l'excellent article de Gutkind in "Third World Employment", op. cit.

L'identique probabilité du modèle de Todaro implique en effet que les migrants se recrutent en priorité dans les couches les plus pauvres de la population pour lesquelles l'écart de revenu est le plus grand. Dans l'ensemble, tel n'est pas le cas pour l'exemple malgache que nous avons examiné : le besoin de ressources immédiates empêche les familles les plus pauvres de considérer l'emploi salarié urbain comme une possibilité ouverte à leurs membres (par la conscience réaliste qu'elles ont de la variable-probabilité dont elles sont affectées). Au contraire, les familles les plus riches organisent la migration de leurs membres et appliquent ainsi en quelque sorte une stratégie d'accumulation.

Le modèle de Todaro serait-il donc réfractaire aux cas de pression de la population sur les terres (cas de Madagascar, mais de bien d'autres pays également, en Asie notamment) ?

En réalité, ce n'est pas à ce niveau que le bât blesse, car un "surplus-travail" ne peut apparaître du seul fait de l'effet de démonstration. Sous une forme ou sous une autre (accaparement des terres, pression des cultures commerciales fournissant un revenu décroissant, etc.), un tel surplus découle d'une pression de la population sur les ressources. Ainsi s'explique également la rationalité marchande dont font preuve ces travailleurs en surplus.

Rationalités marchandes individuelles dont Todaro a le mérite de nous montrer que l'agrégation aboutit à une irrationalité globale.

En raisonnant de manière analogique et dans un domaine voisin et complémentaire, on peut dire que l'existence de taux de natalité fort élevés, malgré la pression sur les terres et sur les subsistances (décisives dans le processus de déstructuration des communautés villageoises) ne représente un comportement irrationnel ni du point de vue du groupe familial, ni même du point de vue du groupe villageois. En fait, un tel comportement peut être considéré comme tendant à maximiser la probabilité du revenu attendu compte tenu de l'accroissement des besoins résultant de cette maximisation. La démographie galopante, dont on cherche souvent une raison dans l'absence de plasticité des mentalités, conduit en fin de compte à imputer le déséquilibre entre ressources (terres, emplois salariés) et emplois (nombre de bouches à nourrir) à des niveaux supérieurs : au niveau national où ce déséquilibre apparaît sous la forme du chômage urbain, et au niveau international

où il s'agit désormais de résoudre la "crise alimentaire mondiale". Or, ce sont précisément ces niveaux qui ont contribué à créer cette contradiction déstructurante, par l'abaissement des taux de mortalité et l'encouragement plus ou moins coercitif à la pratique de cultures d'exportations au détriment des cultures vivrières. Ce sont ces mêmes niveaux qui se posent aujourd'hui la question du règlement de la contradiction dont le maniement leur a échappé = problème de l'emploi, problèmes alimentaires, problèmes démographiques.

Tous ces phénomènes ambivalents, contradictoires, apparemment aberrants, nous amènent à penser que la rationalité est là où elle ne devrait pas être (l'exode rural est rationnel mais n'est pas un indice du développement qu'il contrarie) et n'est pas là où elle devrait être (sur le marché du travail la création d'emplois est susceptible d'aggraver le chômage). Si l'on veut bien y prendre garde, on s'apercevra que tous les phénomènes examinés dans cette étude sont rationnels en même temps et leur interprétation varie en fonction du point de vue auquel on se place, celui du mode de production dominé ou celui du mode de production dominant.

Le modèle de Todaro reflète bien cette ambivalence généralisée des phénomènes sur laquelle nous avons insisté tout au long de ce texte et dont nous nous devons de tirer les conclusions sur le plan méthodologique, particulièrement en ce qui concerne la définition d'indicateurs de transition. Cependant, si un certain nombre de conséquences découlant du modèle sont justes (malgré la pauvreté et l'inadéquation déconcertantes des politiques proposées), il n'en résulte évidemment pas que le modèle l'est aussi. On peut même avancer que ces conséquences justes ont constitué le texte et donc les prémices sur lesquels s'est fondée l'élaboration du modèle.

En dernière analyse, l'indicateur sur lequel débouche le modèle ("l'élasticité de la réaction de migration") est un indicateur à dominante urbaine, alors que la conclusion du modèle est que la solution doit être trouvée au sein même du milieu rural. Et le plus grave défaut du modèle est certainement de ne pas prendre en compte la situation dans les zones de départ, absence que ne parvient pas à pallier le recours, d'ailleurs inadéquat, à l'écart entre le revenu urbain et le revenu rural.

ANNEXE N ° 5

Prix, production et déstructuration : Le cas de la Société Sakalava du Menabe entre 1912 et 1943

(D'après les travaux d'E. Fauroux : "La formation sociale Sakalava dans les rapports marchands ou l'histoire d'une articulation ratée". Thèse d'Economie. ORSTOM. Paris. 1975. 405 p. Cf en particulier pp. 151 à 198)*

Le processus d'extension des cultures commerciales destinées à l'exportation, postérieurement à la phase purement coercitive de la période coloniale, permet de se faire une idée des réponses du "paysannat" au stimulant classique que constitue la variation des prix.

A la suite d'un travail d'archives très approfondi, Emmanuel Fauroux nous en offre un exemple particulièrement frappant. Il concerne la culture du pois du Cap, puis du maïs en pays Sakalave du Menabe, sur la Côte Ouest de Madagascar. L'hyper-sensibilité des producteurs à la hausse des prix qui leur sont payés -pour peu que ces prix dépassent un certain niveau critique- y apparaît remarquable. C'est pourquoi Fauroux peut qualifier ce processus d'extension des cultures commerciales de "boom agricole".

Jusqu'en 1913, la production de pois du Cap progresse régulièrement pour atteindre 1 500 tonnes (à l'exportation) en 1913. A partir de 1914-15 une double incitation va intervenir : d'une part l'augmentation de la charge fiscale, d'autre part une forte hausse spéculative du pois du Cap sur la place de Londres. En période de "neutralisation", ces deux incitations auraient dû se neutraliser mutuellement, au moins partiellement, comme nous l'avons déjà expliqué. A vrai dire, on aurait pu penser que

---

* Les commentaires concernant les modalités de la déstructuration ou les phases de la transition nous sont personnels.

l'accroissement de la charge fiscale ne serait pas suffisante pour contre-balancer l'effet de l'élévation du cours du pois du Cap. Cet effet, censé être négatif en phase de "neutralisation", aurait dû se traduire par une diminution du volume de la production. S'il n'en a pas été ainsi, c'est que deux facteurs ont joué en sens contraire. D'une part, on peut penser que la hausse spéculative observée sur le marché de Londres fut en grande partie absorbée par le circuit de traite qui n'en répercuta que des effets limités au niveau des producteurs. D'autre part la culture du pois du Cap était en l'occurrence le fait d'immigrants Betsileo dont l'objectif était précisément d'accumuler le maximum d'argent dans le minimum de temps, ce qui est généralement le cas des immigrants (1).

Dès lors, l'augmentation considérable des cours (de 150 F par tonne en 1913 à 1 450 F/tonne en 1919 : presque un décuplement) se traduit par un accroissement tout aussi considérable de la production (de 1 500 à 10 800 tonnes entre 1913 et 1920) dû non seulement à un accroissement de la production et de la superficie par tête, mais aussi à un doublement de la population d'immigrants (qui passe de 12 000 à 25 000 entre 1912 et 1918).

Ainsi la sensibilité de la production aux variations de prix s'explique -durant cette phase- par une politique d'immigration, amorcée à l'origine par le colonisateur puis devenue spontanée. C'est effectivement cet élément qui doit être considéré comme déterminant le "boom". Il explique la réaction positive des producteurs, la "rationalité" dont ils ont fait preuve (2). Il permet de comprendre également pourquoi la brusque chute des cours qui intervient à partir de 1920 (chute de 1 500 à 250 F par tonne de 1920 à 1922) ne parvient pas à freiner l'accroissement de la production qui passe de 10 800 tonnes en 1920 à 14 000 tonnes en 1922. Seules de mauvaises conditions climatiques casseront le mouvement de manière définitive à partir de 1923. Entre-temps, la production continue

---

(1) Sans doute aussi, ces immigrants, ne disposant pas de fonds d'avance, ont-ils dû s'endetter auprès des circuits de traite : peut-être ne fut-ce pas là l'un des moindres stimulants à la production.

(2) Cela explique aussi que de nombreuses opérations de développement rural, à Madagascar et ailleurs, prendront par la suite la forme de "colonisation de terres neuves" avec mise en place d'une politique de migration.

à s'accroître à un rythme soutenu malgré le ralentissement de l'immigration. Les producteurs cherchent en effet à maintenir leurs revenus en augmentant leurs productions, ce qui a évidemment pour effet d'accentuer la crise.

Les Sakalava autochtones bénéficièrent indirectement de ce "boom", grâce à la rente foncière qu'ils avaient réussi à instituer vis-à-vis des migrants Betsileo. Ainsi donnèrent-ils l'impression d'entrer dans la phase d'absorption puisque les gains monétaires considérables dont ils bénéficièrent furent intégrés dans leur système de reproduction sociale (1). Si parfaite était l'intégration que l'interruption d'une telle irrigation des circuits de reproduction eût pu avoir des effets désintégrateurs d'une gravité exceptionnelle. C'est pourquoi succèdent au pois du Cap le riz à partir de 1929, puis surtout le maïs vers 1935.

Après que le "boom" sur le pois du Cap eût fait entrer, par migrants interposés, l'économie Sakalava dans la phase d'absorption, la crise, en laissant insatisfaits des besoins monétaires devenus relativement importants, pouvait, en servant de révélateur, faciliter le passage à la phase de dissolution. A condition qu'une culture de remplacement vint relayer l'ancienne ! Et les germes de la dissolution pouvaient se développer de manière décisive au sein de l'économie Sakalava pour peu que la culture de remplacement choisie fût une culture traditionnelle pouvant être exportée ou au moins commercialisée. Car alors, pour satisfaire leurs besoins monétaires, les Sakalava étaient conduits à produire directement une culture "de rente" traditionnelle, sans passer par l'écran de la rente foncière. En l'occurrence, l'Administration coloniale fit preuve d'une rare clairvoyance dans ses objectifs de déstructuration et d'une parfaite cohérence dans sa politique de "développement rural". Culture autochtone très ancienne, le maïs offrait une telle occasion, et l'Administration coloniale en saisit l'opportunité et lança une campagne de propagande en faveur du maïs. De 1934 à 1937 le

---

(1) Remarquons ici que la rente foncière a, dans le cas examiné, constitué un écran favorisant et accélérant le passage du stade de la neutralisation au stade de l'absorption, car l'extension rapide de la culture du pois du Cap n'aurait pu être le fait des seuls Sakalava.

cours du maïs passe de 100 à 500 F la tonne, cependant que la production, essentiellement Sakalava, passe de 2 000 à 29 000 tonnes (allant jusqu'à 31 400 tonnes en 1939). A vrai dire, la dissolution du système social était trop bien réussie et se traduisait par un véritable désastre sur le plan écologique. Entre 1937 et 1939 plus de 50 000 ha de forêt furent détruits du fait des brûlis provoqués par le "boom" sur le maïs. L'Administration prit des mesures pour arrêter ce fléau. Mais la production continua à augmenter, car les amendes perçues eurent pour seul effet d'augmenter les besoins monétaires des producteurs. Cette augmentation fut d'autant plus forte que les Sakalava furent ainsi jetés entre les mains des commerçants-usuriers du circuit de traite. Ceux-ci payaient en effet les amendes et se remboursaient en achetant la récolte à vil prix. La crise intervint dès 1940 en raison de la baisse des cours, et à partir de 1943 la production était retombée à 1 500 tonnes, soit moins que le niveau antérieur de l'autoconsommation.

Ce fut l'un des épisodes les plus décisifs de "l'histoire d'une articulation ratée". L'Administration avait expérimenté les effets incitatifs de l'économie de marché sur des populations dont "l'irrationalité économique innée" ne permettait pas d'attendre des réponses aussi positives. Mal maîtrisée, la machine libérale rendue infernale a abouti à une déstructuration de la société Sakalava sans restructuration dans le cadre de l'économie marchande, autrement dit à un blocage décisif, sinon définitif : l'individualisation croissante des rapports sociaux, corrélative de la concurrence pour le pouvoir, s'est poursuivie sur un fonds de déflation des circuits cérémoniels. L'ostentation n'a donc pu déboucher sur un début d'accumulation, et la société Sakalava s'est refermée sur elle-même. Les Sakalava sont d'ailleurs aujourd'hui réputés comme étant particulièrement réfractaires aux opérations de développement rural, et n'ont pas peu contribué à entretenir la théorie mystificatrice des "blocages socio-culturels".

ANNEXE N° 6

Gunnar MYRDAL : La politique des prix pratiqués en matière de produits alimentaires

Extrait de l'ouvrage : "Le Défi du monde pauvre. Un programme de lutte sur le plan mondial". (Gallimard, 1971, 466 p.).

Chapitre IV : L'Agriculture (pp. 127 à 129).

(Les passages soulignés le sont par MYRDAL).

"La politique des prix pratiqués en matière de produits alimentaires peut illustrer cette tendance de la méthode de recherches de l'après-guerre à traiter les problèmes de l'agriculture dans les pays sous-développés comme s'ils ne différaient en rien des problèmes qui se posent dans les pays développés.

On insiste particulièrement à l'heure actuelle sur la nécessité de maintenir des prix élevés pour obtenir une production accrue de produits alimentaires. En fait, les prix n'ont pas cessé de monter et cette progression a été particulièrement sensible dans les pays qui souffraient d'une pénurie de nourriture. Et il s'agissait là moins d'une politique délibérée que des effets de la pénurie elle-même.

Cela ne signifie naturellement pas qu'une politique de maintien des prix soit inefficace. De nombreuses études ont démontré qu'un changement dans le rapport des prix des différents produits alimentaires a fréquemment permis d'obtenir des modifications substantielles du volume comparé de leur production. Les effets que l'on peut attendre d'un relèvement général des prix de la production agricole sont de nature plus complexe.

Il est possible que, dans quelques pays sous-développés, une hausse générale des prix des produits alimentaires puisse stimuler la production, ou tout au moins provoquer un approvisionnement plus abondant des marchés -mais souvent au préjudice de la masse des pauvres gens, ce que l'on devrait se garder de passer sous silence, comme c'est généralement le cas. Toutefois, dans la plupart des pays sous-développés, la situation n'est pas aussi simple, comme récemment encore d'excellents spécialistes l'ont fait ressortir.

Un nombre relativement restreint de paysans est en mesure de vendre une partie du produit de ses récoltes. En Inde, par exemple, la proportion est d'environ 1/4 des cultivateurs. De ce fait, le cultivateur n'est pas automatiquement influencé par la politique de soutien des prix. La pression des propriétaires et des prêteurs d'argent influe dans des proportions considérables sur l'approvisionnement du marché, particulièrement par la vente du produit du partage des récoltes. Ce régime de collecte ne dépend pas des lois économiques du marché, mais des coutumes et des personnes dont l'autorité s'exerce à divers titres dans les villages.

Une très grande partie du produit des cultures ne parvient cependant pas sur le marché, mais est consommée par les cultivateurs et leurs familles. Dans l'Inde, cette partie représente environ 2/3 ou même 3/4 du produit total, et au Pakistan la proportion est encore plus forte. Un accroissement de la consommation se répercute donc aussitôt de façon disproportionnée sur l'approvisionnement du marché. En conséquence, contrairement à ce qui se passe en Occident dans des cas similaires, une hausse des prix pourra fréquemment entraîner une diminution au lieu d'un accroissement du volume des produits mis en vente sur le marché.

La masse de la population paysanne éprouve de telles difficultés pour se nourrir que lorsqu'une hausse se produit par suite de mauvaises récoltes, les récoltants qui sont en mesure de le faire réduisent leurs ventes et consomment eux-mêmes leurs produits -processus qui tend aussitôt à provoquer une hausse des prix plus forte. Si les prix baissent, par contre, ils pourront être contraints d'accroître le volume de leurs ventes pour être en mesure de faire face à leurs engagements, ce qui entraîne une nouvelle baisse des prix.

Ajoutons à cela que, dans la plupart des pays sous-développés, les fluctuations dans le volume des récoltes sont particulièrement fréquentes et importantes, en raison des conditions climatiques et des caractéristiques encore primitives de la culture. Compte tenu des influences indiquées au paragraphe précédent, l'approvisionnement des marchés a tendance à être encore plus instable et plus fluctuant que la production d'ensemble elle-même.

Pour toutes ces raisons, et pour quelques autres, un marché de ce type est beaucoup plus sensible aux influences de la spéculation que les marchés occidentaux, qui sont généralement fermement contrôlés par l'intervention des coopératives et des organismes d'Etat. Le fait que des paysans pauvres sont contraints de mettre en vente la plupart de leurs produits au moment même de la récolte -si bien qu'ils devront plus tard racheter ce qui est nécessaire à leur nourriture- entraîne des fluctuations de prix saisonnières de très grande envergure.

L'insuffisance des moyens de transport et de stockage -et parfois, en Inde, des rivalités entre les autorités provinciales- contrarient les efforts des gouvernements pour organiser des marchés stables sur une base annuelle qui ne dépende pas de l'afflux immédiat des récoltes.

La faible importance relative du secteur des activités non agricoles et le fort pourcentage du revenu global consacré aux achats de produits alimentaires font qu'il est impossible d'octroyer des subventions à l'agriculture, comme il est de pratique courante dans les pays développés. Et pour les raisons indiquées ci-dessus l'augmentation du prix des denrées alimentaires déclenche aussitôt un processus inflationniste, ainsi que l'Inde en a fait l'expérience au cours des années 1965 et 1966.

La plupart des pays sous-développés connaissent, à divers degrés, des complications similaires, en rapport avec leur structure institutionnelle. On peut donc être surpris d'entendre, de plus en plus fréquemment au cours des débats de politique agricole dans ces pays, des orateurs déclarer que la hausse des prix des produits agricoles aurait pour effet d'accroître automatiquement le volume de la production et l'approvisionnement des marchés -affirmations toutes gratuites dans ce contexte.

S'il était possible de suivre une ligne de raisonnement de ce genre, le problème agricole serait évidemment beaucoup plus simple. Mais il est évident que cette façon de voir se réfère, une fois de plus, à l'organisation des marchés des riches pays occidentaux, en négligeant l'effet des institutions, des comportements et des bas niveaux de vie des pays sous-développés. Elle coïncide parfaitement avec l'intérêt immédiat des grands propriétaires, des prêteurs d'argent, et d'une façon générale de toute la classe des villageois privilégiés".

RAPPELONS QUE L'OUVRAGE DONT CE PASSAGE EST EXTRAIT EST EN FAIT UNE SYNTHESE ET UNE CONCLUSION A UN OUVRAGE DU MEME AUTEUR ET FONDAMENTAL POUR LA THEORIE DU DEVELOPPEMENT : "Asian Drama : An Inquiry into the Poverty of Nations" (New-York - 1968 - Twentieth Century Fund and Pantheon Books - 3 vol.).

ANNEXE N° 7

La place de l'Anthropologie dans la méthodologie d'investigation : Anthropologie du développement ou science de la manipulation ?

1- Place de l'anthropologie dans la méthodologie d'investigation

Anthropologie, Statistiques et Comptabilité Nationale sont trois démarches de connaissance qui se distinguent selon la place qu'elles occupent face aux opérations de développement rural.

C'est à travers les concepts et méthodes de la Comptabilité Nationale et de la Planification que sont saisis les effets macro-économiques des projets de développement : effets ex ante permettant de définir les priorités en fonction de la politique générale mise en oeuvre, effets ex post (beaucoup plus difficile à saisir) permettant de conclure à la réussite ou à l'échec des politiques entreprises. Ainsi donc, Comptabilité Nationale et Planification sont les instruments de mise en oeuvre des politiques de développement rural.

Il en va tout autrement de l'Anthropologie, même si la tentation (et même la pression) est grande, aujourd'hui, de l'associer à la mise en oeuvre des projets de développement rural (1). Pour l'Anthropologie, et principalement l'Anthropologie économique, l'objet n'est plus l'étude de "sociétés traditionnelles" miraculeusement préservées des effets délétères de facteurs exogènes, mais bien la transition de telles sociétés à l'économie marchande. Le coeur de l'investigation est donc, ici aussi, le projet de transformation. Mais la transformation, disons la transition, est pour l'anthropologie objet de connaissance et non plus objectif de connaissance, comme c'est le cas pour la Comptabilité Nationale et la Planification.

---

(1) Cf § 2 et 3 ci-après.

Entre ces deux champs d'investigation, les statistiques (agricoles, budgétaires, démographiques) occupent une position médiane. Elles fournissent les données que demandent le comptable national et la planificateur dans leur perspective volontariste. En ce sens, les statistiques se rattachent à l'étude de la transition comme objectif de connaissance. Mais elles sont également susceptibles de se rattacher à l'étude de la transition en tant qu'objet de connaissance : elles offriraient alors à l'anthropologie une perspective plus large et plus générale, et c'est une des voies qu'il conviendrait d'approfondir.

2- Le rôle de l'anthropologie dans le développement

Un exemple de la tendance qui consiste à vouloir associer l'anthropologie à la mise en oeuvre des projets de développement rural nous est donnée par Glynn Cochrane, qui en tant que consultant de la Banque Mondiale, en a défini le rôle (Finances et Développement, vol. 11, n° 2, Juin 1974, pp. 20-23).

L'anthropologie vise à recueillir des données permettant de comprendre des comportements dont la rationalité ne peut être perçue qu'en rapport avec les structures sociales y afférentes ("croyances" et "valeurs" dans le vocabulaire de l'auteur).

"L'anthropologie qui s'occupe du développement s'applique avant tout à étudier le comportement d'une population dans l'optique de la production et de la prévision d'un changement social". Mais en raison de leur maintien dans le ghetto universitaire, les anthropologues n'ont pu acquérir l'expérience qui "leur permettrait d'insérer leur contribution dans le cadre intégré des politiques et des pratiques qui caractérisent le développement moderne". Cette attitude est due également et en partie à l'indifférence des organismes de développement à l'égard de l'anthropologie.

A partir de 1970, date à laquelle la Banque Mondiale a opéré une réorientation de ses prêts vers les secteurs de l'agriculture, de la démographie et de l'éducation, l'occasion a été offerte de mettre en oeuvre une telle collaboration. Il s'agissait d'une part de convaincre les anthropologues "d'appliquer" leur science, au lieu "d'écrire à son sujet", en les sensibilisant aux problèmes du développement et en leur donnant un aperçu général des travaux de la Banque. Inversement, il fallait convaincre le

personnel de la Banque de l'utilité des anthropologues, notamment en lui démontrant la nécessité de "planifier" et de préparer "le mode de diffusion de l'effet de démonstration d'un projet". L'anthropologie était donc chargée de répondre à une série de questions :

"De quelle façon doit-on promouvoir les innovations que véhicule un projet ? (...) Faudrait-il solliciter la participation de groupes d'une condition sociale particulière (1) ? Organiser la publicité par les moyens de diffusion habituels ? Quelles contraintes les institutions exercent-elles sur les effets de diffusion ?"

Pour poser l'anthropologie en tant qu'instrument normal et nécessaire des projets de développement, il faut énumérer quelques unes des hypothèses générales de "l'anthropologie du développement" :

1- "Tous les projets affectent les relations sociales en agissant sur l'acquisition et la répartition du pouvoir et de la richesse" (2) ;

2- "Les populations des pays en voie de développement souhaitent jouir de certains avantages du progrès moderne mais elles désirent inévitablement que ces avantages s'insèrent dans un cadre communautaire donné, s'harmonisent avec une culture traditionnelle et s'accomodent d'un rythme de vie particulier" ;

---

(1) C'est-à-dire susciter la création d'une bourgeoisie rurale. L'ignorance a limité en fait cette élite à ce que toute une littérature spécialisée a appelé les "marginaux" ou les "déviants". C'est sur ces thèses que l'on revient aujourd'hui, où l'on pense que maximisation est synonyme du plus grand nombre de producteurs maximisant, et non pas d'un petit nombre de producteurs maximisant à des niveaux individuels plus élevés.

(2) C'est Albert Waterston qui écrit : "Bien que ce résultat ne soit peut-être pas celui qui était recherché (nous avons eu l'occasion de revenir sur cette assertion interrogative dans le corps de ce texte), le développement agricole a été souvent plus profitable aux agriculteurs riches qu'aux agriculteurs pauvres des pays en voie de développement" (Finances et Développement, vol. 11, n° 4, Décembre 1974, pp. 22-25).

3- "Un projet dont la réussite financière ne fait aucun doute peut être un échec social s'il ne satisfait pas aux exigences des objectifs sociaux du développement" (1).

Ainsi, "à l'heure actuelle, les organismes d'aide au développement incitent leur personnel à évaluer les projets implantés dans des pays particuliers en fonction de caractéristiques universelles du comportement humain. Aussi leurs services cherchent-ils à savoir dans quelle mesure un projet se conforme à ce que l'on en attend généralement". Par contre, les anthropologues préfèrent rechercher la spécificité d'une communauté et " sont donc amenés à se demander en quoi un projet s'écarte des caractéristiques générales".

Outre l'utilité de l'anthropologue dans l'examen rétrospectif des projets (dans les sens déjà indiqués), le sauvetage des projets "en difficulté" est aussi du ressort de l'anthropologue, encore que son efficacité dépende finalement de la précocité de son intervention dans le projet. "Ce qu'il importe de savoir, c'est pourquoi ce projet donné, implanté dans cette communauté particulière, soulève ou est susceptible de soulever des problèmes à ce moment précis". Et l'auteur d'affirmer non sans une certaine candeur : "A vrai dire, on a souvent tendance à présumer que les pauvres prêteront forcément leur concours" (2).

---

(1) D'où la nécessité de discuter des critères de réussite ou d'échec de projets. Cochrane cite à cet égard un exemple particulièrement caricatural (non pas de la situation concrète qu'il décrit, et qui est courante, mais plutôt de la besogne que l'on attend de la part de l'anthropologue) : "Comment éviter l'émergence de problèmes sociaux lorsqu'un gouvernement permet à un nombre restreint de fermiers inclus dans un projet d'augmenter leur revenu en leur fournissant des fonds à bon marché, tandis que ceux qui évoluent à la périphérie de ce projet payent des taux d'intérêt usuraires sur les fonds qu'ils obtiennent ? L'anthropologie est souvent en mesure d'aider en des cas semblables en étudiant l'image que les populations locales se font de la pauvreté aux fins de déterminer ce qu'elles sont disposées à accepter comme raisonnable" (souligné par nous J.C.) En somme, l'anthropologue est chargé de dire quelle quantité de surtravail les paysans acceptent de se voir extorquer raisonnablement, c'est-à-dire sans rechigner. "Ce genre de renseignement peut jeter quelques lumières sur le problème de la répartition du revenu".

(2) Il est bien clair que la tendance à l'intégration de l'anthropologie dans les projets de développement rural est liée à la définition de modèles viables de développement destinés à profiter aux plus pauvres. "On ne peut pas présumer, écrit Cochrane, que les groupes de spécialistes que les organismes de développement ont peu à peu réunis dans le passé ont à l'heure actuelle assez d'expertise pour s'occuper adéquatement des populations les plus pauvres du Tiers-Monde ... Il faut d'urgence ajouter des éléments nouveaux".

En conclusion, l'auteur affirme la nécessité de créer un département d'anthropologie ou du moins de recruter des anthropologues comme permanents de la BIRD, sous peine d'être en contradiction avec la nouvelle politique de "développement des plus défavorisés".

*

* *

REMARQUE : La démarche de Cochrane n'est pas dénuée de sens critique. Ainsi, par exemple, lorsqu'il écrit : "la tendance actuelle est d'admettre implicitement que si les moyens techniques leur sont fournis, les populations placées hors du cadre des cultures occidentales modernes conformeront leurs réactions à des stéréotypes jugées acceptables par les Occidentaux".

Il s'agit cependant d'une simple critique interne à l'instrument qui se réfère à "l'homo oeconomicus" bien connu, critique qui ne va pas jusqu'à poser la question du pourquoi d'une telle inadéquation apparente entre l'instrument et l'objectif poursuivi. C'est une telle question que nous avons essayé de résoudre dans le chapitre II de ce texte.

La tendance à laquelle se rattache G. Cochrane est assez répandue. La position soutenue est qu'il conviendrait d'attacher des anthropologues à la mise en oeuvre des projets particuliers de développement rural afin d'accroître l'efficacité de ces projets et de pallier les obstacles qu'ils rencontrent en utilisant les connaissances anthropologiques : c'est le succédané des deux questions théoriques que nous avons déjà analysées (1), succédané qui est loin d'être nouveau, et dont les résultats à en attendre sont dénués d'intérêt, tant sur le plan scientique que sur le plan du politique. La manipulation est une technique de laboratoire à l'usage des sciences exactes, non pas de l'anthropologie.

Dans cette perspective, le rôle imparti à l'anthropologie est donc simple : elle doit permettre de ramener l'inégalité et la différenciation sociales au niveau de productivité maximum compatible avec l'acceptation consciente d'une telle situation par les paysans les plus pauvres. Le dépassement de ce niveau risquerait en effet de transformer l'inégalité productive en un germe de contestation. Et l'on peut donc dire

---

(1) Cf § 2.1. du chapitre II.

que les considérations d'ordre politique ne sont pas absentes des raisons qui ont donné naissance à ce que nous avons appelé "la seconde génération de projets", ni du regain d'intérêt des "développeurs" à l'égard de l'anthropologie. Ainsi l'anthropologie appliquée se voit demander de répondre à des besoins pratiques précis : que faire, et comment faire, pour que réussissent les opérations de développement entreprises ? Réussites en termes de déstructuration et en termes d'accroissement des productions et des revenus.

Il est dangereux d'assigner à l'anthropologie un rôle aussi pratique, répondant à des besoins aussi déterminés. Il y a un risque certain de stérilisation de la recherche, qui a bien été souligné par le sociologue américain C. Wright Mills.

3- Vers une science de la manipulation ? Les risques d'une utilisation des sciences humaines à des fins qui leur sont étrangères

d'après C. Wright Mills, dans son ouvrage : "L'imagination sociologique". (Maspero, 1967, Cf en particulier le chapitre 5 : "L'éthos bureaucratique", § 3, pp. 119-134).

"Parmi les slogans des écoles sociologiques, il en est un qui revient sans cesse : "Le but de la sociologie consiste à prédire et à régler la conduite humaine" (...) "L'ergonomie" (human engineering) ... repose sur une analogie indiscutée entre la "domestication de la nature" et la "domestication de la société". Ceux qui ont ces expressions à la bouche ont généralement pour ambition de "transformer les études sociales en vraies sciences", et veulent faire un travail qui tourne le dos à la morale et soit résolument apolitique", permettant ainsi de résoudre soi-disant les problèmes de l'humanité.

"Derrière ces formules se cachent de curieuses notions sur le pouvoir, la raison et l'histoire -toutes fort obscures et horriblement confuses. Ces formules présupposent un optimisme rationaliste et creux, qui ignore résolument les rôles que peut jouer la raison dans les affaires humaines, la nature du pouvoir et ses rapports avec le savoir, le sens de l'action morale et la place qu'y tient le savoir, la nature, l'histoire, et le simple fait que les hommes ne sont pas seulement ses créatures, mais

éventuellement des créateurs, et parfois mêmes les créateurs de l'histoire".

"Parler si légèrement de prédiction et de régulation, c'est adopter le point de vue du bureaucrate, aux yeux de qui, selon l'observation de Marx, le monde est un objet de manipulation".

Et l'auteur de citer une analyse de Robert S. Lynd dans "the American Soldier" : "... avec quelle habileté on met les sciences à contribution pour sélectionner et pour enrôler les hommes en vue de fins qu'ils ne se proposent pas de leur propre chef. On mesure clairement l'impuissance de la démocratie libérale au fait qu'elle n'emploie plus ses sciences sociales à résoudre directement ses problèmes, mais les exploite de plus en plus de manière indirecte et tangente ; (...) Lorsque des fins aussi étrangères à sa nature régissent l'utilisation de la sociologie, chaque fois qu'on l'utilise on tend à en faire l'instrument de l'asservissement des masses et par conséquent on fait peser une menace supplémentaire sur la démocratie" (1).

Et de même que sont détournées de leurs fins des sciences humaines qui "cherchent le moyen de transformer un contingent terrorisé en soldats d'élite, prêts à livrer une guerre dont ils ne comprennent pas les raisons", de même en est-il ainsi lorsque ces mêmes sciences sont mises à contribution par les techniciens du développement, aux fins de transformer des paysans engoncés dans leurs traditions en entrepreneurs ruraux, prêts à livrer la bataille du développement et du modernisme, dont ils ne comprennent pas les raisons et les objectifs.

"L'ethos bureaucratique" tend donc à transformer la sociologie en science de la manipulation.

Et c'est à une telle science de la manipulation que nous avons déjà fait allusion dans ce texte : sa tendance est à l'objectivation de la paysannerie ; alors que la paysannerie, et plus particulièrement la paysannerie pauvre, devrait être au contraire "sujet du développement", et non pas pur objet.

---

(1) Mills cite ici Lynd dans "The Science of Inhuman Relations".

On pourrait dire, pour utiliser une expression qui frappe l'imagination, que l'objectivité dans les Sciences Sociales est fonction de la transformation de leur objet en sujet. L'objet social est, par sa nature même, sujet. L'objectivation qui est le propre de la démarche scientifique aboutit à la manipulation expérimentale. L'assimilation des Sciences Sociales aux Sciences Exactes, en de tels domaines, est dangereuse. "On l'a souvent dit, écrit Wright Mills, les hommes n'étant pas des objets inertes, ils peuvent venir à connaître les prédictions dont ils sont l'objet, et tourner bride, ce qu'ils ne manquent pas de faire effectivement ; ils sont libres d'accomplir les prédictions ou de les faire mentir. On ne peut donc pour l'instant prédire exactement leurs actions. Dans la mesure où les hommes jouissent de quelque liberté, ce qu'ils feront n'est pas matière à prédictions".